

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

PORTUGAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

JUILLET 1979

STATISTIQUES DE BASE DU PORTUGAL

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	92.1	Villes principales, population résidente en milliers d'habitants (1-7-1975) :	
		Lisbonne	830
		Porto	336

LA POPULATION

Population (2 ^e semestre 1978, en milliers)	9 204	Population active civile (2 ^e semestre 1978, milliers) ¹	4 157
Densité au km ²	100	Population active civile occupée (2 ^e semestre 1978, milliers) ¹	3 808
Taux de variation annuel moyen de la population résidente (1974-1978)	1.7	en % du total :	
Émigration brute (moyenne 1974-1978, en milliers)	41.6	Secteur primaire	30.7
		Secteur secondaire	35.2
		Secteur tertiaire	33.9

LA PRODUCTION

Produit national brut en 1976 (millions de dollars des États-Unis)	15 284	Origine du produit intérieur brut au coût des facteurs, en 1976 (en %) :	
Produit national brut par habitant, en 1976 (en dollars des États-Unis)	1 684	Secteur primaire	14.7
Formation brute de capital fixe en 1976 :		Secteur secondaire	42.9
en % du PNB	17.1	Secteur tertiaire	42.4
par habitant (en dollars des États-Unis)	288		

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Consommation publique en 1976 (en % du PNB)	14.4	Recettes courantes des Administrations publiques, en 1976 (en % du PNB)	28.5
dont : Défense	3.1		
Investissements publics en 1976, en % : du PNB	3.2		
des investissements totaux	18.5		

LE COMMERCE EXTÉRIEUR²

Exportations de biens et services en 1976, en % du PNB	17.1	Importations de biens et services en 1976, en % du PNB	30.7
Ventilation en % des exportations totales (moyenne 1973-1977, CTIC)		Ventilation en % des importations totales (moyenne 1973-1977, CTIC)	
Produits alimentaires, boissons et tabacs (0, 1)	15.6	Produits alimentaires, boissons et tabacs	16.6
Matières premières brutes et demi-produits (2, 3, 4)	14.5	Matières premières brutes et demi-produits	25.8
Produits manufacturés (5, 6, 7, 8)	68.8	Produits manufacturés	57.6
dont : Textiles (65)	16.4	dont : Produits chimiques (5)	10.6
Produits en bois et en liège (63)	5.5	Machines et matériel de transport (7)	26.4

LA MONNAIE

Unité monétaire : Escudo		Unités monétaires par dollar des E.-U., moyenne journalière :	
		Année 1978	43.92
		Juin 1979	49.53

1 Portugal continental.

2 Continent et îles.

NOTE : On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES -
RÉFÉRENCES
- DOC. PRÊTÉ -
RETOUR BUREAU 611

PORTUGAL

JUILLET 1979

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

••

*L'examen annuel de la situation du Portugal
par le Comité d'Examen
des Situations Économiques et des Problèmes de Développement
de l'OCDE a eu lieu le 22 juin 1979.*

© OCDE 1979

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Tendances récentes	6
Demande et production	6
Marché du travail	10
Salaires et prix	14
II Commerce extérieur et balance des paiements	18
III Politique économique	26
Politique des changes et autres mesures d'ajustement de la balance des paiements	26
Politique monétaire	27
Politique budgétaire	32
Quelques aperçus sur l'évolution à moyen terme des finances publiques	36
Autres aspects de la politique économique	40
IV Perspectives à court terme et conclusions de politique économique	43
Prévisions à court terme	43
Conclusions de politique économique	46
Annexe : Principales mesures de politique économique prises en 1978 et 1979	51
Annexe statistique	54

TABLEAUX

Texte

1	Demande et production	7
2	Emploi	12
3	Chômage	13
4	Salaires	14
5	Prix	16
6	Balance des paiements	19
7	Évolution du commerce extérieur	20
8	Masse monétaire et contreparties	28
9	Budget de l'État	33
10	Compte du secteur public dans l'optique de la comptabilité nationale	34
11	Évolution à moyen terme des recettes et des dépenses des administrations publiques	36
12	Évolution des prestations sociales versées par les Caisses de prévoyance	38
13	Importance du secteur public dans l'économie en 1976	42
14	Prévisions pour 1979	44

Annexé statistique

A	Produit national et dépense nationale	54
B	Produit intérieur brut au coût des facteurs, par branches d'activité	55
C	Formation intérieure brute de capital fixe	56
D	Production agricole	58
E	Population par classes d'âge	59
F	Indicateurs d'emploi	59
G	Prix et salaires	60
H	Indice national des prix à la consommation	61
I	Opérations des Administrations publiques	62
J	Masse monétaire et contreparties	64
K	Structure des taux d'intérêt	64
L	Entrées de voyageurs étrangers, d'après le pays de nationalité	65
M	Commerce extérieur par principaux groupes de produits	66
N	Évolution de la structure géographique du commerce extérieur	67
O	Balance des paiements	68

GRAPHIQUES

1	Production industrielle	8
2	Prix à la consommation	17
3	Indicateurs de compétitivité	21
4	Taux de change	25
5	Taux d'intérêt	31

INTRODUCTION

Après les événements de 1974, on a assisté, de 1974 à 1976, à une chute brutale de l'activité — accompagnée d'une forte montée du chômage — à une vive accélération de l'inflation et à une dégradation très importante du solde extérieur. L'économie portugaise a connu en effet les effets conjugués du passage à un nouveau système socio-politique et de la récession ayant affecté l'ensemble de la Zone OCDE après la crise pétrolière. En 1977, une reprise rapide de l'activité est intervenue, qui s'est infléchie dès 1978, les autorités portugaises ayant adopté dans la seconde partie de 1977 une politique (essentiellement monétaire) restrictive, renforcée encore en mai 1978, afin de réduire le déficit de la balance des paiements et de ralentir le taux extrêmement rapide de l'inflation. Pour l'année 1978 prise dans son ensemble, la croissance du PIB aura été de l'ordre de 3 % contre 5½ % en 1977. Compte tenu de cette évolution, on a assisté à une nouvelle dégradation du marché du travail, le taux de chômage officiel (qui, il convient de le rappeler, sous-estime certainement l'amplitude réelle du phénomène) étant passé de 7 % environ en 1977 à 8 % environ en 1978. Bien qu'en nette décélération par rapport à l'année précédente, la hausse des prix à la consommation en termes annuels est demeurée très forte (+ 22½ %). Pour la deuxième année consécutive, les gains salariaux se sont accrus à un rythme moins rapide que les prix, alors que, selon les orientations officielles, le pouvoir d'achat des salaires devait être maintenu. Enfin, on a assisté à une amélioration très substantielle du solde extérieur, tenant à la fois à la vive croissance des exportations, alors que les importations stagnaient, et à l'évolution favorable des invisibles. Au total, la balance courante a dégagé en 1978 un déficit de l'ordre de 780 millions de dollars, ce qui implique une amélioration bien plus substantielle que celle sur laquelle les autorités portugaises s'étaient mises d'accord avec le FMI (passer d'un déficit de 1.5 milliard de dollars en 1977 à un déficit de 1.2 milliard en 1978).

Ainsi qu'on l'indiquait plus haut, les autorités portugaises ont révisé dans un sens nettement restrictif leur politique économique en 1978 pour tenter de lutter à la fois contre l'accélération de l'inflation et la dégradation persistante du solde extérieur. En fait, l'action restrictive a essentiellement porté sur la politique monétaire et s'est traduite à la fois par une augmentation des taux d'intérêt et par un contrôle plus strict du crédit. Par contre, la politique budgétaire n'a pas revêtu, en dépit des intentions du gouvernement, un caractère plus restrictif qu'en 1977, le déficit du secteur public ayant atteint en 1978 9 % du PIB (contre 7 % environ en 1977). Enfin, la politique d'encadrement ou de contrôle des salaires et des prix a été poursuivie.

Les prévisions pour 1979 sont entachées de nombreuses incertitudes dans la mesure où les orientations de la politique économique ne sont pas complètement définies, le gouvernement venant de présenter sa démission au moment de la rédaction de cette Étude. Sur la base des informations actuellement disponibles sur les intentions des autorités en matière de politique économique et compte tenu des tendances les plus récentes, on peut s'attendre en 1979 à la poursuite du ralentissement de l'activité. La consommation des ménages ne s'accroîtrait que très faiblement, dans la mesure où l'on peut faire l'hypothèse d'une décélération dans l'évolution des transferts en provenance de l'extérieur et d'une nouvelle flexion des salaires réels. L'évolution de la formation de capital restera affectée par le maintien d'une politique monétaire restrictive, bien que la variation des stocks ne doive pas exercer un effet négatif comme en 1978. Au total, la demande intérieure totale pourrait

s'accroître de l'ordre de 1 % et, compte tenu des hypothèses que l'on peut faire sur l'évolution du solde extérieur, le PIB pourrait enregistrer une croissance d'environ 2 %, marquant un nouveau ralentissement par rapport à 1978. Étant donné les prévisions actuellement retenues sur l'augmentation des prix des produits importés et même sous l'hypothèse d'un ralentissement du rythme de dépréciation de l'escudo, on peut s'attendre à une certaine accélération de l'inflation et, en termes annuels, la hausse des prix pourrait dépasser 24 %.

L'Étude sur le Portugal analyse dans une première partie les tendances récentes de la demande, de la production et de l'emploi, ainsi que l'évolution des salaires et des revenus. Une deuxième partie analyse le secteur extérieur. La troisième partie est consacrée aux problèmes de politique économique : politique des changes; politique monétaire; politique budgétaire (avec une analyse des grandes lignes de l'évolution des finances publiques depuis 1974); autres aspects de la politique économique. La quatrième partie est consacrée aux prévisions à court terme et aux conclusions de politique économique.

I TENDANCE RÉCENTES

Demande et production

L'analyse de l'évolution à court terme de l'économie portugaise est rendue difficile par l'insuffisance des indications statistiques qui, en raison de leur rareté et de leur fiabilité limitée (à l'exception toutefois des informations concernant la balance des paiements et les agrégats monétaires), ne permettent, dans les meilleurs des cas, que de déceler des tendances qualitatives. Les lacunes de l'appareil statistique portugais ont été signalées dans de précédentes études et les améliorations introduites dans les dernières années demeurent trop limitées. Les informations disponibles au moment de la rédaction de la présente étude¹ semblent indiquer que l'année 1978 a sans doute été caractérisée par un très net ralentissement de l'activité économique, qui s'est apparemment prolongé pendant les premiers mois de 1979 et qui peut être imputé à l'orientation restrictive que les autorités avaient donnée en 1977 à la politique monétaire et qu'elles ont encore accentuée en 1978. Le taux de croissance du PNB est tombé de 5.4 % en 1977 à 3.2 % en 1978 et, si la tendance restait aussi faible qu'actuellement, il pourrait encore être réduit en 1979.

Le redémarrage de la production agricole ne semble pas lui avoir permis de combler l'important retard qu'elle avait pris en 1977 (— 10 % en 1977 et + 4 % en 1978, sur la base des comptes nationaux). Le redressement est surtout imputable à des facteurs à court terme et peu de progrès ont été réalisés dans la voie de la solution des problèmes à moyen terme du secteur primaire. Rien ne permet d'entre-

1 Les dernières estimations des comptes nationaux élaborées par l'Institut national de la statistique (INE) concernent l'année 1976 et, selon les experts portugais, les comptes de 1977 seront disponibles en 1980. Pour 1977 et 1978, le Département central du Plan a calculé des estimations provisoires concernant les principaux agrégats de la demande et la valeur ajoutée par secteur. Comme les chiffres sont fondés sur des données extrêmement lacunaires et que les méthodes de calcul sont à certains égards incomplètes (on n'a pas essayé, par exemple, de dresser un compte d'affectation des ménages pour recouper les estimations de la consommation privée), ces estimations ont un caractère largement indicatif.

Tableau 1 Demande et production

	Milliards d'escudos aux prix courants 1976	Pourcentage annuel de variation en volume ¹			Part en pourcentage du PIB aux prix courants		
		Moyenne 1973-76	1977	1978	1973	1976	1978
Consommation privée	367	4.3	0.8	0.5	67.9	78.6	74.1
Consommation publique	66	10.2	9.5	5.6	13.2	14.1	14.3
Formation brute de capital fixe	89	-9.4	12.0	4.0	20.3	19.1	20.7
Demande intérieure finale	522	2.8	3.8	1.8	101.4	111.8	109.1
Formation de stocks ²	8	-1.5	3.1	-1.9	5.9	1.7	2.6
Demande intérieure totale	530	1.4	6.5	0.1	107.3	113.5	111.6
Exportations de biens et services	79	-10.1	6.1	15.5	25.8	16.9	19.9
Importations de biens et services	142	-5.3	9.6	-1.2	33.1	30.4	31.6
Balance extérieure ²	-63	-0.6	-2.0	3.2	-7.3	-13.5	-11.7
PIB aux prix du marché	467	0.9	5.4	3.2	100	100	100
Indice implicite des prix du PIB		17.1	25.0	21.0			
Production industrielle		0.8	13.2	6.8			

1 La moyenne 1973-76 est calculée aux prix de 1963; les chiffres de 1977 et 1978 sont calculés aux prix de l'année précédente.

2 Contribution à la croissance du PIB.

Sources: Institut national de la statistique (INE) et Département central du Plan.

voir que puisse bientôt prendre fin le déclin de la pêche : sa production, qui avait déjà tendance à baisser depuis un certain nombre d'années, a encore diminué de 11 % en 1978. En revanche, la production de viande, d'œufs et de produits laitiers a considérablement augmenté, pour la seconde année consécutive. Les productions végétales ont marqué des fluctuations — augmentation de la plupart des récoltes de céréales, diminution de la production de pommes de terre, de vin et d'huile — mais, dans l'ensemble, l'évolution n'a guère été satisfaisante dans ce domaine. En 1978, le rendement à l'hectare des terres cultivées a été nettement inférieur à la moyenne des années 1968-1977² pour la plupart des cultures. De plus, les superficies cultivées et le volume de la production ont été tous deux inférieurs aux moyennes correspondantes des années 1968-1977. La faible productivité de l'agriculture portugaise et ses multiples causes posent un problème qui n'a rien de nouveau³ mais qui a probablement été aggravé par le climat d'incertitude dans lequel est mise en œuvre la réforme agraire, qui, jusqu'ici, s'est concrétisée davantage par une redistribution de la propriété que par une modernisation des méthodes d'exploitation. D'une façon générale, les insuffisances du secteur primaire — y compris les branches qui, comme celles de la viande et des produits laitiers, ont été les plus dynamiques ces dernières années — sont bien mises en lumière par le fait que, bien qu'elle emploie une proportion relativement importante de la population (30 % de l'emploi total), l'agriculture ne contribue que pour moins de 10 % à la formation du PIB.

Le rythme d'expansion de la production industrielle⁴ s'est brusquement infléchi, passant de plus de 13 % en 1977 à moins de 7 % en 1978. Ce ralentissement, imputable surtout à la politique restrictive de crédit, semble s'être amorcé au second

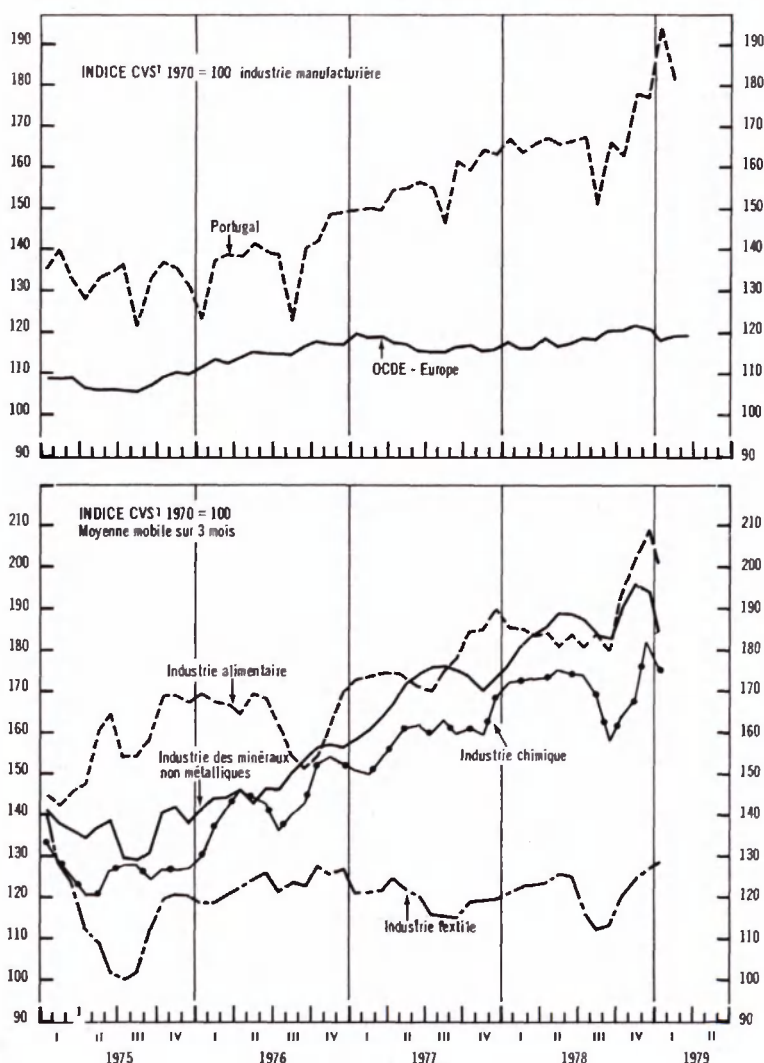
2 Cette moyenne est elle-même très faible car les récoltes ont été exceptionnellement mauvaises en 1977.

3 Voir, par exemple, OCDE, Étude économique sur le Portugal, juillet 1974, page 7.

4 La couverture de l'indice mensuel de la production industrielle est loin d'être satisfaisante et certaines branches, notamment celles des machines non électriques et du matériel de transport sont considérablement sous-représentées. Cela explique les importants écarts observés entre, d'une part, les taux de croissance de la production manufacturière en 1977 et 1978 (respectivement 11.7 et 7.1 %) et, d'autre part, les taux d'augmentation de la valeur ajoutée dans l'industrie, en termes de comptabilité nationale (respectivement 9.5 et 3.3 %).

semestre de 1977 et poursuivi tout au long de 1978, avec peut-être toutefois un léger redémarrage au quatrième trimestre. Abstraction faite des industries extractives, qui ont marqué une certaine reprise après avoir reculé en 1977, le fléchissement semble avoir affecté l'électricité, le gaz et l'eau, ainsi que la plupart des industries manufacturières. C'est dans les industries fabriquant des biens d'équipement et des produits intermédiaires que le ralentissement paraît avoir été le plus accusé, la branche des machines non-électriques enregistrant même une baisse effective de production. La production de matériels de transport s'est également contractée (-7.4% en 1978), mais le ralentissement a été relativement limité dans l'industrie chimique. En revanche, au second semestre de 1978, l'expansion de la production s'est de nouveau accélérée dans certaines branches fabriquant des biens de consommation — notamment celle des boissons, de l'alimentation et du tabac — reprise

Graphique 1 Production industrielle



1 Corrigé des variations saisonnières par le Secrétariat.

Source : Bulletin mensuel de statistiques de l'Institut National de Statistique.

qui peut être imputée à une reconstitution technique des stocks et une progression rapide des exportations. Enfin, en dépit d'une vigoureuse progression des exportations, la production du secteur textile a été très faible⁵. Peu d'informations existent sur l'évolution de la production des autres secteurs de l'économie. En ce qui concerne la construction, les chiffres de valeur ajoutée et d'emploi du Ministère du travail suggèrent que l'activité, après avoir vivement progressé en 1977, s'est ralentie en 1978. Mais cette indication est en partie contredite par celles concernant la consommation de matériaux de construction⁶. On ne dispose pas non plus de beaucoup d'informations sur l'évolution de la production du secteur tertiaire, en dehors d'une estimation du taux d'accroissement de la valeur ajoutée dans ce secteur, tombé de 6 % en 1977 à 3 % en 1978.

Toutes les composantes de la demande, à l'exception des exportations, ont enregistré une décélération en 1978. Le ralentissement de la demande intérieure totale, qui a pratiquement stagné, a été plus accusé que celui enregistré par la demande finale en raison de la contribution fortement négative de la formation de stocks. La progression de l'investissement s'est ralentie de 12 % en 1977 à 4 % en 1978 et les enquêtes de conjoncture dans les industries manufacturières indiquent que la tendance s'est sans doute fortement dégradée au second semestre. La contribution de la construction, ainsi que celle des investissements des administrations et des entreprises privées, a été probablement positive⁷. En revanche, ceux des entreprises publiques ont, selon les experts portugais, reculé d'environ 5 % en volume. La formation de stocks a progressé mais à un rythme considérablement plus faible qu'en 1977. D'après les enquêtes auprès des chefs d'entreprises, les stocks de produits finis dans l'industrie ont marqué, tout au long de l'année, une tendance à l'augmentation liée à la faiblesse de la demande intérieure, tandis que ceux des matières premières, dont la plupart sont importées, ont diminué. On peut aussi raisonnablement supposer que le niveau élevé des taux d'intérêt a provoqué une baisse des stocks dans le commerce de détail.

La croissance de la consommation privée en termes réels s'est quelque peu décélérée : 0,8 % en 1977, 0,6 % en 1978. Les rémunérations salariales ont augmenté moins que les prix mais les revenus de la propriété et de l'entreprise et les prestations sociales se sont sans doute accrus en termes réels. Les envois des travailleurs émigrés ont continué à progresser à un rythme supérieur à 60 %, comme en 1977. Avec l'introduction de la surtaxe de 10 %, la pression fiscale a peut-être un peu augmenté en 1978, mais il se pourrait que, globalement, le revenu disponible, stationnaire l'année précédente, se soit accru en termes réels. La croissance de la consommation privée a probablement été inférieure à celle du revenu disponible en 1978, car les ménages ont sans doute reconstitué leur épargne, qu'ils avaient entamée en 1977 pour essayer de maintenir le rythme de progression de leurs dépenses. D'après les estimations du Département Central du Plan, la consommation publique a progressé en volume de 5,6 % après avoir augmenté de près de 10 % en 1977. Selon les experts portugais, ces mouvements de grande ampleur seraient imputables à l'évolution de l'emploi dans la fonction publique, mais le manque d'information

5 Les éléments d'information concernant l'industrie textile sont assez contradictoires : ils indiquent qu'en 1978, la production a augmenté de 2 % et les exportations de 21 %. Même si l'on tient compte du dégonflement des stocks qui paraît s'être produit et de la faiblesse de la demande intérieure, la divergence entre les indicateurs de la production et des exportations demeure importante mais pourrait être en partie expliquée par la composition différente des deux indices.

6 Les ventes d'acier au secteur de la construction ont augmenté à un rythme beaucoup plus lent qu'en 1977 et celles du ciment se sont légèrement accélérées.

7 Cette analyse est approximative car, depuis 1975 et 1976, respectivement, on ne dispose plus d'une ventilation fiable de l'investissement par secteur institutionnel et par branche d'activité.

directe sur l'emploi dans l'administration et certaines incohérences apparentes rendent difficile l'appréciation de tendances en ce domaine⁸.

La demande intérieure totale ayant à peine progressé, c'est la balance extérieure qui a contribué le plus à la croissance. Le volume des exportations de biens et de services a marqué une expansion de 15,5 %, reflétant l'excellente compétitivité apportée aux industriels portugais par la dévaluation de l'escudo intervenue depuis 1977, ainsi que le fruit de leurs efforts de pénétration sur les marchés étrangers pour compenser la faiblesse de la conjoncture intérieure. Sous l'influence du ralentissement de l'investissement et de la formation de stocks, les importations ont, pour leur part, reculé de plus de 1 % en 1978.

L'important changement qui s'était opéré dans la composition de la demande pendant la période 1973-1976 s'est en partie renversé en 1977-1978, par suite de l'accélération relative de l'investissement et des exportations, par rapport à la période précédente, et de la décélération de la consommation. Cependant, si, comme l'indique le tableau 1, la part de l'investissement dans le PIB aux prix courants, après avoir fortement baissé jusqu'en 1976, est remontée en 1978 à son niveau de 1973, celle des exportations n'a pas encore regagné celui-ci, tandis que la part de la consommation, bien qu'en diminution par rapport à 1976, reste plus importante qu'au début de la période sous revue. Les chiffres de ce tableau doivent être interprétés avec la plus grande prudence — du fait notamment qu'il n'est pas possible d'analyser la structure de la demande à prix constants⁹; ils semblent néanmoins indiquer qu'une certaine réallocation des ressources en faveur des utilisations plus productives s'est opérée entre 1976 et 1978. Cependant, le Portugal n'a pas réussi à affecter vers l'extérieur une plus forte proportion des ressources pour répondre aux modifications des termes de l'échange intervenues depuis 1973. La tendance des exportations indiquée ci-dessus, jointe au fait que la part des importations dans le PIB n'a que très peu diminué, a en fait provoqué une forte détérioration de la balance extérieure (en pourcentage du PIB), bien que la position de celle-ci se soit un peu redressée au cours des deux dernières années.

Marché du travail

Les statistiques concernant l'emploi et le chômage sont très hétérogènes¹⁰ et partiellement contradictoires. Il faut par ailleurs rappeler que la période récente

⁸ Selon le Ministère des Finances, le nombre de fonctionnaires était de 383 000, à la fin de mai 1978, mais on ne dispose pas d'estimations pour les périodes antérieures. L'enquête sur la population active comporte une estimation de l'emploi « administratif » mais celle-ci est bien trop faible si on le compare aux informations disponibles provenant d'autres sources. Toutefois, si, à l'emploi « administratif », on ajoute l'emploi dans les services de santé et l'enseignement (lesquels comportent un élément d'emploi privé), on obtient un agrégat qui peut représenter très approximativement l'emploi dans les administrations publiques. Cet agrégat plus ou moins représentatif, demeuré pratiquement stationnaire en 1977, a augmenté de 5,7 % en 1978. Étant donné que les dépenses de personnel constituent l'élément de loin le plus important de la consommation publique et que les gains réels par fonctionnaire semblent, au mieux, être restés stationnaires en 1978, après avoir reculé en 1977, l'estimation de la croissance de la consommation publique faite par le Département central du Plan paraît plausible pour 1978, mais assez irréaliste pour 1977. Selon une autre estimation, obtenue à travers le nombre de fonctionnaires enregistrés auprès des services de sécurité sociale (nombre qui, il est vrai, inclut également selon les experts portugais, non seulement le personnel retraité mais aussi parfois des personnes décédées), l'emploi dans l'administration aurait progressé de 9,6 % en 1977 et de 7,5 % en 1978. Sur la base de cette estimation, la consommation publique serait alors sous estimée en 1978.

⁹ Depuis 1977, les changements en volume sont calculés sur la base des prix de l'année précédente.

¹⁰ Les principales statistiques sur le marché du travail sont établies par l'INE et le Ministère du Travail. L'INE effectue depuis 1974 une « enquête permanente sur l'emploi » semestrielle auprès des ménages. Les méthodes suivies dans l'enquête présentent plusieurs inconvénients majeurs. D'une part, elle ne porte que sur les ménages vivant dans des logements non collectifs. D'autre

a été très largement perturbée, en particulier en 1975-1976, par l'afflux des rapatriés en provenance des anciennes colonies (estimé à $\frac{1}{2}$ million de personnes, soit environ 6 % de la population résidente en 1974) et la démobilisation qui a ramené le nombre de militaires (contingent et militaires d'active) de 230 000 au début de 1974 à moins de 70 000 à la fin de 1978. Ces facteurs exceptionnels obèrent d'autant plus l'analyse des données récentes que les séries disponibles homogènes sont très courtes.

Selon les informations disponibles à travers l'enquête effectuée par l'INE, l'emploi total a pratiquement stagné en 1978, en moyenne annuelle, pour la deuxième année consécutive, avec une évolution très différente d'un secteur à l'autre. L'emploi salarié a, pour sa part, enregistré une tendance plus heurtée au cours des deux dernières années, mais, en moyenne, il est demeuré au niveau de 1976. Après s'être stabilisé en 1975-1976, en liaison vraisemblablement avec une insertion importante de rapatriés dans ce secteur¹¹, l'emploi dans l'agriculture a retrouvé au cours des deux années suivantes une tendance déclinante, s'accéléralant en 1978, à un rythme voisin de celui observé au cours de la période 1964-1974. A l'inverse, l'emploi dans le secteur public¹² a vivement progressé (près de 6 %), notamment dans la deuxième partie de 1978. Dans le secteur privé non agricole, la progression de l'emploi s'est poursuivie en 1978 à un rythme relativement soutenu (1.6 %) en dépit du ralentissement de l'activité. Le nombre de personnes travaillant dans la construction a continué d'augmenter rapidement tandis que l'emploi dans l'industrie a marqué une vive reprise qui a plus que compensé le recul enregistré en 1977¹³. Par contre, l'emploi dans les services (à l'exclusion de l'administration) a, pour la première fois depuis 1974, accusé un fléchissement notable (- 2.7 %), imputable essentiellement à l'évolution dans le secteur des transports et à un léger recul dans le commerce.

Sur l'ensemble de la période 1974-1978, l'évolution de l'emploi paraît peu différente de celle observée au cours des dix années précédentes. Si l'emploi dans les autres secteurs a augmenté en moyenne de près de 2 % par an, la progression de l'emploi total a été modeste du fait de l'exode agricole. La flexion du rythme de croissance s'est donc traduite, comme dans la plupart des pays Membres, par un ralentissement de la productivité qui a été ramenée d'un taux moyen de l'ordre de 7.5 % dans les secteurs non agricoles pendant la période 1963-1973 à 2 % sur la période 1974-1978¹⁴. La réduction du temps de travail, l'allongement des congés¹⁵, la limitation du travail posté résultant d'un certain nombre de conventions collectives ont certainement contribué à ce mouvement. Il faut également rappeler que la législation sur les licenciements est très restrictive, ceux-ci n'étant autorisés que lorsque l'entreprise est jugée « dans une situation économique très difficile » par

part, l'échantillon retenu diffère très sensiblement entre le premier et le deuxième semestre de l'année, de sorte que les moyennes annuelles n'ont qu'une valeur indicative. En outre, il semble que les résultats par secteurs soient peu fiables. Le Ministre du Travail effectue auprès des entreprises une enquête trimestrielle sur l'emploi salarié, à l'exclusion de l'agriculture et du secteur public et établit des estimations du chômage sur la base du nombre de chômeurs inscrits. Mais les bases statistiques sur lesquelles sont fondées les estimations paraissent très contestables. Les niveaux tant de l'emploi que du chômage et la composition sectorielle diffèrent sensiblement d'une source à l'autre. Étant donné l'impossibilité de réconcilier les deux sources, l'analyse sera basée ici, sauf indication particulière, sur l'enquête de l'INE.

11 La réforme agraire a également vraisemblablement freiné l'exode agricole dans le sud du Pays.

12 On a inclus ici dans le secteur public, outre les administrations, les services de santé et l'enseignement.

13 L'évolution de l'emploi dans l'industrie retracée par l'enquête de l'INE en 1977 et 1978 est difficile à expliquer au vu des mouvements de l'activité. L'image d'une quasi stabilité donnée par l'indice établi par le Ministère du Travail sur l'emploi salarié dans ce secteur paraît plus vraisemblable.

14 Si on exclut l'administration dont la production imputée pour l'établissement des comptes nationaux a très fortement progressé après la décolonisation, la productivité est ramenée à environ 1.5 %.

15 Ceux-ci sont passés de 15 jours en moyenne par an avant 1974 à un mois.

Tableau 2 Emploi
Variation en pourcentage par rapport à la période correspondante de l'année précédente

	1978 II		1978 ¹	1977 ¹	1978 ¹	1977	1977	1978	1978
	En milliers	En % de la population active	1974	1976	1977	I	II	I	II
INE - Enquête sur l'emploi									
Population totale	9 204	..	1.7	0.9	0.4	1.3	0.5	0.5	0.4
Population active civile	4 157	100	2.2	1.1	0.3	1.9	0.3	-0.6	1.2
Taux d'activité	45.2	..	0.6	0.2	0.0	0.7	-0.2	-1.1	0.9
Emploi total	3 808	91.6	0.5	-0.1	-0.3	0.8	-1.0	-1.3	0.7
Secteur agricole	1 170	28.1	-2.2	-3.0	-5.4	-1.5	-4.5	-6.0	-4.7
Industrie	1 023	24.6	1.3	-3.8	4.9	-2.1	-5.6	1.2	8.8
Construction	321	7.7	1.5	6.9	5.1	3.4	10.2	7.6	2.6
Autres	1 294	31.2	2.4	4.3	-0.5	4.9	3.7	-0.5	-0.5
Emploi salarié	2 461	59.2	0.3	-1.9	1.5	-1.5	-2.3	1.2	1.8
Secteur agricole	241	5.8	-8.2	-16.1	-1.2	-18.2	14.3	6.3	-8.4
Industrie	899	21.6	1.1	6.4	4.8	-1.8	-7.7	0.9	8.8
Construction	297	7.1	0.9	4.3	5.9	-1.6	10.0	8.4	3.5
Autres	1 024	24.7	2.3	3.5	-1.5	4.2	3.0	-1.5	-1.6
Ministère du travail									
Emploi salarié total			0.2	0.6	0.5	0.6	0.7	0.9	0.1
Industries manufacturières			-0.1	-0.2	-0.3	0.4	-0.6	-0.4	0

¹ En raison du manque d'homogénéité de l'échantillon d'un semestre à l'autre, la variation moyenne annuelle est estimée par la moyenne des variations semestrielles.

Sources: INE, enquête permanente sur l'emploi et Ministère du travail.

le Ministère du Travail. Pour introduire une plus grande souplesse dans le marché du travail, il a été décidé en 1977 d'autoriser les contrats d'une durée de six mois, mais il est difficile d'en apprécier l'importance jusqu'ici.

Les informations disponibles concernant le chômage sont largement contradictoires; néanmoins, il semble que, après le choc provoqué par la décolonisation en 1975-1976, le chômage a continué de progresser mais à un rythme beaucoup plus lent. Selon l'enquête de l'INE, à la fin de 1978, le nombre de chômeurs ne dépassait que de 7 % le niveau atteint un an plus tôt, du fait essentiellement de la quasi stagnation de la population active et non d'une amélioration de l'emploi. Toutefois, la progression beaucoup plus rapide du nombre de chômeurs inscrits auprès du service national de l'emploi (19 % sur la même période) suggère que l'ampleur de la variation pourrait être sous-estimée par l'enquête¹⁶. Comme dans de nombreux autres pays de l'OCDE, le chômage frappe de façon croissante les femmes et les personnes à la recherche d'un premier emploi (respectivement 59 % et 57 % du chômage total en 1978 contre 45 % et 39 % en 1975) et le taux de chômage dépasse 12 % pour les femmes et 16 % pour les jeunes de moins de 30 ans alors que la moyenne nationale s'établit à 8,4 %. Par contre, le nombre de chômeurs ayant déjà travaillé reste remarquablement stable depuis 1976 selon l'enquête de l'INE. Enfin, si le chômage a relativement peu augmenté au cours de la période récente, la durée de celui-ci tend à s'allonger : au deuxième semestre de 1978, 71 % de chômeurs cherchaient un emploi depuis plus d'un an contre 52 % en 1976.

Plus que sur l'évolution, l'incertitude réside sur le niveau du chômage. L'enquête de l'INE qui, il faut le rappeler, ne recouvre pas les personnes vivant en logements collectifs¹⁷, estime le nombre de chômeurs à la fin de 1978 à 348 000, soit 8,4 % de la population active (contre 1,8 % en 1974). Toutefois, au vu du nombre de personnes ayant déjà travaillé inscrits auprès des services de l'emploi, qui dépasse

Tableau 3 Chômage

	1976 I	1976 II	1977 I	1977 II	1978 I	1978 II
	En milliers					
Nombre de chômeurs total	244	276	291	326	319	348
Chômeurs à la recherche d'un premier emploi	92	125	142	166	178	198
Chômeurs à la recherche d'un nouvel emploi	152	151	149	160	141	150
	En pourcentage de la population active					
Taux de chômage total	6.1	6.7	7.1	7.9	7.9	8.4
Taux de chômage des hommes	5.9	6.0	5.7	6.0	5.4	5.5
Taux de chômage des femmes	6.4	7.8	9.3	10.9	11.6	12.5
Taux de chômage des moins de 30 ans	11.0	12.9	14.2	15.8	15.4	16.9

Source: INE, Enquête permanente sur l'emploi.

16 Il est vrai que la continuité de cette série a été affectée au deuxième semestre de 1977 par le transfert des inscriptions des rapatriés de l'Institut d'Appui aux Rapatriés (IARN) au service national de l'emploi. Mais cette modification institutionnelle ne devrait pas affecter l'évolution au cours de l'année 1978.

17 Les personnes vivant en logements collectifs ne sont pas enquêtées mais sont comprises dans l'estimation de l'emploi et du chômage, l'INE supposant que le taux de chômage est pour cette catégorie de population identique à celui de l'échantillon recensé. La distorsion introduite par ce facteur a dû être particulièrement importante en 1975 et 1976, lors du retour des rapatriés.

de 60 % celui recensé par l'enquête, le Ministère du Travail estime le taux de chômage pour la même période à 13 %. En outre, le sous-emploi caché est vraisemblablement très important dans un pays où il reste près de 30 % de la population active dans l'agriculture et paraît avoir relativement progressé au cours de la période comme l'indique l'accroissement notable du nombre de travailleurs familiaux ou non rémunérés. En dépit de l'importance du chômage, le nombre de chômeurs secourus demeure faible (73 000 à la fin de 1978). En effet, l'indemnisation, d'une part, ne s'applique pas aux travailleurs à la recherche d'un premier emploi et, d'autre part, suppose des conditions d'attribution très strictes, en particulier au niveau du montant global de ressources perçu par le ménage.

Salaires et prix

Il semble ressortir des rares éléments d'information disponibles¹⁸ que la progression des salaires nominaux s'est ralentie en 1978, tout en marquant des fluctuations assez irrégulières dans le courant de l'année (voir tableau 4). Ce ralentissement paraît avoir affecté les taux de salaires horaires dans l'industrie et les transports et les salaires agricoles féminins, qui ont augmenté dans des proportions comprises

Tableau 4 Salaires
Pourcentage de variation par rapport à la période correspondante
de l'année précédente

	1977	1978	1978			
			I	II	III	IV
<i>Salaires nominaux</i>						
Taux de salaires journaliers dans l'agriculture						
Hommes	14.7	17.5	14.7	18.7	18.7	17.9
Femmes	19.0	12.8	8.7	10.2	16.7	15.1
Taux de salaires journaliers dans l'industrie et les transports ¹						
Lisbonne	12.0	11.0	8.3	10.6	9.9	14.9
Porto	12.2	9.4	11.8	6.5	5.6	13.7
<i>Salaires réels</i>						
Taux de salaires journaliers dans l'agriculture ²						
Hommes	-9.8	-4.1	-6.5	-0.8	-3.1	-6.1
Femmes	-6.4	-8.1	-11.5	-8.0	-4.8	-8.3
Taux de salaires journaliers dans l'industrie et les transports ^{1 2}						
Lisbonne	-11.9	-9.5	-11.8	-7.5	-10.4	-8.4
Porto	-11.7	-10.7	-9.0	-11.0	-13.9	-9.3

1 Dernière semaine complète de travail des mois de mars, juin, septembre et décembre.

2 Déflaté par l'indice des prix à la consommation pour le continent.

Source: Département central du Plan, *Situation socio-économique*.

18 Il n'existe pas d'indice national des taux de salaires au Portugal. L'Institut national de la statistique publie, pour l'agriculture, un indice des salaires masculins et un indice des salaires féminins, mais n'établit pas d'indicateur global pour l'ensemble de ce secteur. On dispose aussi de deux indices des taux de salaires journaliers dans l'industrie et les transports, pour Lisbonne et Porto. Le Ministère du travail élabore des estimations des gains journaliers et mensuels dans les industries manufacturières, mais on ne dispose encore d'aucun chiffre pour 1978.

entre 9.5 et 13 % environ, et seule la progression des salaires agricoles masculins s'est accélérée, passant de 14.7 % en 1977 à 17.5 % en 1978. En avril 1978, les salaires minimaux dans l'industrie et dans l'agriculture ont été relevés respectivement de 27 % et de 30 %, bien davantage qu'en 1977¹⁹, mais les effets de cette augmentation sur le taux de salaire moyen paraissent avoir été très faibles car, selon les estimations disponibles, 10 % seulement des salariés sont actuellement rémunérés au salaire minimum. Il semble aussi que, contrairement à la tendance observée depuis quelques années, l'éventail des salaires ait un peu augmenté en 1978. Il convient enfin de noter que le blocage sur les hauts salaires, mis en place en 1977, a été légèrement atténué²⁰.

L'évolution des taux de salaires en 1978 semble indiquer que la progression des gains salariaux a été nettement inférieure au chiffre de 20 % fixé en avril par la directive des autorités²¹, en supposant que le nombre d'heures travaillées n'ait guère changé (cf. tableau 4). Selon les estimations du secrétariat, l'augmentation des gains par salarié a été de l'ordre de 17 % en 1978 contre 22 % en 1977²². La différence entre ces deux estimations — taux de salaires et gains par salarié — est probablement imputable à une augmentation de la part des avantages accessoires dans les contrats de salaire. Même ainsi, les gains réels par salarié, pour l'ensemble de l'économie, ont diminué de près de 5 % en 1978, contre 4 % en 1977, de sorte qu'ils pourraient être maintenant à peu près revenus à leur niveau de 1974. L'évolution des gains salariaux peut s'expliquer en partie par des retards dans le renouvellement de certaines conventions l'an dernier : des relèvements de salaires qui auraient dû être versés en 1978 ne l'avaient pas été à la fin de l'année. Il paraît en outre probable qu'afin d'éviter d'être soumis à des taux d'imposition marginaux très élevés, les salariés les mieux rémunérés ont obtenu des avantages qui ne sont pas pris en compte directement dans le calcul de leur rémunération.

La masse salariale totale ayant augmenté en 1978 un peu plus lentement qu'en 1977²³, et nettement moins que les prix au cours de ces deux années, la part du revenu du travail dans le revenu national, ajustée en fonction de l'importance relative de l'emploi salarié dans l'emploi total, a continué à suivre la tendance observée en 1976, passant de 97.6 % en 1977 à moins de 90 % en 1978. En même temps, bien qu'en accélération d'environ 13 % en 1977 à 14.5 % en 1978 en liaison avec le ralentissement de la production, la progression des coûts unitaires est restée très en deçà de celle des prix, et les marges de profit dans l'ensemble de l'économie se sont vraisemblablement élargies durant les deux années, notamment en 1978 où la hausse des prix à l'importation a été plus lente. L'amélioration des profits a vraisemblablement été plus marquée dans le secteur industriel où l'écart entre les prix et les coûts salariaux paraît avoir été beaucoup plus marqué que dans l'ensemble de l'économie.

Bien que la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre se soit un peu accélérée, l'évolution favorable des prix internationaux et le ralentissement de la demande intérieure ont contribué, semble-t-il, à faire baisser le taux d'inflation, qui est passé

19 En janvier 1977, le salaire minimum dans l'industrie avait été relevé de 12.5 %.

20 Les salaires sont bloqués à partir de 60 000 escudos par mois depuis 1978, contre 50 000 en 1977.

21 Ce taux de progression s'applique au total des rémunérations salariales versées par chaque entreprise, à parité d'emploi. Lorsque les autorités ont fixé la directive, elles prévoient officiellement que le taux d'inflation serait aussi de 20 % en 1978, ce qui impliquait une stagnation des gains réels.

22 Cette estimation est calculée par le rapport entre la progression de la masse salariale totale (fournie par les experts portugais) et celle de l'emploi salarié (obtenue de l'enquête sur la population active).

23 19.6 % en 1977, 18.5 % en 1978,

de 27.2 % en 1977 à 22.6 % en 1978²⁴. Cependant, il est vraisemblable que, pendant les deux années, le rythme d'inflation est resté nettement plus rapide que l'augmentation des coûts, cette évolution étant sans doute imputable au développement des marges de profit mentionné plus haut et à la politique des prix suivie par les autorités. Au-delà des fluctuations trimestrielles assez erratiques, l'évolution semestrielle de l'indice fait apparaître une légère accélération dans le courant de 1978²⁵. Au premier trimestre de 1979, les prix à la consommation n'ont augmenté que de 17 % environ, en taux annuel, par rapport au quatrième trimestre de 1978; mais il est difficile d'apprécier, au vu du chiffre d'un seul trimestre, si un changement de tendance a pu se produire²⁶.

Tableau 5 Prix
Pourcentage de variation par rapport à la période correspondante
de l'année précédente

	1977	1978	1978				1979 I
			I	II	III	IV	
<i>Prix à la consommation, continent</i>							
Total, hors loyers	27.2	22.6	22.8	19.6	22.6	25.4	24.7
Alimentation et boissons	31.6	23.7	24.5	18.2	23.5	28.6	27.6
Vêtements et chaussures	18.7	17.6	17.7	18.7	18.4	15.7	18.3
Logement ¹	26.6	23.5	24.0	26.4	22.2	21.5	20.8
Divers ²	19.9	21.4	20.1	19.8	22.1	23.1	21.3
<i>Prix de gros, Lisbonne</i>							
Total	28.9	31.6	25.2	23.4	34.9	41.9	
Alimentation	25.6	16.8	12.0	9.3	21.4	24.9	
Produits manufacturés	20.8	21.1	25.6	21.4	30.7	19.0	
Produits d'origine nationale	29.0	40.7	30.6	29.4	47.6	53.9	
Produits importés	38.7	19.6	21.3	15.1	19.1	22.9	

1 Loyers exclus.

2 Principalement : transports, santé, enseignement et services ménagers.

Source: Institut national de la statistique.

La politique des prix, qui revêt une importance considérable au Portugal où près de la moitié des dépenses des consommateurs portent sur des produits ou services dont les prix sont réglementés ou contrôlés²⁷, semble avoir suivi, en 1978 et dans les premiers mois de 1979, la ligne qui lui avait été impartie au second semestre de 1976, où les autorités avaient décidé de laisser les prix évoluer parallèlement aux coûts. Ainsi, tout au long de 1978 et des premiers mois de 1979, bien que 69 % environ de la consommation alimentaire soit soumise au contrôle des prix, le poste alimentation et boissons a été l'élément le plus dynamique de l'indice des prix à la consommation car, pendant cette période, les pouvoirs publics ont autorisé d'importants

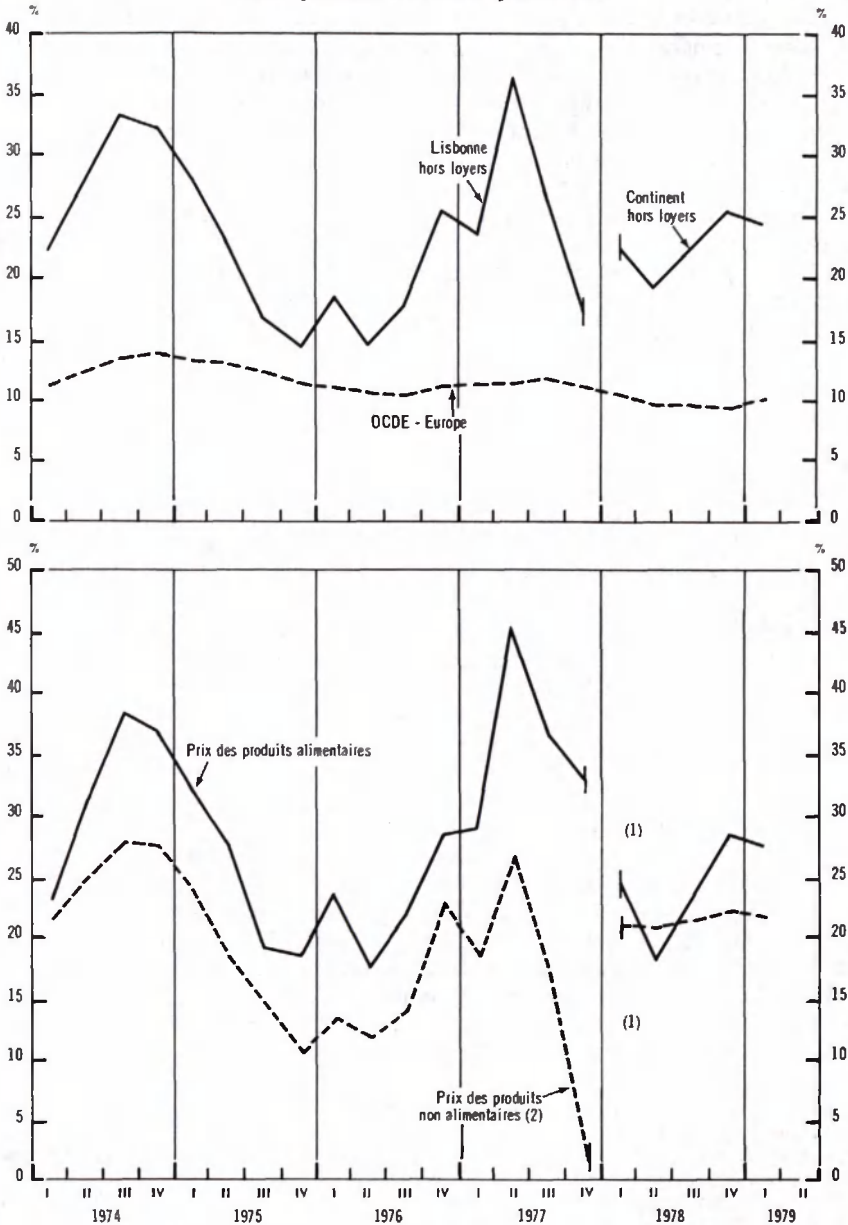
24 Taux mesuré par la hausse de l'indice national des prix à la consommation, à l'exclusion des loyers. Cette exclusion se justifie par le fait que les loyers de tous les bâtiments anciens sont bloqués par la loi tandis que ceux des constructions neuves sont libres. Comme on ne sait pas exactement comment les immeubles se répartissent entre ces deux catégories, les poids attribués respectivement aux loyers bloqués et aux loyers libres sont arbitraires et, selon les experts portugais, assez douteux.

25 Le taux annuel de hausse de l'indice a été de 23.7 % au premier semestre de 1978 et de 24.2 % au second.

26 Par rapport au premier trimestre de 1978, le ralentissement de l'inflation a été beaucoup plus modéré au premier trimestre de 1979 (voir tableau 5).

27 Voir à la partie III « Politique économique », la section consacrée aux « Autres mesures de politique économique ».

Graphique 2 Prix à la consommation
 Pourcentage de variation par rapport à la période
 correspondante de l'année précédente



1 Rupture de série.

2 Le changement d'indice paraît avoir considérablement affecté cette rubrique au quatrième trimestre 1977.

Source : *Bulletin Mensuel de Statistiques* de l'Institut National de Statistique. Indice des prix hors loyers à Lisbonne jusqu'en 1977, puis nouvel indice pour le continent.

relèvements de prix²⁸. Les autres prix réglementés comme les services publics (qui sont compris dans le poste « logement » et dans le poste « divers »; voir tableau 5) ont aussi été considérablement relevés en 1978²⁹, pour la seconde année consécutive. Les autres tarifs et prix des biens et services produits par les entreprises publiques et non soumis au contrôle des prix ont, eux aussi, été ajustés dans d'importantes proportions³⁰. Il apparaît, à cet égard, que les augmentations de prix opérées en 1977 et 1978 ont couvert non seulement la hausse courante des coûts, mais aussi une partie de celle intervenue après 1974. La hausse des prix de gros à Lisbonne s'est accélérée — 31,6 % en 1978 contre 29 % environ en 1977 — et, pendant ces deux années, elle a été plus rapide que celle des prix à la consommation. Cela donne à penser que, pendant la période 1977-1978, les marges bénéficiaires ont probablement augmenté davantage aux niveaux de la production et du commerce de gros qu'à celui du commerce de détail; toutefois, étant donné la fiabilité limitée de l'indice des prix de gros, les chiffres doivent être interprétés avec la plus grande circonspection³¹.

II COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

L'aspect le plus positif de l'évolution récente réside dans l'amélioration considérable de la balance des paiements, plus rapide que les autorités ne l'avaient prévue il y a un an, lors de la présentation des objectifs pour 1978³². Le déficit des opérations courantes, qui n'avait cessé de progresser de 1974 à 1977 pour atteindre 1,5 milliard de dollars, soit plus de 9 % du PIB, a été réduit en 1978 de moitié. Grâce au ralentissement de la demande intérieure, notamment de la formation de stocks, et à l'amélioration de la compétitivité, le déficit commercial s'est quelque peu amenuisé. Mais l'essentiel du redressement tient à la très vive progression des recettes de tourisme et des transferts. Les mouvements de capitaux ont également présenté une évolution favorable et la balance des transactions non monétaires a dégagé un faible excédent, alors qu'elle s'était soldée par un déficit cumulé de plus de 4 milliards de dollars depuis 1974. Par contre, les banques ont réduit leurs engagements extérieurs et la balance des règlements officiels a été légèrement négative. Conformément aux objectifs des autorités, l'escudo s'est progressivement déprécié, de près de 20 % par rapport au dollar entre décembre 1977 et avril 1979 et de 25 % en termes effectifs, portant la dévaluation depuis le début de 1970 à plus de 50 %, soit le taux le plus élevé de tous les pays de l'OCDE, à l'exception de l'Islande et de la Turquie.

Après avoir enregistré des performances très médiocres de 1974 à 1977, les exportations de marchandises ont marqué en 1978 une vive expansion (+ 13 % en volume en moyenne annuelle), beaucoup plus rapide que celle des marchés. La

28 Les prix des produits entrant dans le « panier de la ménagère » ont été relevés de 20 % en 1978 et de 17 % au début de 1979. Il convient de noter que, alors qu'en 1977 et 1978 les relèvements des prix du « panier » ont coïncidé avec une augmentation du salaire minimal, ce dernier n'a pas encore été révisé en 1979.

29 Dans cette catégorie, les principaux relèvements de prix opérés en 1978 ont été ceux de l'électricité (37 %), des combustibles (entre 20 et 60 %) et des transports (entre 12 et 32 %).

30 Les prix des communications, par exemple, ont augmenté dans une proportion comprise entre 20 et 60 %, ceux du fer et de l'acier de 50 % et ceux du tabac de 40 %.

31 Il n'est pas du tout certain que l'évolution de l'indice des prix à Lisbonne soit représentative de la tendance générale des prix de gros dans l'ensemble du pays, ni d'ailleurs de la structure actuelle de la demande étant donné l'ancienneté de l'année de base (1963 = 100).

32 Dans la lettre d'intention au FMI de mai 1978, les autorités portugaises se fixaient pour objectif de réduire le déficit courant à 1 milliard de dollars sur la période allant de mars 1978 à mars 1979, soit, compte tenu des résultats acquis, un déficit de 1,2 milliard pour l'année 1978.

Tableau 6 Balance des paiements
En millions de dollars

	1975	1976	1977	1978	1977 I	1977 II	1978 I	1978 II
	Exportations fob	1 936	1 824	2 027	2 433	995	1 032	1 149
Importations fob	3 606	3 925	4 533	4 748	2 183	2 350	2 442	2 306
Balance commerciale	-1 670	-2 101	-2 506	-2 315	-1 188	-1 318	-1 293	-1 022
Services	-184	-111	-127	-96	-111	-16	-162	66
<i>dont</i> : Tourisme	101	182	268	431	98	170	125	306
Revenu de capital	-14	-131	-179	-329	-77	-102	-138	-191
Transferts	1 037	963	1 134	1 635	519	615	612	1 023
Balance courante	-817	-1 249	-1 499	-776	-780	-719	-843	67
Mouvements de capitaux à moyen et long terme	-107	26	95	758	-63	158	136	622
Privés	-21	15	19	249	-94	113	111	138
Publics	-86	11	76	509	31	45	25	484
Balance de base	-924	-1 223	-1 404	-18	-843	-561	-707	689
Mouvements de capitaux à court terme ¹	-89	98	-33	175	45	-78	122	53
Position extérieure des banques	-10	153	574	-198	266	308	128	-326
Balance des règlements officiels	-1 023	-972	-863	-41	-532	-331	-457	416
Mouvements monétaires								
<i>dont</i> : Tirages sur le FMI	33	179	83	53	49	34	-16	-37
Crédits à la Banque du Portugal	303	665	421	197	384	37	29	168
Variations des réserves (diminution = +)	687	128	359	-103	99	260	444	-547

¹ Y compris les erreurs et omissions.

Source: Banque du Portugal.

croissance a porté essentiellement sur les produits manufacturés, notamment sur les textiles, chaussures et vêtements, qui constituent près du tiers des exportations portugaises. De très bons résultats ont été également enregistrés dans le secteur des produits métallurgiques, dont le poids dans les exportations a sensiblement progressé au cours des cinq dernières années, ainsi que pour les produits chimiques. Enfin, il faut indiquer que, bien qu'encore peu importantes, les exportations d'automobiles ont atteint un niveau significatif en 1978. Par contre, les ventes à l'extérieur de produits agricoles ont faiblement progressé en volume, malgré l'amélioration de la production dans ce secteur. Par grandes zones géographiques, la meilleure performance a été enregistrée à l'égard des pays du Marché commun (+ 48 % en valeur) qui ont absorbé plus de 55 % du total des exportations contre moins de 49 % en 1973. Par contre, le poids des anciennes colonies a continué à se réduire, pour représenter 5.5 % du total contre près de 15 % cinq ans auparavant. Enfin, les exportations vers les pays à économie planifiée, qui avaient connu une vive progression dans les premières années du nouveau régime, ont pratiquement stagné en 1978.

Tableau 7 Evolution du commerce extérieur

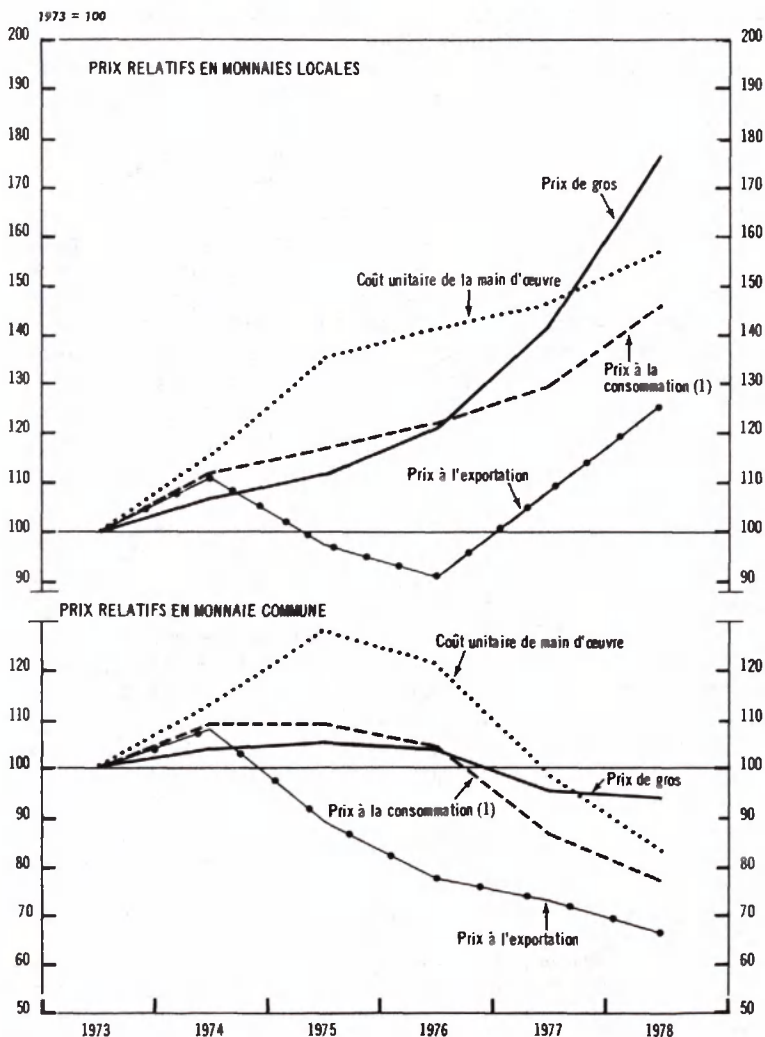
	Variation en pourcentage par rapport à la période correspondante (en volume)					Structure en pourcentage du total (en valeur)	
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1978
<i>Importations</i>							
Total	9.2	-22.3	19.2	13.9	0	100	100
<i>dont</i> : Produits agricoles	22.3	-10.8	9.5	9.4	1.9	20.1	16.9
Produits minéraux	16.5	-7.9	9.1	2.0	12.2	13.4	17.4
Produits chimiques	-6.0	-24.2	55.2	14.7	-3.5	11.3	14.0
Produits métalliques	36.1	-31.6	19.0	39.6	0	10.6	10.1
Machines et appareils	24.0	-31.3	19.4	37.6	6.0	17.4	19.1
Matériel de transport	12.8	-28.1	25.5	9.7	-18.9	5.9	7.8
<i>Exportations</i>							
Total	-6.8	-12.6	4.8	5.9	12.8	100	100
<i>dont</i> : Produits agricoles	-23.3	8.4	19.6	1.8	2.9	16.2	15.7
Bois et liège	-7.7	-17.6	26.3	-3.0	4.5	16.0	15.7
Textile, vêtements, chaussures	-7.6	-14.2	-5.7	1.3	21.3	30.0	32.5
Machines et matériel de transport	25.5	-20.0	-5.2	43.2	..	12.8	13.6

Source : Informations transmises par le Ministère du Commerce extérieur.

Les très importants gains de parts de marchés enregistrés en 1978 (de l'ordre de 8 points) doivent être appréciés en tenant compte du niveau encore relativement faible de l'année précédente. En effet, après la forte chute des exportations en 1974-1975, liée à la crise économique mondiale, à la perte du marché privilégié constitué par les colonies et, également, aux ruptures de production entraînées par la situation politique, la reprise avait été très lente. Ainsi, en 1977, les exportations se situaient à 10 % en dessous du niveau atteint en 1973 et, dans le textile, ce niveau n'avait pas encore été rejoint en 1978. La progression enregistrée l'année dernière peut donc s'analyser pour partie comme une récupération des positions perdues, notamment pour les exportations de textile vers la Grande-Bretagne. La faiblesse de la demande intérieure et la mise en œuvre de divers stimulants à l'exportation ont vraisemblablement contribué à ce mouvement. Mais il a sans doute également été favorisé par la forte dévaluation de l'escudo qui, tout en améliorant la compétitivité des produits portugais, a permis une reconstitution des marges de profit à l'exportation.

Si l'évolution des coûts et des prix intérieurs est demeurée, en 1977 et 1978, beaucoup plus rapide que dans les principaux pays partenaires commerciaux, la dévaluation de l'escudo a permis une restauration remarquable de la compétitivité extérieure du Portugal. Comme l'indique le graphique 3, en dépit de la politique de freinage des salaires, les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre, exprimés en monnaie locale, ont continué de se dégrader. La détérioration de la position relative portugaise est plus nette encore si l'on se réfère à l'évolution des prix de détail des produits non alimentaires et surtout des prix de gros. Mais la forte dévaluation de l'escudo (près de 40 % en taux effectif en deux ans) a plus que compensé ce mouve-

Graphique 3 Indicateurs de compétitivité



1 Non compris les produits alimentaires et les loyers.

Sources : Institut National de Statistique, *Bulletin Mensuel de Statistiques* ; informations transmises par les autorités portugaises et estimations du Secrétariat.

ment, de sorte que, en monnaie commune, les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre étaient ramenés en 1978 à un niveau très inférieur à celui de 1973. Au niveau des prix à l'exportation, la détérioration de la position relative du Portugal, en monnaie locale, a toutefois été beaucoup plus limitée et constamment inférieure (sauf en 1974) au taux de dévaluation effective. En effet, dans une première étape (1975-1976), les exportateurs n'ont pas répercuté dans leurs prix l'accélération des coûts de production. Mais, en contrepartie, la réduction des marges bénéficiaires à l'exportation a vraisemblablement été considérable et beaucoup plus marquée que pour les ventes sur le marché national. Tant que la demande intérieure est restée soutenue, les entrepreneurs ont donc eu peu intérêt à exporter. Au contraire, à partir de 1977, la dévaluation de l'escudo, puis la mise en œuvre d'une politique de taux de change glissant, ont garanti le maintien de la compétitivité des produits exportés, tout en permettant une forte augmentation des prix à l'exportation en monnaie locale, plus rapide que celle des prix à la consommation (pour les produits non alimentaires) et une reconstitution des profits.

A l'inverse des exportations, les importations, qui avaient fortement progressé en 1976 et 1977, ont pratiquement stagné en 1978, en volume et en moyenne annuelle, reflétant le ralentissement de la demande intérieure finale et le fléchissement de la formation de stocks provoqué par le durcissement de la politique monétaire. Bien qu'on ne dispose pas de résultats corrigés des variations saisonnières³³, le profil intra-annuel paraît avoir été assez heurté au cours de l'année avec une progression encore soutenue au premier semestre par rapport à la période correspondante de l'année précédente, suivie vraisemblablement d'une baisse dans la deuxième partie de l'année. La plupart des importations de produits non alimentaires ont accusé, en moyenne annuelle, une flexion sensible, à l'exclusion des achats de pétrole dont la progression (13 % en 1978) s'explique par le démarrage de la raffinerie de Sines. Un recul particulièrement accusé a été enregistré pour le matériel de transport. Au niveau des produits manufacturés, seules les importations de machines, qui sont exemptées dans une proportion importante de la surtaxe à l'importation et bénéficient de taux d'intérêt préférentiels, ont continué à progresser, bien qu'à un rythme ralenti par rapport à l'année précédente. Les importations agricoles ont progressé de 2 %, avec une augmentation soutenue au début de 1978, du fait des achats effectués par les organismes publics, s'infléchissant dans la seconde partie de l'année.

Au total, le solde commercial, calculé aux prix et au taux de change de l'année précédente, s'est sensiblement amélioré en 1978 (250 millions de dollars), pour la première fois depuis 1975³⁴. Si on exclut les produits pétroliers, dont les importations ont été exceptionnellement fortes l'année dernière, la réduction du déficit commercial est plus nette encore. L'évolution respective des prix à l'importation et à l'exportation a également joué dans un sens favorable. Les prix des exportations ont augmenté en monnaie nationale à un rythme voisin de celui des prix intérieurs (21.5 % contre 22.6 % pour les prix à la consommation), tout en restant inchangés en termes effectifs, compte tenu de la dépréciation de l'escudo. La hausse des prix à l'importation (+ 20 %) a été pour sa part légèrement moins importante en raison

33 Les méthodes d'enregistrement des données douanières ont été modifiées de façon importante depuis 1974; la série homogène est donc trop brève pour être désaisonnalisée de façon satisfaisante. En outre, les données les plus récentes continuent à être publiées sous une forme cumulée depuis le début de l'année et ce n'est qu'avec 6 ou 8 mois de retard que l'on dispose de données trimestrielles.

34 Balance commerciale : partage prix-volume; fob-fob (en millions de dollars)

	1975/74	1976/75	1977/76	1978/77
Variation globale	328	-435	-405	191
Volume	722	-550	-412	250
Termes de l'échange	-394	115	+7	-59

de la part des matières premières dans les importations totales. Cependant, étant donné l'importance relative des importations et des exportations, l'amélioration des termes de l'échange a été trop faible pour exercer un effet positif sur le solde commercial.

Plus encore qu'aux échanges commerciaux, l'amélioration de la balance courante est imputable à l'augmentation des recettes sur les opérations invisibles, notamment le tourisme et les remises des émigrants. Les entrées nettes de tourisme ont progressé de 1977 à 1978 de plus de 60 % en dollars tandis que les recettes brutes ont augmenté de 47 %³⁵. Cette progression n'est imputable que pour partie à l'évolution du nombre de touristes entrés au Portugal (+ 14 %), ou du nombre de nuitées dans les hôtels (+ 8 %). En effet, la hausse des prix des hôtels a vraisemblablement été rapide après leur libération en 1977. Mais l'écart entre la progression des recettes et celle des indicateurs physiques pourrait également traduire un ralentissement des sorties de capitaux déguisées à travers le tourisme³⁶. Il faut indiquer en outre que, par rapport aux résultats enregistrés en 1973, le niveau des recettes en 1978 apparaît encore modeste (+ 7 % en dollars) au regard de la hausse des prix intérieurs (environ 60 % en dollars pour l'ensemble de la période 1973-1978) tandis que le nombre de touristes reste encore inférieur (- 17 %) à celui enregistré avant le changement de régime. L'accroissement des recettes de tourisme a été pratiquement compensé en 1978 par l'augmentation de la charge de la dette extérieure qui s'est élevée à 330 millions de dollars et la réduction du déficit sur les services est demeurée limitée.

L'excédent sur les transferts, constitués dans leur quasi-totalité par les remises des émigrants, a par contre fortement progressé (+ 44 %). Comme pour le tourisme, cette augmentation ne peut être imputée à la seule évolution en 1978 des revenus à l'étranger des émigrés³⁷, mais doit être interprétée comme un rattrapage après la situation exceptionnelle qui a prévalu de 1973 à 1976. L'instauration de comptes d'épargne en devises pour les émigrants et la possibilité de bénéficier de crédits à la construction à des taux très avantageux ont constitué des stimulants importants, mais l'augmentation rapide des transferts traduit également un regain de confiance dans la situation économique et politique du Portugal. Au total, le déficit de la balance des opérations courantes a été réduit de près de moitié en 1978 pour se situer à 780 millions de dollars, soit environ 4½ % du PIB contre plus de 9 % en 1977. Cette amélioration est concentrée sur le deuxième semestre où la balance courante (non corrigée des variations saisonnières) a dégagé un léger excédent, contre un déficit de plus de 700 millions de dollars pendant la même période de l'année précédente. Les indications disponibles sur le début de 1979 sont encore très limitées puisqu'on ne connaît que les résultats du commerce extérieur en janvier et les mouvements de devises de la banque centrale pour les quatre premiers mois de l'année. Ceux-ci, qui font apparaître une réduction de moitié de la perte de devises par rapport à la même période de 1978 (nette des opérations d'emprunt), laissent penser que l'amélioration du compte extérieur s'est poursuivie.

Les mouvements de capitaux non monétaires ont également évolué dans un sens favorable et dégagé un excédent de près d'un milliard de dollars, alors qu'en 1977 leur solde avait été pratiquement nul. L'amélioration des entrées nettes de capitaux privés à moyen et à long terme recouvre une légère augmentation des emprunts financiers et un net ralentissement des sorties au titre des amortissements. Par contre,

35 La progression plus rapide des recettes nettes que des entrées brutes tient à la croissance plus rapide des recettes que des dépenses et surtout au poids relatif de ces deux grandeurs.

36 La forte réduction observée en 1978 de la décote sur les billets par rapport au cours officiel du change paraît confirmer ce jugement.

37 L'augmentation des salaires dans les principaux pays d'accueil (France, Allemagne, Belgique et Luxembourg) pondérée par la structure de l'émigration portugaise a été en 1978 de 21 % en dollars, alors que les remises des émigrants en provenance de ces mêmes pays ont augmenté de 37 %.

les investissements directs étrangers restent pratiquement négligeables. Les entrées de capitaux publics ont fortement progressé avec la mobilisation de deux emprunts du Trésor auprès d'un consortium de banques étrangères pour un montant global de 450 millions de dollars³⁸. Enfin, le renversement du solde des mouvements de capitaux à court terme, qui recouvrent essentiellement les opérations non recensées, pourrait traduire un regain de confiance vis-à-vis de l'escudo. Au total, la balance des transactions non monétaires s'est soldée par un léger excédent contre un déficit de près de 1.5 milliard de dollars en 1977.

Devant l'amélioration de la balance des paiements et pour compléter le dispositif d'encadrement du crédit intérieur, les autorités n'ont plus incité, comme en 1977, les banques à s'endetter sur les marchés financiers internationaux. En outre, le ralentissement de la demande de crédit à la fin de 1978 s'est répercuté sur l'endettement extérieur de celles-ci. C'est pourquoi les mouvements de capitaux bancaires, qui avaient largement contribué en 1977 au financement de la balance des paiements, se sont soldés en 1978 par un déficit de près de 200 millions de dollars et la balance des règlements officiels a été légèrement négative. Par ailleurs, la Banque du Portugal s'est efforcée de restructurer sa dette extérieure, constituée dans une large mesure par des crédits à court terme, et de réduire la part des emprunts gagés sur les réserves d'or³⁹ tout en maintenant le niveau des réserves de change⁴⁰. Pour financer l'amortissement de la dette, la banque centrale a vendu de l'or sur le marché pour un montant équivalent à 360 millions de dollars. Elle a également mobilisé la majeure partie du « grand emprunt » de 750 millions contracté auprès d'un groupe de pays de l'OCDE et du Venezuela et le solde des crédits extérieurs nets reçus par la Banque du Portugal en 1978 s'est élevé à près de 200 millions de dollars. En outre, la Banque du Portugal a obtenu en mai 1978 un crédit stand-by du FMI d'un montant limité (50 millions de dollars) mais dont l'octroi conditionnait la conclusion d'autres emprunts. La reconduction de ce crédit est actuellement en cours de discussion. Parallèlement, le Portugal a remboursé une partie des tirages antérieurs sur le FMI et la tranche or a été reconstituée. Au total, la dette extérieure publique et privée a augmenté de près d'un milliard de dollars en 1978 pour se situer en fin de période à environ 5.4 milliards dont près de 2 milliards pour la Banque du Portugal et 1.5 milliard pour l'endettement direct ou garanti de l'État.

Conformément aux objectifs du gouvernement, l'escudo s'est progressivement déprécié en 1978, après avoir été dévalué de 6 % en mai. La dépréciation effective pondérée par les échanges, telle qu'elle est calculée par le Secrétariat, a été légèrement plus forte que prévu⁴¹ pendant les mois d'été; puis s'est quelque peu ralentie, pour se situer, en moyenne de mai 1978 à avril 1979, sur la pente de 1.25 % par mois retenue par les autorités. En moyenne annuelle, la baisse du taux de change effectif a été de 21 % en 1978, soit un rythme très proche de celui enregistré en 1977. Calculée par rapport au début de 1970, la dépréciation effective de la monnaie portugaise (près de 54 % en avril 1979) est parmi les plus fortes de la Zone. Compte tenu de l'évolution de la monnaie américaine, la dévaluation par rapport au dollar a été beaucoup plus limitée, s'établissant à 15 % en 1978 contre près de 27 % en 1977.

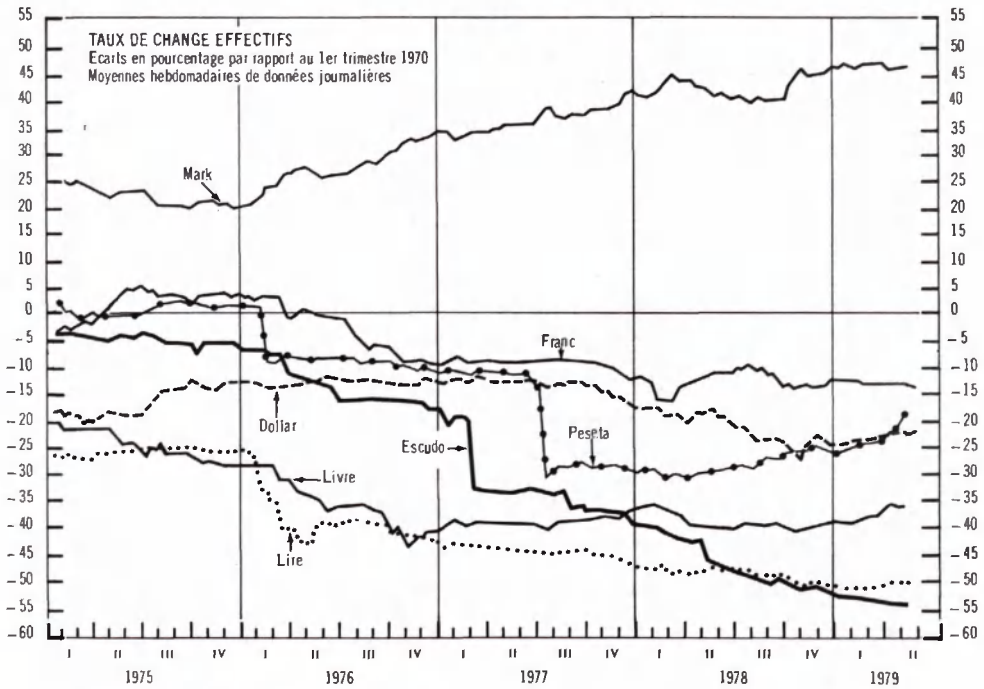
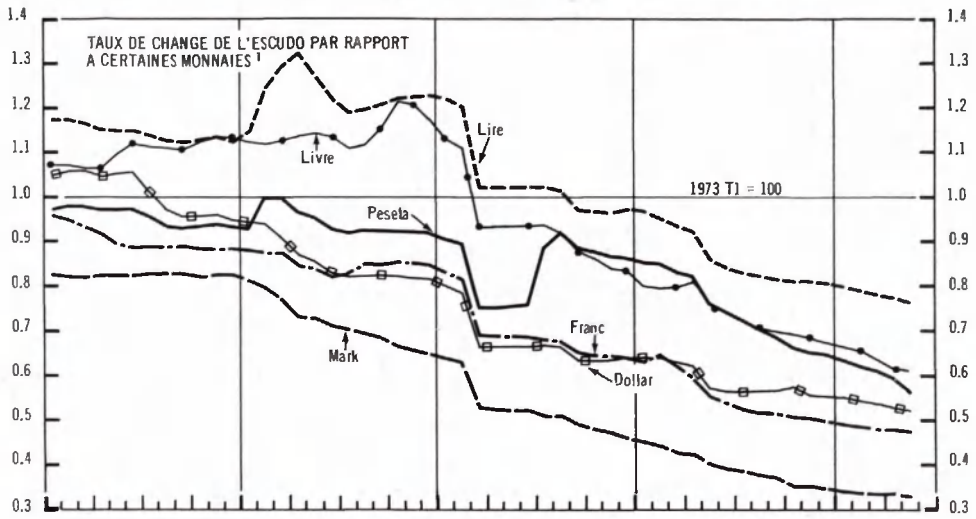
38 Un nouvel emprunt de 300 millions de dollars est actuellement en cours de négociation.

39 L'or gagé au titre de garantie des emprunts ne représentait plus que 30 % du stock total à la fin de 1978 contre près de 50 % au milieu de 1977.

40 Pour la première fois depuis 1973, celles-ci ont enregistré une variation positive (+ 100 millions de dollars, y compris les avoirs du Trésor) pour se situer à 1.7 million de dollars dont environ 60 % d'or estimé à 35 DTS l'once.

41 L'objectif officiel est calculé par rapport à un panier de 16 monnaies et non comme pour le Secrétariat par rapport à l'ensemble des partenaires commerciaux. Les différences dans les méthodes de calcul peuvent entraîner des écarts dans les résultats.

Graphique 4 Taux de change



¹ Unité de devise étrangère par escudo.

Source : OCDE, Secrétariat.

III POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le déséquilibre de la balance des paiements a été au centre des préoccupations des autorités portugaises en 1978. Dès 1975, des mesures avaient été prises visant essentiellement au freinage direct des importations. Puis, devant l'insuffisance des résultats, l'orientation de la politique économique a été profondément modifiée, l'accent étant mis, à partir du deuxième semestre de 1977 et surtout en 1978, sur la restriction de la demande intérieure et la restauration de la compétitivité externe. L'escudo a été fortement dévalué tandis que la politique monétaire est devenue nettement restrictive avec un relèvement important des taux d'intérêt et la mise en place d'un encadrement du crédit bancaire. A l'inverse, la politique budgétaire, qui devait être globalement neutre selon les orientations initiales, a contribué au soutien de l'activité en 1978. Ce dispositif a été complété par le maintien d'un plafond sur la progression des salaires. Enfin, sauf pour un nombre réduit de produits, le dispositif de contrôle des prix a été utilisé de façon très souple pour permettre la répercussion des hausses des coûts de production et la restauration des profits. En 1979, la crise politique et le rejet d'un premier projet de budget par le Parlement ont entraîné un retard considérable dans la définition des orientations de politique économique, qui paraît, selon les indications disponibles, devoir être moins restrictive qu'en 1978.

Politique des changes et autres mesures d'ajustement de la balance des paiements

En dépit de la détérioration rapide de la balance des paiements, la politique traditionnelle de stabilité du taux de change a été poursuivie de façon presque ininterrompue jusqu'en 1976. Un premier aménagement a été introduit en février 1977 après la dévaluation de 15 %, l'objectif des autorités portant désormais sur le maintien du taux de change effectif par rapport à un panier de monnaies et non plus seulement vis-à-vis du dollar. Mais les pressions sur l'escudo demeurant excessives, une politique de taux de change glissant a été adoptée en septembre 1977, d'abord au rythme mensuel de 1 % par mois puis, à partir de mai 1978, de 1.25 %. Parallèlement à la mise en œuvre d'une politique de change plus active, les mesures de restriction à l'importation ont été graduellement relâchées, conformément aux engagements internationaux. En janvier 1978, le dépôt préalable à l'importation de 50 % de la valeur du bien importé a été éliminé. Puis, en octobre, le taux de la surtaxe à l'importation a été ramené de 30 à 20 %⁴². Une nouvelle réduction à 10 % est intervenue en mai 1979 tandis que certains droits à l'importation ont été relevés. Il faut en outre indiquer que la portée de la surtaxe de 20 % a été considérablement réduite dans le courant de 1978 par l'attribution, cas par cas, de nombreuses exemptions pour les biens d'équipement et les produits intermédiaires. Selon les experts portugais, la surtaxe ne s'appliquerait plus qu'à 30 % environ des produits théoriquement imposables, soit environ 8 % du montant total des importations. En outre, l'allocation touristique annuelle a été relevée de 7 000 à 20 000 escudos⁴³.

42 Par contre, la taxation à 60 % d'un nombre de produits limités a été maintenue. Par ailleurs, la réduction de la surtaxe a été compensée pour les automobiles par une augmentation de la fiscalité intérieure. Sont également maintenus les quotas qui frappent environ 6 % des importations, essentiellement des biens de consommation.

43 Soit environ 410 dollars.

Politique monétaire

Au cours des toutes dernières années, la politique monétaire a été le principal instrument utilisé pour la gestion de l'économie portugaise. Pour tenter de lutter contre le taux élevé de l'inflation et l'ample déficit de la balance des paiements, les autorités ont à deux reprises (août 1977 et mai 1978) renforcé l'orientation restrictive de la politique monétaire, d'abord en relevant le taux d'escompte et les taux d'intérêt, puis (en 1978) en imposant des plafonds à l'expansion du crédit bancaire, en limitant encore les facilités de réescompte des banques et en décidant une nouvelle hausse des taux d'intérêt. Bien que les autorités n'aient pas encore fait connaître leurs intentions détaillées concernant la politique monétaire en 1979, il semble que l'orientation générale restera restrictive tout au long de l'année en cours, quoique moins nettement qu'en 1978.

L'ampleur persistante du déficit de la balance des paiements dans les premiers mois de 1978 a conduit les autorités monétaires, lors de l'accord avec le FMI sur l'octroi d'un crédit « stand-by », à fixer des objectifs trimestriels à l'expansion du crédit intérieur et à sa répartition entre secteur public et secteur privé pour l'année prenant fin en mars 1979. Par rapport à la période correspondante de l'année précédente, le taux de croissance du crédit intérieur total devait tomber de 28.3 % en mars 1978 à 20.3 % en mai 1979, et celui du crédit au secteur public de 45 à 33.6 %, ce qui impliquait également un ralentissement de l'expansion du crédit au secteur privé (de 24.7 à 17 %) ⁴⁴. Pour 1978, le respect des objectifs trimestriels, associé avec un déficit prévu de 800 millions de dollars de la balance des opérations non monétaires, aurait impliqué un durcissement considérable de la politique monétaire, la masse monétaire M2 n'augmentant que de 16 % tandis que la croissance prévue du PIB nominal était supérieure d'environ 10 points à ce taux. Bien que les objectifs concernant l'expansion du crédit intérieur pour la période au-delà de mars 1979 n'aient pas encore été fixés, il semble que les autorités pourraient envisager une politique relativement plus souple pour l'année en cours, la masse monétaire M2 et le PIB devant progresser approximativement au même rythme (23.5 %).

L'évolution effective du crédit et de la masse monétaire au cours de la période sous revue a été nettement moins restrictive que prévu, principalement en raison de facteurs échappant largement ou totalement au contrôle des autorités monétaires, notamment au deuxième semestre l'apparition d'un excédent substantiel de la balance des opérations non monétaires (740 millions de dollars). Les mesures restrictives adoptées en 1978 par la Banque du Portugal sont parvenues à maintenir le crédit au secteur privé en deçà des plafonds fixés à partir du troisième trimestre. Toutefois, l'expansion extrêmement rapide des « crédits douteux » ⁴⁵, qui n'étaient pas pris en compte dans le calcul des objectifs relatifs au crédit intérieur pas plus que dans celui des plafonds sur les crédits bancaires ⁴⁶, a représenté une source additionnelle importante de financement du secteur privé (y compris les entre-

44 Les objectifs fixés de concert avec le FMI étaient les suivants :

	Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente			
	Juin 1978	Sept. 1978	Déc. 1978	Mars 1979
Crédit intérieur total	25.0	23.0	21.8	20.3
Crédit au secteur privé	22.1	20.3	19.8	17.0
Crédit au secteur public	38.0	35.5	30.0	33.6

45 Les « crédits douteux » sont des créances irrécouvrables du secteur bancaire sur des opérateurs privés. Ils représentaient 8.8 % du crédit intérieur en décembre 1977 et 11.7 % en mars 1979.

46 Les « crédits douteux » n'ont été inclus dans le plafond sur les crédits bancaires qu'au premier trimestre de 1979.

prises publiques)⁴⁷. Cette évolution a été apparemment facilitée par une modification de la définition de ces crédits à la fin de 1977⁴⁸. En outre, du fait de l'élargissement du déficit budgétaire, le crédit au secteur public, principalement financé par la Banque Centrale⁴⁹, s'est développé beaucoup plus rapidement qu'on ne l'avait envisagé⁵⁰. Au total, l'évolution du crédit intérieur total a été conforme aux objectifs au quatrième trimestre de 1978, mais les a dépassés tous les autres trimestres, et les parts respectives des secteurs privé et public dans l'expansion du crédit ont été assez différentes de ce que l'on avait prévu au départ⁵¹. Au total, à la fin de 1978, la masse monétaire M2 progressait à un rythme de l'ordre de 28 %, soit environ 3 points de plus que la croissance du PIB nominal.

Tableau 8 Masse monétaire et contreparties

	Encours au 31-12-78 (milliards d'escudos)	Variation en pourcentage par rapport à la période correspondante de l'année précédente en fin de période					
		1977	1978				1979
		T4	T1	T2	T3	T4	T1
Masse monétaire (M1)	314.9	11.6	11.3	5.8	10.7	14.6	9.3
Monnaie en circulation	122.0	2.9	4.6	3.6	7.5	7.4	6.1
Dépôts à vue	192.9	18.6	16.3	7.4	13.0	19.6	11.4
Dépôts à terme	411.7	36.4	39.8	41.4	40.9	40.7	40.7
Masse monétaire (M2)	726.6	23.1	25.5	23.7	26.4	28.0	26.7
Contreparties							
Avoirs extérieurs nets ¹	-16.1	—	—	—	—	—	—
Crédit intérieur total ²	790.4	31.9	28.3	27.2	24.4	21.4	22.1
Crédit au secteur privé ³	618.7	26.2	24.7	23.8	19.1	17.2	17.3
Crédit net au secteur public	171.7	63.1	45.3	42.8	49.1	39.3	42.1
Crédits douteux	90.8	98.2	114.7	114.0	114.1	58.4	40.5
Divers	-138.5	—	—	—	—	—	—
Réserves libres des banques en pourcentage de leurs dépôts		1.7	0.5	-0.4	0.4	0.9	

1. Y compris la réévaluation de l'or et des réserves en devises.

2. Non compris les crédits douteux.

3. Y compris les institutions financières non monétaires et les entreprises publiques.

Sources : Banque du Portugal, *Rapport annuel* et informations transmises par les autorités portugaises.

Les mesures restrictives prises par les autorités monétaires en mai 1978 ont principalement visé à contrôler le crédit bancaire, en associant la régulation des réserves bancaires, opérée par le biais de la politique de réescompte, à l'imposition de plafonds quantitatifs à l'expansion du crédit et au relèvement des taux créditeurs. Au mois de mai, le taux de réescompte a été augmenté de 5 points pour s'établir

47 Le taux d'expansion du crédit au secteur privé (« crédits douteux » compris) par rapport à la période correspondante de l'année précédente a été de 21.6 % en décembre 1978 et 19.8 % en mars 1979 (17.2 et 17.3 % respectivement si l'on exclut les « crédits douteux »).

48 A la fin de 1977, les banques ont été tenues de comptabiliser comme « crédits douteux » toutes les créances qui n'avaient pas été honorées à leur date d'échéance, quelque soit l'opinion des banques sur les chances de les recouvrer.

49 En décembre 1978, les prêts de la Banque centrale représentaient plus de 90 % de l'encours du crédit au secteur public, et plus de 95 % de l'expansion du crédit au secteur public depuis le début de l'année.

50 Le taux d'expansion du crédit au secteur public en 1978 (39.3 % alors que l'objectif n'était que de 30 %) sous-estime l'impact effectivement exercé sur la masse monétaire, en raison de l'entrée de prêts directs étrangers au gouvernement d'un montant de l'ordre de 450 millions de dollars.

51 Entre mars 1978 et mars 1979, la part du secteur privé dans l'expansion du crédit intérieur total était supposée être proche de 68 %, mais a été en fait d'environ 61 %.

entre 18 et 23 %⁵² et les lignes de réescompte ont été réduites. Parallèlement, les taux créditeurs des banques ont été relevés de 3.5 points en moyenne. Au mois d'août, les facilités de réescompte ont été encore resserrées, en même temps que l'on modifiait leur répartition en élargissant la tranche assortie du taux le plus élevé. Enfin, à compter de juin 1978, des plafonds mensuels ont été fixés à l'expansion trimestrielle du crédit bancaire⁵³ et des quotas impératifs ont été attribués aux différentes banques⁵⁴. Le durcissement de la politique de réescompte⁵⁵ a exercé un effet immédiat et important et témoigne du succès des efforts entrepris par la Banque du Portugal au cours des deux dernières années pour contrôler les liquidités bancaires⁵⁶. Au mois de juin, les banques ont éprouvé quelques difficultés à se conformer à leurs obligations en matière de réserves, et au mois d'août, elles avaient pratiquement épuisé toutes leurs facultés de réescompte sur les deux premières tranches. La situation s'est détendue à partir de septembre et le rapport des réserves excédentaires aux dépôts a fortement augmenté au quatrième trimestre, tandis que, durant les six mois se terminant en mars 1979, le réescompte n'a pas la plupart du temps atteint le montant maximum de la première tranche.

L'évolution des prêts consentis par les banques a reflété l'incidence de la politique de réescompte de la banque centrale sur les liquidités bancaires et de l'encadrement du crédit. La forte hausse des taux d'intérêt nominaux s'est également répercutée sur la demande de crédit. C'est ainsi qu'à la suite des mesures adoptées en août 1977, le taux d'expansion du crédit bancaire par rapport à la période correspondante de l'année précédente a marqué une décélération sur le premier semestre de 1978, passant de 24.5 % en décembre 1977 à 22.6 % au mois de juin, taux néanmoins supérieur à l'objectif fixé pour le mois considéré. Après le nouvel ensemble de décisions prises en mai 1978, la croissance effective du crédit bancaire, pour l'essentiel constituée par des crédits au secteur privé⁵⁷, a été sensiblement inférieure au taux

52 Au Portugal, les facilités de réescompte offertes aux banques sont actuellement réparties en trois tranches auxquelles s'appliquent des taux progressifs.

53 Le crédit bancaire étant défini à cet effet comme l'ensemble des prêts des institutions financières aux secteurs public et privé, exclusion faite des avoirs sous forme d'obligations et d'actions et des « crédits douteux ».

54 Des plafonds mensuels avaient été antérieurement fixés à l'expansion du crédit bancaire entre janvier et mai, mais seulement à titre indicatif, et ils ne s'appliquaient pas aux établissements spéciaux de crédit et à certains types de crédit préférentiel.

55 Le crédit de la Banque centrale au système bancaire a fléchi de 20 % en 1978.

56 En 1977, le régime des réserves obligatoires a été progressivement étendu à tous les établissements financiers (par exemple à la principale Caisse d'épargne, la Caixa Geral de Depositos, qui n'était soumise à aucune obligation dans ce domaine) et un coefficient uniforme de 7 % par rapport à l'ensemble des dépôts a été finalement adopté en décembre. Il en est résulté une baisse prononcée du rapport, pour toutes les catégories de banques, entre les réserves excédentaires et les réserves totales (de 86 % à la fin de 1976 à 6,5 % en mars 1978). La structure extrêmement complexe des taux de réescompte préférentiels a été remplacée par le système actuel des trois tranches en février 1977. Un marché monétaire interbancaire a été parallèlement créé, dans le but essentiel de canaliser vers les banques commerciales les liquidités excédentaires de la Caixa Geral, résultant des dépôts importants et croissants du secteur public. Bien que d'abord restreint, ce marché s'est rapidement développé jusqu'au premier trimestre de 1978, se substituant dans une certaine mesure aux opérations de réescompte. Afin d'éviter des interférences excessives avec sa politique dans ce domaine, la Banque du Portugal a suspendu en mars 1978 toutes les opérations sur le marché interbancaire à échéance de plus de sept jours et a institué un marché des obligations principalement dans le but de placer des effets publics auprès de la Caixa Geral. L'institution du marché monétaire a incité les banques à gérer leurs réserves de manière plus rationnelle. Bien que cette mesure ait pu avoir au départ un effet expansionniste sur les crédits bancaires, elle a en fin de compte rendu les banques plus dépendantes du crédit de la Banque centrale, en particulier après la création du marché des obligations. Par ailleurs, grâce à l'unification des coefficients légaux de réserves obligatoires et à la simplification du processus de réescompte, la Banque du Portugal peut plus facilement apprécier, toutes choses égales par ailleurs, l'impact de sa politique de réescompte.

57 En décembre 1977, le secteur privé (entreprises publiques comprises) représentait 98 % du crédit bancaire (non compris les « crédits douteux » et les avoirs financiers). Ce pourcentage ne s'est pas modifié pendant l'année 1978. Les 2 % restants sont constitués par des crédits au secteur public, financés essentiellement par la Caixa Geral.

objectif⁵⁸. Au troisième trimestre de 1978, les banques semblent avoir eu quelque difficulté à satisfaire la demande de crédit. Par contre, celle-ci a été apparemment très faible au cours des six mois suivants, peut-être dans la mesure où le relèvement des taux nominaux créditeurs commençait à faire sentir ses effets — comme en témoigne l'évolution, déjà évoquée, des réserves excédentaires au quatrième trimestre, la décélération des « crédits douteux » et le fait que les engagements extérieurs nets des banques ont fléchi⁵⁹. On ne dispose pas de statistique officielle concernant la ventilation des crédits au secteur privé mais il semble que la progression des prêts aux entreprises publiques non financières a été beaucoup plus rapide que celle des crédits aux entreprises privées et aux ménages.

Les autorités portugaises utilisaient dans le passé un système de taux d'intérêt préférentiels⁶⁰ afin d'encourager le développement de certaines activités économiques, telles que l'investissement, le logement, l'agriculture et les exportations. En 1978, elles ont apparemment cherché à accentuer la sélectivité du crédit, à la fois en élargissant le nombre et l'éventail des taux préférentiels et en fixant des plafonds aux crédits bancaires selon la nature des opérations des différentes banques. C'est pourquoi, dans l'ensemble, l'effet restrictif de la politique de crédit a été extrêmement différencié. Ainsi, après la hausse des taux d'intérêt intervenue en mai 1978, les taux prêteurs s'établissent maintenant entre 11.50 et 22.25 % selon le degré de préférence accordé aux différents types d'opérations, contre un éventail de 9.75 % à 18.75 % auparavant. En particulier, le taux d'intérêt des crédits au logement n'a été relevé que de 2 points, alors que la hausse moyenne a été de 3.5 points, et le calendrier de remboursement des emprunts a été rendu plus attrayant. Le système de crédits préférentiels à l'exportation a été lui aussi révisé de manière à rendre les conditions plus favorables aux emprunteurs, mais il semble que sa complexité se soit également accrue. En revanche, les crédits à la consommation ont été pénalisés par une surtaxe de 7.75 %. Les plafonds imposés à l'expansion du crédit bancaire ont également été distribués de manière à favoriser les investissements et le logement : le taux d'expansion des crédits des caisses d'épargne et des banques d'investissements au secteur privé en 1978 a été nettement plus élevé que celui des banques commerciales (26 % et 18 % respectivement). Enfin, en juillet 1978, il a été demandé aux banques commerciales de réserver 35 % de l'accroissement de leurs dépôts à terme pour le financement de crédits à moyen et long terme⁶¹.

L'analyse des tendances apparues depuis 1974 permet de mieux comprendre le profil de la croissance des différentes composantes de la masse monétaire au cours de l'année 1978 et au premier trimestre de 1979. Les deux années qui ont suivi le changement de régime de 1974 ont été marquées par une très forte préférence du public pour les actifs liquides au détriment des dépôts explicable par le climat général d'incertitude. Le rapport de la monnaie en circulation à la masse moné-

58 Plafonds et évolution effective du crédit bancaire
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	Juin 1978	Sept. 1978	Déc. 1978	Mars 1979 ^a
Plafonds	21.0	19.7	20.6	21.3
Chiffres effectifs	22.6	19.5	19.2	19.7

a Y compris les « crédits douteux ».

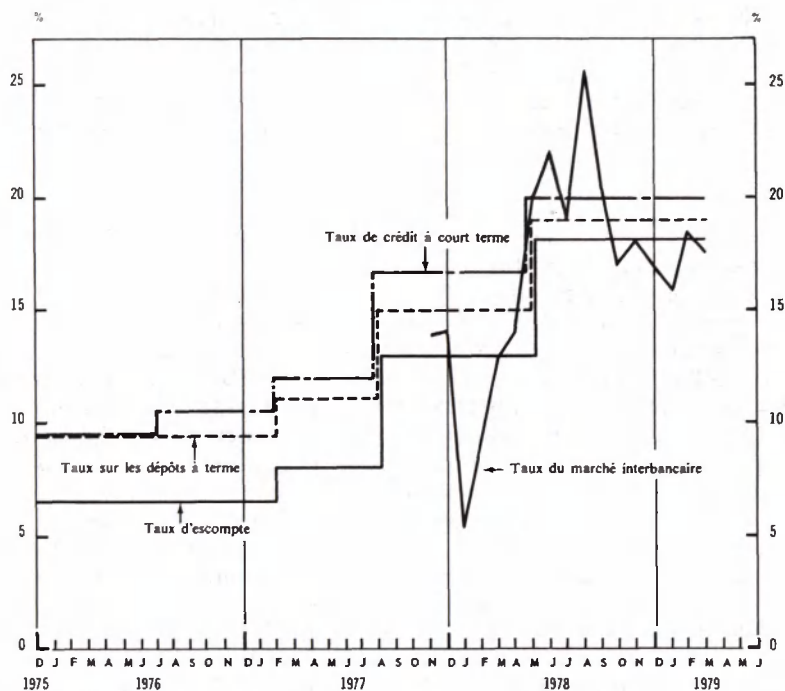
59 Les engagements extérieurs nets des banques ont diminué de 14 milliards d'escudos entre août et décembre 1978 et à nouveau de 10 milliards au premier trimestre de 1979.

60 Rappelons que mis à part les taux interbancaires, tous les autres taux d'intérêt sont fixés par voie administrative.

61 Cette disposition vise les dépôts à terme d'une durée de plus de 180 jours. Une fraction de 15 % au plus de ces fonds peut servir à financer l'achat de bons d'équipement du Banco de Fomento — banque d'investissements spécialisée dans les crédits à moyen et long termes à l'industrie et aux entreprises publiques — à un taux d'intérêt supérieur de 1 point au taux des dépôts à terme, le solde devant être investi par les banques elles-mêmes.

taire M2 est passé de ce fait de moins de 13 % en mars 1974 à près de 26 % en juin 1976. A partir du second semestre de 1976, la composition des avoirs monétaires du public est progressivement redevenue plus équilibrée, de sorte qu'en mars 1979 le rapport monnaie en circulation/M2 était retombé à 15 %. La progression des dépôts à terme et des dépôts d'épargne en 1977-1978 et au premier trimestre de 1979 a été beaucoup plus rapide que celle des dépôts à vue⁶², en partie du fait que la politique suivie par les autorités en matière de taux d'intérêt favorisait les premiers.

Graphique 5 Taux d'intérêt



Source : Banque du Portugal.

En février 1977 et en mai 1978, les taux des dépôts à terme ont été relevés de 1.5 et 4 points respectivement, tandis que ceux des dépôts à vue restaient inchangés⁶³. En raison de la préférence pour les dépôts à terme, et bien que le rapport des liquidités à la masse monétaire M2 ait maintenant approximativement retrouvé son niveau de 1974, le rapport de la monnaie en circulation à la masse monétaire M1 reste très supérieur à sa moyenne passée⁶⁴. L'écart entre les taux de croissance de la base monétaire et de la masse monétaire M2 a reflété cette évolution. Alors que

62 Les dépôts à vue ont augmenté de 18.6 % en 1977, 19.6 % en 1978 et 11.4 % au premier trimestre de 1979, les taux correspondants pour les dépôts à terme étant respectivement de 36.4, 40.7 et 40.7 %.

63 Les taux de dépôts à terme à échéance de moins de 1 an et de plus de 5 ans s'établissent maintenant à 20 et 22.25 % respectivement. L'intérêt des dépôts à vue est limité à 4 % au plus.

64 Le rapport de la monnaie en circulation à la masse monétaire M1, qui était passé de 25.2 % en mars 1974 à 48.3 % (son maximum) en décembre 1975, est retombé à 39.2 % en mars 1979, alors que sur la période 1961-1973, son taux tendanciel n'avait été que légèrement supérieur à 30 %.

la première avait augmenté beaucoup plus vite que la seconde jusqu'au milieu de 1976, la situation s'est inversée à partir de la fin de cette même année⁶⁵.

Le marché des valeurs a été rouvert en 1977 mais n'a guère donné de signe de vitalité jusqu'à la fin de 1978. Le montant des transactions effectuées en 1978 n'a représenté que 13 % du chiffre atteint en 1973, les prix des actions ont été inférieurs d'environ 90 % à leur niveau de 1973 et aucune nouvelle émission d'actions n'est intervenue depuis la réouverture du marché. Le public semble par ailleurs avoir adopté une attitude très prudente à l'égard des avoirs de portefeuille, comme en témoigne le fait qu'une émission d'obligations du secteur public de 15 milliards d'escudos lancée à des conditions très attrayantes⁶⁶ n'a été souscrite par le public qu'à concurrence de 2.2 milliards d'escudos. Certaines entreprises publiques sont en revanche parvenues à placer pour quelques 5 milliards d'escudos d'obligations auprès du système bancaire en 1978, soit une augmentation de 22.8 % contre 12.5 % en 1977. En mai 1979, pour tenter de mieux canaliser l'épargne vers l'investissement, les pouvoirs publics ont autorisé la création de sociétés d'investissements qui sont supposées financer leurs opérations de crédit par des émissions d'obligations.

Politique budgétaire

Le programme de stabilisation reposait donc, pour l'essentiel, sur la politique monétaire et l'ajustement du taux de change tandis que la politique budgétaire ne devait pas exercer d'impulsion sur l'activité économique en 1978. Selon les orientations retenues dans le budget approuvé en avril, les opérations courantes du secteur public administratif devaient être proches de l'équilibre (contre un déficit de près de 13 milliards d'escudos en 1977, soit 2 % du PIB) grâce à une nouvelle augmentation des principaux impôts et à un freinage des subventions et transferts. En contrepartie, les dépenses en capital devaient progresser à un rythme relativement soutenu et, au total, le besoin de financement était estimé à 50 milliards d'escudos, soit environ 6 % du PIB, contre près de 7 % en 1976 et 1977. En fait, la politique budgétaire a été beaucoup plus expansionniste que prévu, en particulier au niveau des opérations courantes de l'État. Les recettes fiscales ont été sensiblement inférieures aux prévisions tandis que les transferts ont continué de progresser rapidement. Aussi, le déficit courant des administrations a plus que doublé tandis que le besoin de financement a été proche de 9 % du PIB.

En dépit de l'instauration d'une taxe additionnelle sur les principaux impôts⁶⁷, la progression des recettes fiscales de l'État a été, en 1978, beaucoup plus modeste qu'il n'était prévu, avec une évolution particulièrement médiocre des impôts indirects dont le taux de croissance a été très inférieur à celui du PIB et moitié moins rapide qu'en 1977. Divers facteurs sont à l'origine de cette évolution, parmi lesquels, outre le ralentissement de l'activité économique, le retard dans l'approbation du budget,

65 Pourcentage de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

	Déc. 1974	Déc. 1975	Jun 1976	Déc. 1976	Déc. 1977	Déc. 1978
Base monétaire	34.4	37.7	31.6	7.9	5.1	15.1
M2	13.6	12.6	14.0	17.5	23.1	28.0

66 Les obligations étaient à cinq ans et portaient intérêt à 22 %, soit le même taux que les dépôts à terme d'une durée équivalente, mais leurs intérêts étaient totalement exonérés d'impôts.

67 Les principales mesures fiscales ont porté sur l'application d'une surtaxe de 10 % sur l'impôt « professionnel » sur les salaires, de 15 % sur la plupart des autres impôts directs et de 10 % sur l'impôt sur les transactions. Ce dernier devait en outre être étendu à certains services comme l'hôtellerie ou le téléphone qui en étaient jusque là exemptés. L'effet de ces mesures avait été estimé à 11 milliards d'escudos, soit 12 % des recettes fiscales de 1977.

le ralentissement des importations et l'abaissement du taux de la surtaxe sur celles-ci⁶⁸. En outre, des difficultés d'ordre administratif ont empêché d'étendre, comme prévu dans le budget, l'impôt sur les transactions à certains services. Enfin, l'évasion fiscale s'est, selon les experts portugais, sensiblement accrue, pour partie sous l'effet de restrictions de crédit qui ont pesé sur la liquidité des entreprises.

Les dépenses de l'État ont, pour leur part, progressé de 34 % (en termes de comptabilité nationale), avec une augmentation de 40 % des dépenses courantes, en sensible accélération par rapport à l'année précédente. La charge des intérêts a pratiquement doublé tandis que les transferts courants (essentiellement aux autres agents de l'administration) et les subventions se sont accrus de plus de 50 %. Ainsi, le déficit courant de l'État s'est élevé à 40 milliards d'escudos et, malgré une progression relativement lente des dépenses en capital, le besoin de financement a atteint 70 milliards d'escudos, soit près de 9 % du PIB. Si on ajoute les opérations financières, constituées pour l'essentiel par des prêts ou des dotations en capital au secteur public productif, le déficit budgétaire, sur une base administrative, a été proche de 80 milliards d'escudos. Son financement a été assuré par le recours à l'endettement extérieur (21 milliards d'escudos) et au crédit du système bancaire, principalement de la Banque du Portugal. Par contre, le placement de titres de la dette auprès du public a été négligeable en dépit des conditions très favorables offertes sur ces émissions⁶⁹. Le montant global de la dette publique directe atteignait à la fin de 1978 près de 300 milliards d'escudos (contre 52 milliards en 1973) dont 67 milliards d'engagements à l'égard de l'extérieur. En outre, la dette garantie par l'État, au profit pour l'essentiel d'entreprises publiques, était évaluée à 90 milliards d'escudos.

Tableau 9 Budget de l'Etat
Définition administrative - Milliards d'escudos

	1977		1978		1979
	Prévisions	Réalisations	Prévisions	Réalisations	Prévisions
Recettes totales	99.3	109.9	159.1	132.4	189.9
Impôts directs	24.4	30.1	42.5	38.7	55.6
Impôts indirects	52.7	61.2	82.8	71.8	90.1
Autres	21.2	18.6	33.8	21.9	44.2
Dépenses totales ¹	156.1	155.5	215.0	211.1	273.0
Biens et services	68.9	63.0	85.5	80.7	102.0
Intérêt	11.5	9.8	23.1	18.7	26.3
Transferts courants	24.1	31.9	37.1	47.5	53.0
Investissements et transferts en capital	34.4	30.6	38.1	34.2	54.5
Subventions	8.1	11.1	17.9	19.1	7.4
Autres	9.1	9.1	13.3	10.9	29.8
Solde	-56.8	-45.6	-55.9	-78.7	-83.1
Amortissement de la dette	-3.1	-3.2	-4.6	-4.3	-8.0
Émission de la dette publique	59.9	48.8	60.5	83.0	100.0

1 Y compris les opérations financières.

Sources: Banque du Portugal, Ministère des Finances et informations transmises par les autorités portugaises.

68 L'effet théorique de l'abaissement de 30 % à 20 % de la surtaxe sur les recettes fiscales devrait cependant être assez limité puisqu'applicable au 1^{er} octobre 1978. Le recul des taxes sur les importations (- 10 % entre 1977 et 1978) semble plutôt imputable à la réduction progressive du champ d'application de la surtaxe par l'octroi d'exonération pour un nombre croissant de produits (cf. page 26).

69 Cf. note 66.

Les comptes des autres agents du secteur public administratif ont été pratiquement équilibrés, essentiellement pour les organismes de prévoyance sociale (sécurité sociale et service autonome de santé) grâce à l'accroissement de l'apport de l'État. Les prestations versées par la Sécurité sociale ont fortement progressé en liaison avec l'augmentation du niveau des assurances chômage et des pensions et un accroissement rapide du nombre des bénéficiaires. Par contre, les dépenses en biens et services ont été considérablement réduites par le transfert des dépenses de santé à un service autonome financé par le budget de l'État⁷⁰ et la progression des dépenses courantes a été ramenée à 10 %. Du côté des recettes, les cotisations sociales ont, par rapport à l'année précédente, nettement décélééré leur progression qui est restée, cependant, plus rapide que celle des salaires. Par ailleurs, le Fonds de chômage a continué d'être largement excédentaire⁷¹, tandis que le Fonds d'approvisionnement a bénéficié d'une augmentation rapide des taxes sur l'essence et d'une augmentation des transferts de l'État. Seules les opérations des collectivités locales ont enregistré un léger déficit.

Tableau 10 Compte du secteur public dans l'optique de la comptabilité nationale
En milliards d'escudos

	Secteur public				État			
	1976	1977 ¹	1978 ¹	1979 ²	1976	1977 ¹	1978 ¹	1979 ²
Recettes courantes	131	168	211	268	70	93	116	160
Impôts directs	27	35	46	62	19	27	35	45
Cotisations de Sécurité sociale	34	46	57	65				
Impôts indirects	62	79	97	121	46	61	72	90
Autres	8	8	11	20	5	5	9	25
Dépenses courantes	144	181	239	280	86	112	157	182
Biens et services	66	91	112	135	53	60	72	88
Subventions	17	21	31	33	6	8	12	8
Transferts	56	58	74	84	22	34	53	60
Intérêts	5	11	22	28	5	10	20	26
Épargne courante	-13	-13	-28	-12	-16	-19	-41	-22
Recettes en capital	3	4	3	4	4	7	5	8
Dépenses en capital	23	34	43	54	19	31	34	52
Transferts	8	9	9	12	12	14	15	28
Investissements	15	25	34	42	7	17	19	24
Besoin de financement (en % du PIB)	-33 (7.1)	-43 (6.9)	-68 (8.7)	-62 (6.4)	-31 (6.7)	-43 (6.9)	-70 (9.0)	-66 (6.8)

1 Estimations.

2 Prévisions.

Sources: Banque du Portugal, Ministère des Finances et informations transmises par les autorités portugaises.

70 En contrepartie, la Sécurité sociale devait effectuer un transfert de 6 milliards d'escudos à l'État. En fait, 4,5 milliards seulement ont été versés au service de santé.

71 Il faut rappeler que le Fonds de chômage perçoit les cotisations (9 milliards d'escudos en 1978) et transfère à la Sécurité sociale un montant équivalent aux prestations versées par celles-ci (3,4 milliards l'année dernière), le solde étant reversé au budget de l'État.

La définition de la politique budgétaire pour 1979 a pris un retard considérable, le budget n'ayant été voté qu'en juin⁷², après qu'un premier projet ait été rejeté en mars par le Parlement. Pendant les discussions budgétaires, le gouvernement a fait état de son intention de limiter le déficit du secteur public. Cependant les opérations des administrations, telles qu'elles ont été approuvées par le Parlement, ne paraissent pas devoir exercer d'effet restrictif sur la demande. Toutefois, l'analyse des prévisions budgétaires est rendue plus difficile qu'à l'accoutumée par la mise en œuvre de la loi de réforme sur les finances locales de janvier 1979, qui prévoit un transfert très important de ressources de l'État au profit des collectivités locales⁷³. En contrepartie, les responsabilités de ces dernières seront accrues, non seulement au niveau des opérations courantes mais aussi des investissements. Mais les nouvelles attributions des collectivités locales ne sont pas encore définies de façon précise, pas plus que les moyens de contrôle dont disposera l'État. C'est pourquoi il paraît vraisemblable que le transfert de dépenses prévu par le budget entre l'État et les collectivités locales ne sera que partiellement effectué en 1979. En outre, on peut s'interroger sur la capacité administrative des collectivités locales à réaliser des investissements importants⁷⁴.

Au niveau du budget de l'État, les recettes fiscales directes devraient progresser de près de 26 %, en liaison avec la création d'un impôt exceptionnel frappant les revenus non salariaux⁷⁵. Cependant, compte tenu, d'une part, du transfert de certains impôts aux collectivités locales et, d'autre part, de la suppression de la surtaxe de 10 % et de l'élévation du minimum imposable pour l'impôt sur les salaires, cette prévision peut paraître optimiste. Il faut à cet égard indiquer que, dans le projet gouvernemental, les salaires devaient être également assujettis au nouvel impôt, mais cette proposition a été rejetée par le Parlement. Les impôts indirects devraient, pour leur part, progresser de 25 %. Enfin, les experts portugais s'attendent à une forte progression des autres recettes de l'État, imputable notamment aux bénéfices de la banque centrale. Au niveau des dépenses⁷⁶, les achats de biens et services y compris les salaires devraient augmenter de 21,5 % tandis que les paiements d'intérêt progresseraient de près de 40 %. Par contre, l'accroissement des transferts courants devrait être très modeste (moins de 13 %). De même, les subventions devraient enregistrer un recul marqué (- 36 %), compensé par une forte augmentation des transferts en capital. Enfin, les investissements devraient progresser de 24 % (en valeur). Cependant, le gouvernement a annoncé son intention de geler un certain pourcentage des dépenses prévues par le budget.

Au total, selon les prévisions officielles, le besoin de financement de l'État, en termes de comptabilité nationale, pourrait être ramené de 9 % du PIB en 1978 à près de 7 % en 1979. Toutefois, compte tenu d'une forte augmentation des opérations financières dont une part importante concerne les dotations en capital aux entreprises publiques et dont la signification économique est très proche de celle

72 En l'absence de budget pour l'année en cours, celui de l'année précédente, y compris les modifications qui ont pu être ultérieurement apportées, est automatiquement prorogé, les dépenses de chaque mois étant théoriquement limitées au douzième des engagements de l'année précédente. Il faut en outre indiquer que lors de la rédaction de cette étude, les décrets d'application du budget n'avaient pas encore été publiés.

73 Selon la loi, devront être transférés aux collectivités locales la totalité de l'impôt foncier et de la taxe sur les véhicules et 18 % des recettes provenant des principaux impôts directs. En outre, l'État devra faire un transfert en capital équivalent à 18 % du montant total de ses dépenses, à l'exclusion des opérations financières, destiné à financer les investissements des collectivités locales.

74 Les fonds à la disposition des collectivités locales seront multipliés par 4. L'exemple de certains pays comme l'Italie montre comment une infrastructure administrative insuffisante peut constituer un frein important à la réalisation de projets d'équipement.

75 Le taux de cet impôt, dont le rendement en 1979 est estimé à 6 milliards d'escudos, varie de 4 à 6 %. Il comprend en outre une surtaxe de 35 % de l'impôt sur les véhicules.

76 Les dépenses sont analysées ici en termes de comptabilité nationale sauf mention explicite, pour éliminer les opérations financières incluses dans les dépenses selon les définitions administratives.

des transferts, le déficit budgétaire sur une base administrative devrait un peu s'élargir pour atteindre 92 milliards d'escudos (non compris l'amortissement de la dette publique) et représenter encore environ 9 % du PIB. Comme en 1978, son financement devrait être assuré pour l'essentiel par le système bancaire et, à concurrence de 19 milliards d'escudos (près de 400 millions de dollars) par des emprunts extérieurs, le recours au public restant très limité.

Quelques aperçus sur l'évolution à moyen terme des finances publiques

Pour faire face aux charges nouvelles liées à la décolonisation, à l'amélioration du système de prévoyance sociale et aux difficultés financières des entreprises nationalisées, le poids du secteur public⁷⁷ dans l'économie s'est considérablement accru depuis 1974. La part des dépenses des administrations dans le PIB, qui était restée pratiquement stable à la fin des années 60 et au début des années 70, est passée de 22.7 % en 1973 à 36 % en 1978. En dépit de relèvements successifs des taux des différents impôts, l'alourdissement de la pression fiscale a été plus limité (de 19 % du PIB en 1967 à 25 % en 1978). Ainsi le solde des opérations de l'administration s'est renversé, passant d'un excédent chronique jusqu'en 1973 (avec un niveau record de près de 3 % du PIB en 1970) à un besoin de financement rapidement

Tableau 11 Evolution à moyen terme des recettes et dépenses des administrations publiques

	En pourcentage du PIB ¹			Pourcentage moyen de variation		
	1970	1973	1978	1967-73	1973-78	1967-78
PIB à prix courants	100	100	100	13.6	22.7	17.6
Recettes courantes	24.3	22.7	27.0	15.0	27.0	20.3
<i>dont</i> : Impôts directs	6.1	4.7	5.9	11.9	28.6	19.2
Cotisation de Sécurité Sociale	4.6	5.6	7.3	21.5	29.4	25.0
Impôts indirects	11.9	10.8	11.7	14.2	26.3	19.5
Dépenses courantes	19.5	19.5	30.6	14.5	34.3	23.1
<i>dont</i> : Biens et services	14.2	13.2	14.3	13.2	24.7	18.3
Défense nationale	7.2	6.0	2.8	9.3	5.9	7.8
Dépenses civiles	7.0	7.2	11.5	17.2	34.4	24.7
Subventions	1.5	1.0	4.0	11.7	60.9	31.9
Intérêts	0.5	0.4	2.9	5.6	78.8	34.2
Transferts	3.2	4.8	9.5	20.5	40.3	29.2
Dépenses en capital	3.3	3.2	5.5	12.5	37.0	23.1
<i>dont</i> : Investissements	2.5	2.3	4.3	10.9	39.4	23.0
Besoins de financement	2.7	1.4	-8.7	—	—	—

1 PIB aux prix de marché, à prix courants.

Sources: INE, comptes nationaux et Ministère des finances.

77 Le secteur public administratif regroupe l'Etat et les Fonds et Services autonomes, les collectivités locales et la Sécurité sociale. Il faut rappeler que les fonds et services autonomes qui appartiennent à l'administration centrale ont un poids non négligeable, notamment le Fonds d'approvisionnement, qui perçoit les taxes sur les produits pétroliers et subventionne différents produits, et le Fonds de chômage qui perçoit les cotisations de l'assurance chômage. En dépit de l'augmentation du rôle de la Sécurité sociale, l'Etat reste l'élément principal des administrations tant du côté des recettes (55 % du total en 1978) que des dépenses (68 %). L'importance des collectivités locales est actuellement faible, mais leur rôle devrait s'accroître avec la mise en œuvre de la réforme votée au début de 1979.

croissant, s'élevant à près de 9 % du PIB en 1978. La dette publique, jusque-là très limitée, a été multipliée par 6 entre 1973 et 1978 pour atteindre à la fin de l'année dernière 300 milliards d'escudos⁷⁸ dont 22.5 % sont placés à l'étranger.

Au niveau des dépenses, le poids de la consommation publique a décliné, passant de près de 73 % des dépenses courantes en 1970 à 64 % en 1974 et 47 % en 1978, restant pratiquement inchangé en pourcentage du PIB. En fait, cette évolution globale recouvre un double mouvement de réduction en termes relatifs des dépenses militaires, qui sont passées de plus de 7 % du PIB en 1967 à moins de 3 % en 1978 et de forte accélération des dépenses civiles. Cette dernière découle pour l'essentiel de l'augmentation des salaires dans la fonction publique, liée à la fois à une augmentation des salaires de base, à un reclassement catégoriel important et à la progression des effectifs. Bien que l'on ne dispose pas d'estimation officielle, ceux-ci auraient approximativement doublé entre 1968 et 1978 selon les experts portugais, pour représenter actuellement environ 380 000 personnes, soit environ 10 % de la population active⁷⁹. Ainsi, au niveau de l'État, la masse salariale a augmenté de 40 % par an de 1973 à 1978. Par ailleurs, en relation avec la rapide augmentation de la dette publique, les paiements d'intérêt ont commencé, à partir de 1973, à constituer une charge non négligeable pour le budget de l'État jusqu'à absorber 10 % des recettes totales en 1978. Cette catégorie de dépenses est vraisemblablement appelée à progresser encore fortement à partir de 1980, lorsque des émissions de dettes publiques seront effectuées comme indemnisation au titre des nationalisations.

Un autre facteur très important d'élargissement des dépenses des administrations réside, comme on l'indiquait plus haut, dans la nouvelle dimension du secteur public productif. En effet, de nombreuses entreprises nationalisées ont connu au cours des dernières années une situation financière très difficile, notamment dans le secteur des transports, situation à laquelle a contribué la politique de freinage des prix pratiquée en 1975 et 1976. C'est pourquoi l'État a dû accroître considérablement son aide au secteur productif. Bien que l'on ne dispose pas de décomposition des subventions après 1976, il est vraisemblable que leur très fort accroissement (plus de 60 % par an en moyenne de 1973 à 1978) s'explique dans une large mesure par les opérations destinées aux entreprises publiques. Celles-ci ont également bénéficié de transferts en capital importants (près de 10 milliards d'escudos en 1978). En outre, l'État a apporté son appui aux entreprises publiques en fournissant sa garantie pour leurs emprunts⁸⁰. Enfin, une part non négligeable des investissements de l'administration, qui ont marqué entre 1973 et 1978 une rapide progression (+ 40 % par an en valeur), est directement liée à l'activité des entreprises publiques. Ainsi, les seuls investissements de l'État pour la réalisation du complexe industriel de Sines ont absorbé, en 1978, près de 13 % du total des investissements publics.

Enfin, l'évolution récente des dépenses publiques a été caractérisée, comme dans de nombreux autres pays de l'OCDE, par une augmentation rapide des dépenses de prévoyance sociale, retracée notamment par la progression des transferts dont le poids en pourcentage du PIB a pratiquement doublé entre 1973 et 1978. On ne dispose pas de classification fonctionnelle au niveau du compte consolidé des administrations, mais, selon les experts portugais, l'ensemble des dépenses de prévoyance est passée de 9 % du PIB en 1973 à plus de 13 % en 1977. En effet, la couverture

78 En outre, la dette garantie par l'État s'élevait en 1978 à 90 milliards d'escudos.

79 Une part de cette augmentation tient à la réintégration dans les services métropolitains des fonctionnaires travaillant dans les anciennes colonies. A cet égard, notons que d'une façon générale il est difficile d'identifier les charges de la décolonisation qui affectent aussi bien les achats de biens et services que les transferts et concernent un grand nombre d'organismes administratifs. Selon les experts portugais, on peut estimer la charge globale de la décolonisation à 13 milliards d'escudos en 1976, 11 milliards en 1977 et 7 milliards en 1978.

80 On pourrait également mentionner comme une subvention déguisée les retards de paiement par les entreprises publiques, tant pour les cotisations de Sécurité sociale que pour l'impôt indirect sur les transactions qui ont pris une ampleur notable au cours des dernières années.

du système a été progressivement étendue à la quasi totalité de la population au cours des années 70⁸¹ et actuellement 95 % environ de la population est assurée, contre environ 60 % au début des années 70. En outre, de nouvelles prestations ont été créées, notamment l'assurance chômage. Certains risques comme les accidents du travail, les maladies professionnelles, le chômage pour les personnes à la recherche d'un premier emploi restent encore cependant mal ou non couverts. Enfin, le montant unitaire des prestations a été sensiblement relevé et les conditions d'attribution assouplies⁸². Sur un plan institutionnel, le système de prévoyance reste très hétérogène⁸³ en dépit d'une évolution progressive vers une harmonisation, et l'analyse plus détaillée des différentes prestations devra être limitée au régime général de prévoyance sociale, qui couvre 90 % de la population assurée à l'exclusion des fonctionnaires, régime pour lequel on dispose de statistiques sur la période 1972-1977.

Tableau 12 Évolution des prestations sociales versées par les Caisses de prévoyance

	Montants			Nombres de bénéficiaires		
	Valeur en 1977 millions d'escudos	1972	1977	1977 milliers de personnes	1972	1977
		1974 = 100			1974 = 100	
Dépenses totales	48 142 ¹	58	243	—	—	—
Prestations de :						
Invalidité et vieillesse	15 290	46	278	440 719	75	168
Minimum vieillesse	2 634	53	569	107 995	60	262
Subventions pour décès	363	65	259	17 266	80	145
Maladie et maternité	17 361	59	235	772 515	79	128
Allocations familiales	6 528	74	147	1 186 564	96	119

1 Dont 1.2 milliard d'escudos pour les allocations de chômage.

Source : Ministère des Affaires sociales, *Rapport sur la Sécurité Sociale*, 1977.

L'ensemble des prestations⁸⁴ versées par cet organisme a été multiplié par plus de quatre entre 1972 et 1977, avec une progression annuelle moyenne de 32 % des dépenses de maladie et maternité, de 45 % pour les pensions de vieillesse et d'invalidité et de 69 % pour les pensions versées aux personnes âgées ne disposant pas de ressources minimum. Par comparaison, la croissance des allocations familiales a été très modeste (12 % par an) et la part de celles-ci dans les dépenses totales a été fortement réduite, passant de 28 % en 1972 à 14 % en 1977. Pour une part importante, l'évolution constatée tient à la progression rapide du nombre de bénéfici-

81 En 1969-1970, un régime spécial pour les travailleurs agricoles a été créé. Puis le système a été étendu au personnel de maison (1973), aux travailleurs indépendants, aux personnes sans ressources âgées de plus de 65 ans (1974), aux chômeurs à la recherche d'un nouvel emploi (1975) et aux rapatriés des colonies (1977). Ces derniers ont relevé de 1975 à 1977 d'un système spécial.

82 D'une part, la durée minimum de cotisation ouvrant droit à des prestations a été réduite. D'autre part, les contrôles ne semblent pas très rigoureux, notamment en cas d'absences pour maladie.

83 Les principaux systèmes sont le régime général des caisses de prévoyance qui couvre les salariés de la pêche, de l'industrie et du commerce et des services, les travailleurs indépendants, le personnel de maison et les rapatriés; le régime spécial des travailleurs agricoles; le système de la fonction publique. En outre, il existe diverses associations de secours mutuel.

84 A l'exclusion des indemnités de chômage qui n'ont été créées qu'en 1975.

ciaires⁸⁵, en particulier des personnes percevant une pension. Par contre, la progression des prestations par bénéficiaire a été relativement modérée et dans certains cas, notamment les pensions de vieillesse et les prestations familiales, a été très inférieure à la hausse des prix. Le niveau moyen des pensions demeure en outre assez faible : en 1977, 83 % des pensions de vieillesse et d'invalidité et la quasi totalité des pensions de minimum vieillesse étaient inférieures à 3 000 escudos par mois⁸⁶.

Parmi les changements institutionnels décidés depuis 1974 dans le domaine de la protection sociale, l'un des plus notables est la création d'une allocation chômage en 1975. Toutefois, son importance reste limitée. Payable pendant un an sauf pour les rapatriés qui bénéficient d'une durée illimitée de couverture, elle s'applique seulement aux travailleurs à la recherche d'un nouvel emploi. Son montant, qui a été récemment unifié pour l'ensemble des secteurs, varie suivant la situation de famille⁸⁷. De plus, son attribution est limitée aux ménages bénéficiant d'un revenu global inférieur à un certain plafond. En outre, le chômage partiel n'est pas indemnisé. Au total, le nombre de chômeurs indemnisés est peu élevé. Il était de moins de 25 000 en septembre 1977 avant l'intégration des rapatriés dans le système général et d'environ 73 000 à la fin de 1978. C'est pourquoi le montant global des prestations de chômage (3,4 milliards d'escudos en 1978) est resté très inférieur aux cotisations et le Fonds autonome de chômage⁸⁸ a dégagé un excédent important (près de 6 milliards l'année dernière) dont une partie est affectée à diverses actions visant à promouvoir l'emploi, le solde étant reversé au budget de l'État.

Pour faire face à l'alourdissement des dépenses, les taux des différents impôts directs et indirects ont été relevés à plusieurs reprises, notamment au cours des trois dernières années. Par contre, les lignes générales du système n'ont pas été modifiées bien que sa complexité et son caractère peu progressif, dû au poids relativement faible de la fiscalité directe dans l'ensemble des recettes publiques, constituent une limite à la flexibilité de la politique fiscale et tendent vraisemblablement à accroître l'évasion. La progressivité des impôts sur le revenu a été très considérablement accrue et les taxes directes ont enregistré depuis 1974 une vive accélération⁸⁹. Néanmoins, la pression fiscale directe sur les ménages reste assez faible, de l'ordre de 4,5 % de leur revenu en 1978, selon les estimations du Secrétariat, contre un peu moins de 4 % en 1970. La progression des impôts indirects a été relativement plus lente⁹⁰ en dépit de l'introduction d'une surtaxe à l'importation à partir de 1975 et du relèvement du taux de l'impôt sur les transactions. La fiscalité indirecte demeure néanmoins la principale ressource des administrations, représentant en 1978 près de la moitié du total des recettes fiscales (y compris les cotisations sociales).

Les cotisations de Sécurité sociale ont, quant à elles, progressé plus vite que les recettes fiscales au sens strict et leur part dans les recettes courantes des administrations est passée de 17 % en 1967 à 27 % en 1978. Il faut cependant rappeler que, dès avant 1974, le rythme d'augmentation des cotisations sociales était très élevé en raison de l'élargissement du système à une part croissante de la population.

85 Il faut cependant indiquer que les statistiques du régime général de prévoyance présentent une forte baisse, en 1977 par rapport à 1976, du nombre de bénéficiaires des prestations maladie et maternité, difficile à expliquer.

86 Soit environ 60 dollars.

87 4 200 escudos pour les chômeurs ayant une famille à charge et 3 200 escudos pour les autres.

88 Les cotisations de chômage sont perçues par un Fonds autonome spécial, tandis que les indemnités sont versées par la Sécurité sociale. Le Fonds transfère à cette dernière un montant équivalent aux prestations.

89 Les barèmes des principaux impôts directs ont été alourdis à plusieurs reprises. Ainsi pour l'impôt complémentaire sur le revenu, le taux marginal le plus élevé dépasse 90 %. L'élasticité des impôts directs par rapport au PIB est passée de 0,88 entre 1967 et 1973 à 1,26 de 1973 à 1978.

90 L'élasticité par rapport au PIB est passée de 1 entre 1967 et 1973 à 1,16 entre 1973 et 1978.

A l'inverse, depuis 1974, l'extension a porté sur des catégories ne cotisant pas ou à un très faible taux⁹¹ et l'accélération enregistrée au cours des dernières années s'explique exclusivement par le mouvement des salaires et par le relèvement en 1977 du taux de cotisation de base de 3 points à 26.5 %⁹². En dépit de ce dernier, la part des charges sociales dans la masse salariale reste modérée (moins de 15 % en 1978) par comparaison avec de nombreux autres pays de l'OCDE. Il apparaît néanmoins que la Sécurité sociale rencontre des difficultés croissantes à recouvrer les cotisations, et les dettes accumulées à son égard par les entreprises depuis 1975 dépassent 16 milliards d'escudos soit près de 30 % du montant perçu en 1978.

Autres aspects de la politique économique

La politique de freinage des salaires et de restauration des profits amorcée en 1977 a été poursuivie en 1978 et paraît devoir être maintenue cette année. La progression des salaires par tête (à l'exclusion des cotisations de Sécurité sociale) a été limitée, en avril 1978, à 20 %, soit à un niveau devant permettre, selon les prévisions officielles, le maintien du pouvoir d'achat. Une augmentation des bas salaires plus rapide que la moyenne était assurée par un relèvement du salaire minimum de près de 30 %⁹³. Pour 1979, le gouvernement a proposé en mars dernier un plafond de 18 % mais celui-ci a été rejeté par le Parlement et un nouveau taux de 20 % est actuellement en discussion. Parallèlement, il est envisagé de relever de 19 % le salaire minimum.

S'agissant de la politique des prix, le dispositif administratif en vigueur, qui couvre un très grand nombre de produits, a été utilisé de façon très souple de façon à permettre une reconstitution graduelle des marges bénéficiaires. En particulier, les prix des principaux services publics ont été très fortement relevés pour permettre un assainissement de la situation financière des entreprises publiques. Le contrôle des prix par les autorités s'exerce actuellement à trois niveaux. Tout d'abord, les prix de quelques produits alimentaires essentiels composant le « panier d'achat » sont fixés administrativement une fois par an. Ils sont ensuite gelés pour le reste de la période, les produits concernés étant subventionnés par le Fonds d'approvisionnement⁹⁴. Le poids de ces produits dans la consommation des ménages était de 10 % en 1977, 13 % en 1978 et devrait être de l'ordre de 11 % en 1979. Par ailleurs, d'autres produits alimentaires (représentant environ 18 % de la consommation des ménages) et certains produits non alimentaires et services publics (dont le poids est d'environ 13 %) sont soumis au régime des prix maxima. Enfin, le régime général prévoit un contrôle a posteriori pour toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 50 millions d'escudos. Il faut également rappeler que les loyers sont bloqués depuis de très nombreuses années.

Dès 1972, lorsque de premiers accords ont été conclus avec la CEE, les autorités portugaises ont commencé à élaborer les grandes lignes d'une politique sectorielle⁹⁵ qui devait permettre à l'économie de mieux résister au choc de la concurrence avec les pays beaucoup plus développés, membres du marché commun. La loi du 27 mai 1972 (loi sur le développement industriel) constitue encore le cadre institu-

91 Pour les travailleurs indépendants, le taux varie de 7.5 à 15.5 % suivant le revenu imposable. Pour les travailleurs du secteur agricole, le barème établi en 1975 prévoit une cotisation forfaitaire de 80 escudos pour le salarié et variable de 0.4 % à 1.2 % du revenu imposable pour l'employeur.

92 Dont 19 % à la charge de l'employeur.

93 Le salaire minimum a été porté à 5 700 escudos dans l'industrie et 4 600 dans l'agriculture, soit respectivement 130 et 105 dollars au taux de change moyen de 1978.

94 Le montant de ces subventions a été de 9 milliards d'escudos en 1977 et devrait atteindre 11 milliards en 1979 selon les experts portugais.

95 Sur ce point, cf. mémorandum envoyé par la Délégation portugaise au Comité de l'Industrie et rapport du Conseil sur les politiques d'ajustement positif dans le secteur industriel, mars 1979 (diffusion restreinte).

tionnel général des actions prises par le gouvernement dans le domaine sectoriel. Mais, à l'évidence, c'est avec le changement de régime en 1974 et la juxtaposition des problèmes entraînés, pour l'économie portugaise, par le passage à un nouveau système socio-politique et par les conséquences de la récession internationale, que la nécessité d'une politique sectorielle active s'est fait sentir. Celle-ci paraît d'autant plus justifiée qu'à la suite des nationalisations, le poids dans l'activité économique du secteur public pris au sens large est devenu considérable au Portugal (cf. tableau 13). On doit noter à cet égard qu'une difficulté non négligeable dans la mise en œuvre de cette politique a résidé, de 1974 à 1976, dans le caractère relativement flou des frontières entre le secteur économique public. En fait, une part importante des décisions prises jusqu'ici ont porté sur l'organisation et l'application du nouveau contexte institutionnel et sur le soutien aux entreprises en difficulté. Par contre, la définition de politique sectorielle au sens propre a peu progressé, sauf dans le domaine des relations avec l'extérieur, les problèmes d'ajustement conjoncturel prenant le pas, avec l'abandon de la programmation à moyen terme en 1977, sur les aspects à plus long terme.

Un effort de clarification et de définition des limites de l'intervention publique a été effectué. Dès la fin de 1974, le régime de « condicionamento industrial » (Système d'autorisation préalable à l'investissement) a été supprimé. Par ailleurs, depuis 1977, des « contrats de viabilisation »⁹⁶ assurent le retour progressif au secteur privé des entreprises n'appartenant pas aux secteurs nationalisés mais où l'État était intervenu soit par carence de gestion soit pour faire face à des difficultés exceptionnelles. De même, dans le domaine agricole, on a procédé en 1978 à des restitutions de terres expropriées abusivement au regard de la loi de 1977 (environ 100 000 hectares sur une surface totale nationalisée et expropriée de 1.2 millions d'hectares). Par ailleurs, les travaux concernant l'évaluation des indemnisations ont été poursuivis, mais le montant global de celles-ci ne sera vraisemblablement pas estimé avant la fin de cette année⁹⁷. S'agissant des entreprises privées à participation de l'État⁹⁸, leur action devrait être coordonnée au sein de l'Institut des participations d'État créé en 1975 mais, en fait, le transfert de compétence des différents ministères de tutelle vers cet organisme n'a pas été effectué. En outre, ces entreprises, ainsi que les entreprises publiques, sont tenues depuis 1977 de présenter chaque année leur programme d'investissement qui est annexé au budget.

Depuis 1976, diverses mesures ont été prises pour soutenir les entreprises déclarées « en difficulté » : en particulier, possibilité, pendant une certaine période, de ramener les salaires effectifs au salaire minimum, de ne pas observer les réglementations en vigueur sur les conditions de travail et de licencier de la main-d'œuvre en cas de situation critique. Un décret-loi d'avril 1977 a introduit diverses dispositions visant à aider les entreprises économiquement viables, mais connaissant des difficultés passagères : une aide de l'État, sous forme de crédits préférentiels et d'allègements fiscaux est consentie, en contrepartie de l'assurance donnée par les entreprises de respecter certains objectifs dans le domaine de l'équilibre financier, de la productivité et de la rentabilité. L'application de ce décret-loi a été élargie en août 1977 à des entreprises non encore aptes à assurer un équilibre économique et financier, mais dont le poids dans l'économie nationale justifie une aide, au moins provisoire, du gouvernement. Par ailleurs, un Institut d'aide aux petites et moyennes entreprises a été créé en février 1975. Cet Institut aide les petites et moyennes entreprises (celles dont le chiffre d'affaires n'excède pas 150 millions d'escudos et dont

96 Ces contrats prévoient essentiellement l'octroi de crédits à des conditions préférentielles.

97 Selon la loi organisant les indemnisations, celles-ci pourraient s'élever jusqu'à 100 milliards d'escudos payables en titres publics, non mobilisables, sauf pour les très petits porteurs. On ne dispose actuellement que d'une estimation provisoire de la valeur unitaire des titres de certaines entreprises et des banques nationalisées et du nombre de personnes ayant droit, qui serait d'environ 800 000.

98 Les entreprises publiques continuent de dépendre des ministères de tutelle concernés.

Tableau 13 Importance du secteur public dans l'économie en 1976, en pourcentage du total

	Administrations			Secteur public productif						Total		
	VAB	FBCF	Emploi	Entreprises publiques			Sociétés contrôlées			VAB	FBCF	Emploi
				VAB	FBCF	Emploi	VAB	FBCF	Emploi			
Total	15.3	16.2	13.4 ¹	12.1	27.5	8.0	2.2	3.5	2.3	29.6	47.2	23.7
Agriculture et pêche	0.8	19.7		0.7	5.2	2.5	0.2	—	—	1.5	24.9	
Industrie extractive	—	—		0.4	2.5	5.0	4.5	13.0	0.4	4.9	15.5	
Industrie manufacturière	1.5	1.1		8.4	42.3	5.3	3.6	7.6	3.0	13.5	51.0	
Construction	3.4	19.2		—	—	—	1.3	1.8	0.7	4.7	21.0	
Electricité	18.8	20.6		78.2	69.1	77.3	—	—	—	97.0	89.7	
Commerce	0.9	3.4		0.3	0.4	0.4	0.7	1.5	1.5	1.9	5.3	
Banques, assurances et opérations immobilières	—	13.3		62.6	10.2	69.0	0.6	—	1.3	63.2	23.5	
Transports, communications	31.6	—		34.8	78.9 ²	34.7	8.7	7.0	7.4	75.1	85.9	
Autres services ²	94.1	51.1	60.7	0.6	0.6	0.8	1.1	—	0.9	95.8	51.7	62.4

¹ On ne dispose pas d'estimation officielle de l'emploi dans les administrations, ni de sa répartition par secteur. Le Secrétariat a défini, comme emploi dans les administrations, les chiffres donnés par l'Enquête Permanente de l'Emploi — INE, pour les secteurs « administrations publiques et défense », « services d'éducation » et « santé ». L'emploi ainsi obtenu dans les administrations a été imputé totalement aux « autres services ».

² Y compris les administrations.

Sources: INE, Comptes Nationaux et Enquête permanente sur l'emploi; informations transmises par les autorités portugaises.

les effectifs sont de 5 à 400 personnes) dans le domaine de la réorganisation du travail, de la reconversion des activités et du choix des nouveaux investissements. Cette aide se concrétise par une assistance technique, des services de consultants et des prêts garantis pour le financement de projets spécifiques. On doit noter que les opérations consenties dans ce cadre restent extrêmement modestes (de l'ordre de 600 millions d'escudos entre le début de 1975 et le milieu de 1977). Enfin, sur un plan général, il a été décidé d'autoriser les entreprises à réévaluer leurs actifs pour améliorer leurs possibilités d'amortissement.

Au niveau des politiques sectorielles proprement dites, diverses mesures ont été prises visant à développer les projets d'investissement étrangers au Portugal et à aider les industries exportatrices. Un nouveau code des investissements a été publié en 1977, qui autorise les investissements étrangers dans tous les secteurs, sauf ceux réservés à l'intervention publique, avec des conditions d'accès au crédit identiques à celles des entreprises nationales et des possibilités assez larges de transferts de profit⁹⁹. L'Institut de l'Investissement étranger est responsable de l'examen des projets d'investissements et de la concession des autorisations. Néanmoins, si de nombreux projets sont actuellement à l'étude, les investissements étrangers directs ont jusqu'ici été très faibles. Pour les exportations, le système de crédit et d'assurance-crédit a été modifié et peut être assorti d'une assistance technique importante de la part de l'État dans le cadre des contrats de développement. Les entreprises exportatrices bénéficient également depuis 1977 d'avantages fiscaux. Par contre, peu de chose a été fait concrètement en matière de politique industrielle, l'action des autorités s'exerçant plutôt à travers le crédit. Dans ce domaine, l'un des principaux problèmes posés est celui de l'avenir du complexe industriel de Sines, qui absorbe à lui seul une part importante des ressources financières disponibles (21 milliards d'escudos en 1978) dans des secteurs (raffinerie, pétro-chimie¹⁰⁰) où les perspectives de rentabilité sont sujettes à discussion. Enfin, dans le secteur agricole, un important projet liant la réforme des circuits de financement et l'amélioration des techniques de production est actuellement à l'étude.

IV PERSPECTIVES A COURT TERME ET CONCLUSIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Prévisions à court terme

De même que l'interprétation des tendances économiques récentes, l'établissement des prévisions est rendu très difficile par le manque de statistiques appropriées et suffisamment à jour. Au moment de la rédaction de cette Etude (juin 1979), de très importantes incertitudes pesaient sur l'environnement international, notamment l'évolution des prix du pétrole, mais aussi sur la politique économique, le gouvernement venant juste de présenter sa démission. Le projet de budget soumis au Parlement en mai a été voté¹⁰¹ avec un certain nombre d'amendements : en particulier, par rapport aux propositions initiales du gouvernement, la portée de l'impôt excep-

⁹⁹ Les transferts ne sont soumis à autorisation que s'ils dépassent 20 % du produit de la vente ou de la liquidation de l'investissement.

¹⁰⁰ Il existe également un programme sidérurgique qui fait l'objet actuellement de discussion.

¹⁰¹ Au moment de la rédaction de cette Etude, les décrets d'application n'avaient pas encore été publiés.

tionnel¹⁰² a été très largement réduite et les dépenses en capital des collectivités locales ont été relevées de 1.5 milliard d'escudos, ces deux décisions entraînant un accroissement de 8.5 milliards d'escudos du déficit par rapport aux prévisions initiales. En contrepartie, le gouvernement a annoncé son intention de geler une partie des dépenses votées. Sur la base de l'expérience récente, on peut penser que les opérations du secteur public auront à nouveau en 1979 un effet expansionniste alors que la politique monétaire devrait, en l'absence de mesures nouvelles, rester restrictive. Un autre élément important d'incertitude concerne l'évolution des gains salariaux. Poursuivant la politique adoptée en 1977, le gouvernement a envisagé d'imposer, comme en 1978, un plafond de 20 % à l'accroissement des gains salariaux par tête en 1979, mais le décret-loi n'a pas encore été publié. Les autorités ont également annoncé leur intention de réduire le rythme mensuel de dépréciation progressive de l'escudo qui était de 1.25 % dans la période récente. Dès le mois de mai, on constatait que le taux effectif de dépréciation de l'escudo était ramené à 1 %. Etant

Tableau 14 Prévisions pour 1979^a

	1977 Milliards d'escudos	Pourcentage de variation en volume	
		1978 ^b	1979 ^c
<i>Demande et production</i>			
Consommation privée	472	0.5	½
Consommation publique	88	5.6	5
Formation brute de capital fixe	127	4.0	1
Demande intérieure finale	687	1.8	1
Variation des stocks ^d	29	-1.9	0
Demande intérieure totale	716	0.1	1
Exportations de biens et services	111	15.5	8
Importations de biens et services	205	-1.2	2
Solde extérieur ^d	-94	3.2	1
PIB aux prix du marché	622	3.2	2
Prix implicites du PIB		21.0	23
Prix à la consommation ^e		22.6	24
Pourcentage de variation			
<i>Commerce extérieur</i>			
Exportations fob			
Volume		13	8
Prix ^f		21.5	25
Importations caf			
Volume ^g		0	2
Prix ^g		20	26½
Milliards de dollars			
<i>Balance des paiements</i>			
Balance commerciale	-2.5	-2.3	-2½
Invisibles nets	1.0	1.5	1½
Balance courante	-1.5	-0.8	-½

1 Il faut noter que ces prévisions ont été établies avant les dernières hausses du pétrole décidées en juin 1979.

2 Estimations du Département Central du Plan.

3 Prévisions du Secrétariat.

4 Contributions de la croissance du PIB.

5 Indice national des prix à la consommation.

6 En escudos.

Sources : Département Central du Plan et Secrétariat de l'OCDE.

donné les incertitudes qui entourent actuellement l'orientation de la politique économique et en l'absence d'indications claires d'une reprise de l'activité, le Secrétariat a fait des prévisions très aléatoires, qui montrent, sur la base d'une hypothèse de politique économique inchangée, une poursuite en 1979 de la tendance peu soutenue enregistrée en 1978.

Il est vraisemblable que la croissance en volume de la demande intérieure totale sera très lente en 1979. Les rares informations disponibles indiquent que l'évolution en termes réels du revenu disponible des ménages et de la consommation privée devrait être très faible, en particulier si le plafond de 20 % sur les salaires est approuvé. Les gains salariaux réels pourraient reculer, semble-t-il pour la troisième année consécutive. Les revenus non salariaux des ménages pourraient continuer d'évoluer plus favorablement. Les remises des émigrants, qui ont vivement progressé en 1978 (pour atteindre un montant équivalent à 12 % de la consommation privée) pourraient continuer à progresser, mais à un rythme moins élevé qu'en 1978. Ces remises ont vraisemblablement entraîné l'année dernière un accroissement du taux d'épargne, mouvement qui pourrait s'inverser en 1979, contribuant à une augmentation modeste de la consommation privée en volume. On s'attend à ce que la consommation publique continue de progresser approximativement au même rythme qu'en 1978, car, compte tenu des inerties en ce domaine, il paraît difficile de freiner le rythme de croissance très rapide observé au cours des dernières années.

Le rythme de croissance des investissements fixes devrait se réduire pour être ramené à environ 1 % en raison de la faiblesse générale des perspectives de la demande et des conditions restrictives du crédit. L'investissement des administrations devrait stagner en 1979, tandis que le recul des investissements des entreprises publiques enregistré en 1978 pourrait se poursuivre. Une évolution positive pourrait se manifester dans le secteur de la construction, ainsi que pour les investissements des entreprises privées. La demande intérieure finale pourrait s'accroître de 1 %, soit un rythme un peu inférieur à celui de 1978. Par ailleurs, on pourrait assister à une reconstitution des stocks de produits importés, qui s'étaient dégonflés en 1978, les stocks de produits finis n'enregistrant, de leur côté, que peu de changement. Après avoir été fortement négative en 1978, la contribution de la formation des stocks à la croissance du PIB serait nulle en 1979. La contribution de la balance extérieure, quoique encore positive, exercerait un effet moins fort qu'en 1978, où l'on avait assisté à une croissance exceptionnelle des exportations et à un déclin des importations. Ainsi, le taux de croissance du PIB serait ramené de 3.2 % en 1978 à 2 % en 1979. Encore ne peut-on exclure, étant donné les indications d'une décélération marquée de la production industrielle dans les derniers mois, le risque d'une croissance plus faible de l'activité, à politique économique inchangée. Dans le projet de Plan annuel établi par le gouvernement, mais non approuvé par le Parlement, une hypothèse de croissance un peu plus forte (2.8 %) est retenue; la principale différence entre cette dernière prévision et celle du Secrétariat réside dans une composition différente de la demande intérieure finale : la prévision du projet de plan annuel retient en effet une accélération de la consommation privée, une croissance de l'investissement identique à celle de 1978 et une forte décélération de la consommation publique.

Le caractère peu soutenu attendu de l'activité en 1979 entraînera un recul de l'emploi, de l'ordre de 0.5 %. Si l'on fait l'hypothèse que les gains salariaux par tête progresseront de 20 %, les coûts unitaires du travail pour l'économie tout entière marqueraient une légère accélération par rapport à 1978 (environ 17 % contre 14.5 %). La prévision pour les prix à l'importation est moins favorable qu'en 1978, compte tenu d'une croissance plus rapide des prix mondiaux, spécialement du pétrole. Les prévisions pour l'inflation paraissent dès lors plus mauvaises qu'en 1978, comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres pays de l'OCDE. Cependant, les incertitudes en ce domaine sont également fortes, compte tenu du manque d'information sur

l'évolution probable des prix contrôlés qui, d'une façon ou d'une autre, s'appliquent à la moitié des biens et des services. Un autre élément d'incertitude concerne le comportement de prix des entrepreneurs qui, après l'élargissement des marges de profit en 1977 et 1978, pourrait être plus modéré en 1979 que durant les deux années précédentes. Il convient de rappeler que les prévisions du Secrétariat s'appuient sur une hypothèse technique de maintien du taux de dépréciation actuel (1 % par mois) de l'escudo au deuxième semestre de 1979.

Bien qu'en décélération par rapport aux résultats exceptionnels de 1978, les exportations de marchandises marqueraient néanmoins une croissance soutenue (+ 8 % en volume par rapport à l'année précédente) ce qui implique certains gains de parts de marchés. Le taux de croissance des exportations en 1979, dû en partie à l'important acquis enregistré à la fin de 1978, peut être attribué à la bonne position concurrentielle des produits portugais, qui résulte de la dépréciation continue de l'escudo, et à la faiblesse persistante de la demande intérieure. Cependant, un élément négatif qui limite la croissance des exportations portugaises réside dans l'existence de quotas à l'importation pour certaines des exportations les plus importantes du pays, en particulier les textiles. Les importations de marchandises s'accroîtraient de 2 % en volume, essentiellement par suite de la reconstitution des stocks de produits importés. Alors que la progression des prix à l'exportation s'accélénera quelque peu en 1979, les termes de l'échange pourraient cependant se détériorer. Compte tenu de ces diverses hypothèses, la balance commerciale pourrait enregistrer un déficit de 2.5 milliards de dollars (contre 2.3 milliards en 1978). On pourrait assister à une nouvelle amélioration du solde du tourisme, une légère détérioration du déficit des services de transports et une poursuite de l'aggravation du déficit des revenus des capitaux par suite du poids croissant du service de la dette extérieure. Le taux de croissance des remises des émigrants pourrait se ralentir en 1979, après la progression exceptionnelle enregistrée en 1978. Au total, le déficit courant pourrait se stabiliser approximativement au niveau atteint en 1978 (0.8 milliard de dollars). De leur côté, les experts portugais estiment que, avec une croissance du PIB en volume de 2 %, le déficit de la balance courante pourrait être un peu moins élevé.

Il convient cependant de souligner que toutes ces estimations ont été établies avant que soient connues les décisions prises à la fin du mois de juin par les pays de l'OEPEP et reposant sur l'hypothèse d'une augmentation des prix du pétrole de 23 % en moyenne annuelle en 1979. En fait, selon les estimations provisoires du Secrétariat, l'accroissement des prix à l'importation du pétrole (pour l'ensemble des pays de l'OCDE) paraît devoir être, après la décision de Genève, d'environ 35 % en moyenne annuelle en 1979. L'effet direct mécanique de cette hausse additionnelle sur la balance courante portugaise pourrait être de l'ordre de 100 millions de dollars. Mais il sera sans doute amplifié par le ralentissement vraisemblable de la demande internationale induit par les effets déflationnistes du renchérissement des produits pétroliers qui se traduira également par une accélération de la hausse des prix intérieurs dans l'ensemble de la zone de l'OCDE. Aussi, par rapport aux prévisions présentées ci-dessus, la croissance du PIB pourrait, toutes choses égales par ailleurs, être un peu plus faible et la hausse des prix plus rapide tandis que le déficit de la balance courante serait plus important.

Conclusions de politique économique

L'économie portugaise a dû faire face à de sérieuses difficultés depuis 1974, les problèmes issus des transformations socio-politiques importantes et de l'abandon des colonies s'étant juxtaposés aux conséquences, directes et indirectes, de la récession internationale. Les déséquilibres internes et externes se sont considérablement aggravés jusqu'en 1977. L'évolution de l'activité a été très heurtée, la forte contraction enregistrée après les événements de 1974 faisant place en 1976 et 1977 à une expansion

rapide, avec une progression du PIB de l'ordre de 6 %, fondée sur une augmentation très soutenue de la demande intérieure. Le chômage a néanmoins marqué une forte augmentation, tenant notamment à l'afflux des rapatriés en provenance des anciennes colonies et à l'incidence de la conjoncture internationale sur les flux d'émigration. Dans le même temps, une très vive inflation s'est développée, entretenue, dans une première période, par la forte hausse des coûts salariaux puis par la dépréciation de l'escudo, tandis que le solde extérieur se dégradait de façon considérable.

Face à cette situation, les autorités portugaises ont été contraintes de donner, en 1977-1978, la priorité au redressement du déficit extérieur à travers le freinage de la demande intérieure. Le poids de l'ajustement a reposé largement sur la politique monétaire dont il faut souligner le rôle relativement nouveau dans la politique de régulation de la demande au Portugal. En particulier, le fort relèvement des taux d'intérêt marque une rupture avec la politique traditionnelle de maintien du coût du capital à des niveaux excessivement faibles, encore que, compte tenu du rythme de hausse des prix, la plupart des taux d'intérêt réels demeurent encore vraisemblablement négatifs. En outre, la sélectivité des taux a été considérablement accrue — certains d'entre eux étant très fortement bonifiés pour favoriser les activités jugées prioritaires — avec pour contrepartie une complexité croissante dans la gestion du crédit. Par contre, la politique budgétaire a été beaucoup plus expansionniste qu'il n'était initialement prévu et l'évolution des opérations du secteur public en 1978 montre que les pouvoirs publics se heurtent à des difficultés croissantes pour contrôler tant les recettes que les dépenses des administrations. Après avoir tenté de freiner la baisse de l'escudo, les autorités portugaises ont adopté, depuis septembre 1977, un système de taux de change glissant qui a permis de restaurer la compétitivité des exportations portugaises et, semble-t-il, de désamorcer la spéculation. Au niveau de la politique des prix et des revenus, l'action principale a porté sur le freinage des coûts salariaux, facilité par la situation du marché du travail. En même temps, on a laissé les prix augmenter rapidement, en dépit de l'important dispositif de contrôle existant, pour permettre une reconstitution des marges bénéficiaires et un assainissement de la situation des entreprises publiques. Il est intéressant de constater que les mesures de politique économique qui ont influencé le comportement du marché et les prix relatifs, notamment la dépréciation du taux de change et l'augmentation des taux d'intérêt, ont exercé des effets importants et rapides.

La politique menée depuis la fin de 1977 s'est traduite, en effet, par des résultats substantiels : on a assisté à un redressement remarquable du solde extérieur, beaucoup plus rapide que ne l'escomptaient les autorités, le déficit courant ayant été réduit de moitié de 1977 à 1978. Une évolution favorable est également intervenue dans les mouvements de capitaux et dans la structure de la dette extérieure. Les traits les plus notables de cette amélioration sont que les exportations ont enregistré une vive reprise et que l'excédent sur les opérations invisibles a fortement progressé, reflétant le renversement des anticipations des agents économiques (notamment des émigrants) et l'arrêt des sorties déguisées de capitaux à travers les services. Ces progrès ont été obtenus par un freinage de l'activité et une stagnation de la demande intérieure. Il ne pouvait guère en être autrement mais on ne peut faire abstraction du coût économique et social des résultats obtenus. Le ralentissement de la croissance s'est accompagné d'un gonflement du chômage, qui représente aujourd'hui, selon l'Institut national de la statistique, 8.5 % de la population active, et auquel s'ajoute un large sous-emploi déguisé. Par ailleurs, pour notables qu'ils soient, les progrès accomplis demeurent insuffisants. L'amélioration du solde extérieur s'explique dans une large mesure, d'une part par la faiblesse de la demande intérieure, s'accompagnant vraisemblablement d'un déstockage de produits importés et d'autre part par l'effet, non récurrent, de la récupération du tourisme et des remises des émigrants. Or, en dépit de la conjonction de ces différents facteurs, le déficit

de la balance des opérations courantes représentait encore 4 % du PIB en 1978 — contre, il est vrai, 9 % en 1977.

Mais un aspect très négatif réside sans doute dans la persistance d'un rythme très élevé d'inflation, qui, bien qu'inférieur à celui enregistré en 1977 (27 %), dépasse encore 20 %, alors même que les hausses récentes du prix du pétrole n'ont pas encore été répercutées dans les prix intérieurs. Cette évolution reflète sans doute en partie la reconstitution des profits des entreprises qui avaient été laminés en 1975-1976 par un contrôle des prix très strict alors que le coût du travail progressait très rapidement. Elle est également imputable à la dépréciation de l'escudo (plus de 20 % en termes effectifs entre le premier trimestre de 1978 et le premier trimestre de 1979), nécessaire pour retrouver un taux de change plus réaliste au regard de l'évolution des prix et des coûts relatifs, mais qui n'a pas permis au Portugal de bénéficier aussi largement que d'autres pays de l'OCDE des effets modérateurs exercés par les prix du commerce international en 1978. D'autres facteurs expliquent le maintien d'un fort taux d'inflation : la politique des prix suivie par les autorités qui, pour restaurer la situation des entreprises publiques rendue difficile par le blocage des prix en 1975-76, ont très fortement relevé les prix administrés et l'augmentation des taux d'intérêt qui a alourdi les charges financières des entreprises. Enfin, en raison de la rareté et de la fiabilité limitée des informations disponibles, on ne peut exclure que la demande intérieure ait été plus soutenue et la progression des salaires et des autres revenus des ménages plus rapide qu'il n'apparaît selon les estimations officielles. Il faut à cet égard insister, comme on l'a fait souvent dans de précédentes Etudes, sur la nécessité d'une amélioration profonde de l'appareil statistique au Portugal.

Les prévisions pour l'année en cours sont entachées de nombreuses incertitudes. Mais les perspectives qui se dégagent actuellement ne permettent guère d'envisager une atténuation significative des déséquilibres en 1979-1980, les problèmes internes du Portugal étant aggravés par un environnement international beaucoup moins favorable qu'en 1978. Sur la base des tendances actuelles et si l'on fait l'hypothèse qu'un changement de la politique économique n'interviendra pas, on peut s'attendre à une croissance très faible de l'activité, s'accompagnant d'une nouvelle aggravation du chômage, à une accélération de l'inflation en liaison notamment avec la hausse des prix du pétrole et au maintien d'un déficit courant au moins égal à celui enregistré en 1978. On ne peut encore se prononcer sur la politique économique qui sera mise en œuvre par le nouveau gouvernement mais, en tout état de cause, la marge d'action dont disposeront les autorités sera limitée. Il paraît difficile de ne pas donner la priorité aux problèmes posés par la balance des paiements et surtout par la persistance d'un rythme élevé d'inflation, qui s'est encore accéléré dans les mois récents. La tâche à laquelle les autorités portugaises se trouvent confrontées est loin d'être aisée en raison de l'ampleur des tensions inflationnistes actuelles et de l'existence vraisemblable de distorsions de prix relatifs, partiellement masquées par les effets du contrôle des prix ou des subventions. Il paraît, en tout état de cause, indispensable d'éviter la poursuite d'une inflation très élevée, avec le risque même d'une accélération, qui ne manquerait pas, à plus ou moins brève échéance, d'imposer de nouvelles mesures restrictives.

Cependant, les perspectives de croissance de la demande sont extrêmement modestes, on l'a vu, pour 1979, qu'il s'agisse des évaluations faites par le Secrétariat ou par les autorités portugaises. Et, compte tenu des tendances récentes, une évolution encore plus faible de l'activité n'est pas exclue. On peut donc s'attendre à la persistance d'une situation défavorable de l'emploi. Par ailleurs, des résultats substantiels ont été obtenus, en 1978, au niveau de la balance courante, desserrant quelque peu la contrainte extérieure. Il en résulte qu'un ajustement de la politique économique dans un sens légèrement plus expansionniste paraît à présent possible. Mais, compte tenu des contraintes qui demeurent, tenant en particulier au maintien

d'un rythme élevé d'inflation et aux risques de dégradation du solde extérieur dans un contexte international beaucoup moins favorable qu'en 1978, ce réajustement de la politique économique devra rester extrêmement prudent. Les autorités portugaises ont annoncé leur intention d'abaisser les taux d'intérêt, cette décision allant de pair avec une réduction du taux de dépréciation de l'escudo. Il faudrait veiller, en ce domaine, à éviter une baisse trop substantielle des taux d'intérêt qui pourrait entraîner des incidences négatives sur la balance des paiements, tant au niveau des importations, en allégeant le coût de financement des stocks qu'à celui des mouvements de capitaux. De plus, il serait sans doute souhaitable, pour faciliter la gestion du crédit, de réduire l'extrême complexité de la structure des taux d'intérêt, tout en maintenant une certaine sélectivité pour les activités prioritaires. Dans le choix des actions propres à stimuler la demande qui pourraient être prises dans le courant de 1979, il faudrait s'axer sur les types de mesures qui seraient les plus aptes à alléger les déséquilibres actuels. A cet égard, le développement du secteur du logement — qui n'est pas sans poser de difficiles problèmes liés au blocage des loyers — présenterait le triple avantage de répondre à des besoins sociaux évidents, d'absorber une importante main-d'œuvre et, par ses relativement faibles contenus d'importation, de ne pas peser sur le solde extérieur.

S'agissant de la politique budgétaire, les autorités ont mis l'accent, lors de la discussion du projet de budget, sur la nécessité de réduire le déficit du secteur public. Celui-ci a certes atteint des niveaux très élevés au cours des dernières années, entraînant un accroissement considérable de la charge de la dette. La persistance d'un besoin de financement important des administrations risque par ailleurs d'entraver l'action des autorités pour maîtriser l'évolution des agrégats monétaires. Mais ce qui importe plus que l'ampleur du déficit est la croissance et la composition des dépenses qui l'engendrent. La déformation des dépenses observée au cours des dernières années qui tient largement à la part croissante des transferts — parfois justifiés socialement mais qui correspondent trop souvent à la compensation de pertes — montre clairement le besoin d'un contrôle accru des finances publiques. A cet égard, l'élargissement des compétences des collectivités locales risque d'aggraver la dilution des responsabilités et de limiter encore les possibilités de contrôle de l'administration centrale. D'un point de vue macro-économique, la vive augmentation des dépenses publiques par rapport au PIB au cours de ces dernières années a, inévitablement, créé des tensions dans l'allocation des ressources limitées du pays. Et, dans la mesure où cette évolution découle essentiellement de l'accroissement des subventions, des transferts et d'autres dépenses courantes (cf. tableau II supra) elle n'a guère renforcé le potentiel productif de l'économie. Les recettes ont progressé plus lentement que les dépenses et les retards de paiements pour les impôts ou les cotisations sociales ont pris une importance notable dans la période la plus récente. S'il est, de toute évidence, nécessaire d'améliorer les procédures de recouvrement des taxes, le ralentissement des dépenses publiques paraît être, dans les circonstances présentes, un objectif prioritaire.

Le problème de l'inflation est étroitement lié aux mouvements du taux de change dans une économie qui dépend très largement des transactions extérieures. Dans le passé, on a trop tardé à réajuster la parité de l'escudo sur un niveau plus réaliste avec pour conséquence non seulement de réduire la compétitivité externe des produits et des services portugais mais également de susciter des anticipations défavorables sur le taux de change. Dans le contexte spécifique des derniers mois de 1977, le système de dépréciation graduelle et annoncée était peut-être l'une des rares options praticables possibles. Il a entraîné des résultats importants à la fois en améliorant le solde extérieur courant et en stabilisant les anticipations. Mais l'ampleur de la dépréciation a contribué, comme on l'a déjà indiqué, à la persistance d'un rythme élevé de hausse de prix. L'intention manifestée par les autorités de réduire le rythme programmé de la dépréciation de la monnaie semble tout à fait

justifiée, à condition toutefois qu'une décélération graduelle parallèle des pressions inflationnistes internes accompagne ce mouvement. La poursuite d'un système de plafonnement des salaires nominaux paraît nécessaire, du moins à court terme, pour prévenir une accentuation de la spirale prix-salaires. L'absence d'avantage que les salariés peuvent retirer du cercle vicieux salaires-prix-dépréciation est évidente, mais la difficulté de briser cette spirale est familière à de nombreux pays Membres. Aussi la décélération progressive des salaires nominaux devrait-elle s'accompagner d'un effort accru dans la lutte contre la hausse des prix non pas tant, sauf cas spécifiques, au moyen de contrôles administratifs que par un rétablissement, chaque fois que possible, des règles du marché et un renforcement de la concurrence. Il serait notamment particulièrement dommageable que dans les entreprises publiques qui sont peu exposées à la concurrence, la politique de « vérité des prix » dispense de l'amélioration nécessaire des conditions de gestion.

Le champ d'action de la politique économique ne se limite pas aux seuls problèmes immédiats. Tous les pays Membres sont actuellement confrontés à des problèmes structurels majeurs, particulièrement, mais non exclusivement, dans le domaine énergétique. Mais la perspective d'une croissance relativement lente dans les pays les plus industrialisés au cours des prochaines années crée des problèmes particulièrement aigus pour des pays comme le Portugal où la situation de l'emploi est déjà difficile et l'augmentation prévue de la population active assez appréciable. De plus, la faiblesse de la demande à l'extérieur risque d'exacerber les pressions protectionnistes; il est bien connu que, depuis longtemps déjà, certaines catégories importantes d'exportations portugaises de produits industriels sont soumises à des restrictions quantitatives. En supposant que les dangers de nouvelles restrictions commerciales puissent être évités, la réalisation au Portugal de taux de croissance à moyen terme comparativement élevés de la production et de l'emploi requièrera, outre le dépassement de la contrainte extérieure, l'élimination des pressions inflationnistes actuelles mais aussi une performance particulièrement bonne en matière de productivité et une amélioration de l'efficacité dans le fonctionnement de larges secteurs de l'économie.

L'agriculture est un important secteur, gravement négligé depuis des décennies, où une amélioration des méthodes de production et de commercialisation est absolument nécessaire pour augmenter les revenus réels, créer de nouvelles possibilités d'emplois (par exemple dans les industries alimentaires) et réduire la charge excessive sur la balance des paiements des importations nettes de produits alimentaires. Cependant, les nombreuses et diverses mesures nécessaires pour atteindre ces objectifs ne pourront commencer à être effectivement appliquées aussi longtemps que persisteront les incertitudes concernant le système d'appropriation des terres dans la zone concernée par la réforme agraire. Dans le secteur industriel, les mesures prises depuis quelques années ont plus consisté à soutenir des secteurs en difficulté qu'à promouvoir une restructuration visant à mieux faire correspondre la production intérieure à l'évolution de la demande, tant nationale qu'internationale. Mais, en ce domaine, des progrès incontestables ont été réalisés dans la définition du système d'appropriation. Cet effort de clarification mérite d'être souligné car, quelles que soient les actions de politique économique qui seront prises à l'avenir, la définition d'un contexte institutionnel stable constitue une condition de base pour le fonctionnement de l'économie et pour l'élaboration d'orientations à moyen terme. Sur ce dernier point, il convient de rappeler que, en 1977, le Parlement avait ajourné la discussion du Plan à moyen terme, plan dont les principaux objectifs paraissaient peu réalistes. L'élaboration d'un nouveau plan n'aurait de signification que s'il prenait étroitement en compte les contraintes immédiates de fonctionnement de l'économie. De plus, l'élaboration et l'application d'un tel programme impliquent, outre l'appréciation réaliste des contraintes actuelles, une amélioration substantielle dans l'appareil administratif.

Annexe

**PRINCIPALES MESURES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE
PRISES EN 1978 ET 1979**

1978*Février*

Renouvellement des quotas à l'importation sur quelques biens de consommation.

Mars

Relèvement (de 35 à 50 %) des principaux tarifs publics (combustibles, dont l'essence, transports publics, électricité, eau, services postaux).

Obligation pour les entreprises publiques de présenter chaque année un budget prévisionnel.

Avril

Définition d'un nouveau panier de produits essentiels (moins nombreux qu'en 1977) dont les prix sont bloqués pour l'année 1978 après un relèvement moyen de 20 %. Fixation d'autres prix alimentaires en dehors du panier.

Augmentation du salaire minimum à 5 700 escudos dans l'industrie et 4 600 escudos dans l'agriculture.

Approbation du Plan et du Budget pour 1978.

Mai

Programme de stabilisation économique, établi en accord avec le FMI, qui prévoit :

- dévaluation de 7 % et poursuite du système de taux de change glissant au rythme mensuel de 1.25 % pour les douze mois se terminant en avril 1979
- élévation générale des taux d'intérêt. Le taux de l'escompte est relevé de 13 à 18 % (pour la première tranche)
- fixation d'objectifs trimestriels pour le crédit intérieur total, la masse monétaire et la base monétaire. Fixation d'un plafond sur l'augmentation du crédit bancaire (d'abord indicatif puis obligatoire à partir du troisième trimestre de 1978). Réduction des lignes de réescompte et uniformisation du taux de réserve obligatoire à 7 %
- imposition d'une surtaxe sur les principaux impôts directs (10 à 15 %) et augmentation de 10 % de l'impôt indirect sur les transactions
- fixation d'un plafond de 20 % à l'augmentation des salaires.

Juillet

Abaissement de l'âge de la retraite à 65 ans (comme pour le régime général) pour les travailleurs agricoles.

Septembre

Réduction de la surtaxe à l'importation de 30 à 20 %.

Octobre

Augmentation du prix de l'essence (de 27.5 escudos par litre à 31 escudos).

Novembre

Réglementation de l'accès des entreprises publiques au marché financier.

Autorisation de l'émission sur le marché intérieur, par les banques nationales de titres en monnaie étrangère.

Élévation de l'allocation touristique annuelle de 7 000 à 20 000 escudos.

1979

Janvier

Réforme des finances locales prévoyant un important transfert de responsabilité de l'État vers celles-ci.

Modification du système de contrôle des prix permettant une répercussion automatique des modifications fiscales.

Définition des critères d'évaluation provisoire pour les indemnisations.

Renouvellement des quotas à l'importation.

Avril

Relèvement des prix de produits composant le panier d'achat de 17 % en moyenne.

Mai

Réduction de la surtaxe à l'importation à 10 % et relèvement de certains tarifs douaniers.
Création des sociétés d'investissement et des sociétés de location-vente.

Juin

Approbation du Budget pour 1979.

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A **Produit national et dépense nationale**
En millions d'escudos

	1972	1973	1974	1975	1976
	<i>Aux prix courants</i>				
Dépenses des consommateurs	155 298	191 067	257 407	303 768	374 348
Dépenses courantes de l'Administration	31 841	37 106	49 136	57 983	66 122
Formation brute de capital fixe	47 526	57 256	66 761	73 992	78 784
Variation des stocks	8 295	16 667	17 526	-12 521	8 402
DÉPENSE INTÉRIEURE	242 960	302 096	390 830	423 222	527 657
Exportations de biens et services (non compris le revenu des facteurs en provenance du reste du monde)	60 775	72 602	87 745	74 067	78 679
Importations de biens et services (non compris le revenu des facteurs versé au reste du monde)	72 491	93 211	140 161	121 050	141 658
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	231 244	281 487	338 414	376 239	464 677
<i>plus</i> : Revenus nets en provenance du reste du monde	578	2 109	3 279	-369	-4 021
PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	231 822	283 596	341 693	375 870	460 656
	<i>Aux prix de 1963</i>				
Dépenses des consommateurs	111 696	125 125	137 311	137 148	141 995
Dépenses courantes de l'Administration	20 808	22 431	26 315	28 057	30 010
Formation brute de capital fixe	31 426	34 420	32 026	28 406	25 550
Variation des stocks	5 908	10 788	9 322	-5 791	3 310
DÉPENSE INTÉRIEURE	169 838	192 764	204 974	187 820	200 865
Exportations de biens et services (non compris le revenu des facteurs en provenance du reste du monde)	44 136	45 980	38 757	33 424	33 367
Importations de biens et services (non compris le revenu des facteurs versé au reste du monde)	55 421	62 432	65 404	50 670	53 115
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	158 553	176 312	178 327	170 574	181 117
<i>plus</i> : Revenus nets en provenance du reste du monde	320	1 035	1 286	-126	-1 131
PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	158 873	177 347	179 613	170 448	179 986

NOTE La consommation privée et, pour partie, la formation de stocks sont obtenues par solde. Les données de comptabilité nationale portent sur le Portugal continental seulement (à l'exclusion des îles), tandis que les données de la balance des paiements couvrent l'ensemble du pays.

Source: Institut National de la Statistique.

Tableau B **Produit intérieur brut au coût des facteurs, par branche d'activité**
En millions d'escudos

	1972	1973	1974	1975	1976
<i>Aux prix courants</i>					
Agriculture, sylviculture et pêche	33 293	41 482	47 726	53 187	61 494
Industries extractives	1 072	1 232	1 880	2 028	2 524
Industries manufacturières	70 895	88 042	112 653	114 817	142 754
Électricité, gaz et eau	5 271	5 788	6 254	6 976	10 508
Construction	13 373	16 222	21 488	22 619	24 216
Transports et communications	13 269	15 840	19 843	23 722	28 060
Commerce de gros et de détail	26 438	33 044	37 576	41 978	53 054
Banques, assurances et affaires immobilières	7 562	9 998	12 190	13 833	17 478
Propriétés immobilières	5 738	6 138	6 953	7 914	9 531
Administration publique et défense	14 107	15 632	17 376	21 428	28 321
Services divers	17 579	21 174	25 023	33 636	41 716
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FAC- TEURS	208 598	254 592	308 962	342 138	419 656
<i>Aux prix de 1963</i>					
Agriculture, sylviculture et pêche	18 468	19 837	19 414	18 160	17 889
Industries extractives	706	818	947	959	1 096
Industries manufacturières	55 790	63 983	65 943	59 534	62 209
Électricité, gaz et eau	4 754	5 208	5 714	5 706	5 721
Construction	8 432	9 248	9 575	8 074	7 552
Transports et communications	10 084	11 143	12 416	11 483	11 769
Commerce de gros et de détail	17 921	20 254	17 775	16 955	18 012
Banques, assurances et affaires immobilières	4 665	5 621	5 883	5 364	6 517
Propriétés immobilières	4 316	4 547	4 740	4 911	5 064
Administration publique et défense	10 072	10 610	11 457	12 803	15 784
Services divers	10 791	11 846	12 909	15 018	16 841
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FAC- TEURS	145 999	163 115	166 773	158 967	168 456

Source: Institut National de la Statistique.

Tableau C Formation intérieure brute de capital fixe
En millions d'escudos

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
	<i>Aux prix courants</i>						
TOTAL DE LA FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL FIXE	31 255	37 259	47 526	57 256	66 761	73 992	78 784
Ventilation par produits							
Locaux d'habitation	4 441	4 850	6 665	9 188	13 452	14 316	13 142
Autres bâtiments	12 421	15 156	18 480	23 405	26 971	33 598	40 140
Équipements et outillage	14 393	17 253	22 381	24 663	26 338	26 078	25 502
Ventilation par branches d'activité							
Agriculture, sylviculture et pêche	2 131	2 353	2 599	3 378	3 115	4 027	4 678
Industries extractives	233	164	185	173	241	502	161
Industries manufacturières et construction	10 416	12 530	14 893	17 472	23 110	24 226	22 700
Électricité, gaz et eau	2 642	3 051	3 611	4 118	5 327	7 281	10 597
Transports et communications	5 560	7 069	10 545	11 114	9 544	13 707	15 439
Locaux d'habitation	4 441	4 850	6 665	9 188	13 452	14 316	13 142
Autres services	5 832	7 242	9 028	11 813	11 972	9 933	12 067
Ventilation par secteurs							
Administrations publiques	3 865	4 589	5 243	5 796	6 831	9 068	12 774
Entreprises (publiques et privées)	27 390	32 670	42 283	51 460	59 930	64 924	66 010

Aux prix de 1963

TOTAL DE LA FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL FIXE	25 209	27 686	31 426	34 420	32 026	28 406	25 550
Ventilation par produits							
Locaux d'habitation	3 640	3 579	4 202	5 239	5 994	5 103	3 852
Autres bâtiments	10 079	11 073	11 604	13 286	12 079	12 041	12 178
Équipements et outillage	11 490	13 034	15 620	15 895	13 953	11 262	9 520
Ventilation par branches d'activité							
Agriculture, sylviculture et pêche	1 618	1 669	1 722	2 031	1 581	1 691	2 020
Industries extractives	188	121	127	110	124	186	57
Industries manufacturières et construction	8 369	9 396	10 144	10 881	11 586	9 666	7 710
Électricité, gaz et eau	2 152	2 259	2 303	2 396	2 424	2 658	3 190
Transports et communications	4 507	5 267	6 973	6 689	4 583	5 186	4 812
Locaux d'habitation	3 640	3 580	4 203	5 239	5 994	5 103	3 852
Autres services	4 735	5 395	5 955	7 074	5 734	3 815	3 909
Ventilation par secteurs							
Administrations publiques	3 158	3 395	3 362	3 371	3 119	3 304	3 847
Entreprises (publiques et privées)	22 051	24 291	28 064	31 049	28 907	25 102	21 703

Source: Institut National de la Statistique.

Tableau D Production agricole

	Unité	Moyenne 1953- 1962	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Céréales										
Blé	100 tonnes	6 332	7 937	6 043	5 169	5 336	6 012	6 857	2 243	2 520
Seigle, orge et avoine	—	3 548	3 780	3 115	2 696	3 164	3 525	4 010	2 016	2 020
Mais	—	4 760	5 264	5 185	5 086	4 855	4 513	3 570	4 419	4 430
Riz	—	1 613	1 616	1 639	1 676	1 295	1 327	890	1 017	1 350
Pommes de terre et légumineuses										
Pommes de terre	—	10 540	11 239	11 389	10 862	11 145	10 126	8 530	12 006	10 780
Fèves, haricots et pois chiches	—	1 080	1 047	939	915	809	802	700	637	720
Vin	1 000 hl	10 745	8 835	8 196	11 086	13 873	8 773	8 130	6 587	5 567
Huile d'olive	—	918	458	588	457	526	539	379	327	322
Bétail abattu¹										
	Tonnes	151 199	200 693	208 075	228 885	231 579	265 306	252 503	256 727	278 873
Bovins	—	39 424	74 200	73 010	81 180	84 265	97 729	79 262	77 355	88 113
Ovins et caprins	—	19 956	20 930	20 599	23 186	21 496	21 503	22 217	23 028	22 200
Porcs	—	91 819	105 563	114 466	124 519	125 818	146 074	151 024	156 344	168 560
Pêche débarquée	—	312 870	328 149	327 367	357 157	277 108	269 837	273 330	273 499	204 000

¹ Nouvelle série concernant le continent.

Sources: Rapports annuels de la Banque du Portugal; Institut National de la Statistique, Statistiques agricoles et alimentaires.

Tableau E Population par classes d'âge
En milliers

	1974	1975	1976	1977	1978
Total	8 594	8 879	9 075	9 156	9 196
Par classes d'âge : 0 à 19 ans	3 041	3 142	3 212	3 236	3 254
20 à 59 ans	4 236	4 376	4 470	4 520	4 533
Plus de 60 ans	1 317	1 361	1 393	1 400	1 409

NOTE Ces estimations sont basées non sur un recensement mais sur l'enquête sur l'emploi et sous-estiment vraisemblablement le niveau de la population.

Sources: Institut National de la Statistique; informations transmises au Secrétariat.

Tableau F Indicateurs d'emploi
Indice, 1970 = 100

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Pêche	99.1	90.2	85.4	82.4	78.0	77.5	77.0
Industries extractives	94.5	94.6	96.7	92.8	90.8	89.7	90.4
Industries manufacturières	100.2	101.4	101.9	101.0	101.7	101.6	101.3
Construction	106.5	110.4	114.6	105.9	105.7	109.8	115.6
Électricité, gaz et eau	99.0	96.7	97.3	99.0	102.5	105.0	117.0
Transports et communications	104.3	105.7	110.2	114.0	119.5	121.2	120.5
Services divers ¹	104.7	108.8	111.4	112.6	114.0	115.5	116.7
Total non agricole	101.8	103.5	104.7	103.4	104.4	105.0	105.5

¹ Banques, assurances, opérations immobilières et commerce.

Sources: Informations communiquées à l'OCDE par les Autorités portugaises; Services de Statistique du Ministère du Travail et Service National de l'Emploi.

Tableau G Prix et salaires
Indices, 1963 = 100

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Prix à la consommation¹										
Lisbonne	132.4	140.6	152.4	165.9	185.0	239.0	287.7	342.9	431.4	506.8
Porto	132.5	136.7	145.2	159.5	175.7	222.7	268.2	313.2	403.1	490.8
Coimbra	126.0	129.4	137.9	147.7	159.8	206.8	252.7	296.0	367.2	437.0
Evora	126.8	132.4	141.2	151.4	168.8	210.6	257.5	310.9	394.4	469.7
Viseu	125.9	130.1	141.3	151.2	163.4	211.0	252.4	298.0	375.1	445.2
Faro	132.6	137.9	149.3	167.5	182.0	221.8	266.6	310.3	402.7	513.8
Prix de gros (Lisbonne)										
Produits manufacturés	120.8	125.0	127.5	135.0	150.0	193.6	218.3	260.2	335.0	441.0
Alimentation	118.7	118.7	122.4	130.8	144.8	165.1	171.9	192.1	232.0	281.0
	121.4	124.1	130.4	139.3	146.4	189.2	249.8	309.0	388.0	453.0
Salaires dans l'industrie et les transports										
Lisbonne	157.1	175.7	194.5	211.3	240.5	318.1	377.5	422.4	473.1	525.1
Porto	175.5	193.8	219.7	247.7	272.0	376.8	481.9	536.8	602.3	658.9

1 Total, logement excepté.

Source: Institut National de la Statistique.

Tableau H Indice national des prix à la consommation
Indice, 1976 = 100

	1977	1978	1978		1979
			T3	T4	T1
Total (à l'exclusion du logement)	127.2	156.0	159.1	169.7	176.5
Alimentation et boissons	131.6	162.8	165.6	178.3	187.7
Vêtements et chaussures	118.7	139.6	139.7	149.5	155.9
Divers	119.9	145.5	149.4	158.5	161.1
Logement	126.6	156.3	162.7	166.0	168.1
<i>Pour mémoire:</i>					
Indice des prix à la consommation à Lisbonne					
Total à l'exclusion du logement	125.8	147.8	151.1	146.5	

NOTE Portugal continental. Cet indice est le premier indice des prix à la consommation concernant l'ensemble du Portugal. Les résultats mensuels ont été publiés pour les principales catégories de produits depuis janvier 1977, mais les résultats correspondants pour 1976 ne sont pas disponibles.

Source: Institut National de la Statistique.

Tableau I Opérations des Administrations publiques
Base comptabilité nationale, concepts normalisés
En milliards d'escudos

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977 ¹	1978 ¹
ADMINISTRATION CENTRALE								
Recettes courantes	32.91	37.41	43.11	53.02	61.76	91.71	115.5	150.7
Impôts et transferts courants en provenance des autres agents économiques	31.86	35.77	41.62	51.74	60.82	87.81	111.3	142.9
Revenu de la propriété et de l'entreprise	1.05	1.64	1.49	1.28	0.94	3.90	4.2	7.8
Dépenses courantes	29.63	33.27	37.27	53.75	71.33	99.41	124.1	181.4
Biens et services	23.96	26.63	30.25	39.79	45.83	48.94	66.5	98.3
Transferts courants au profit des autres agents économiques	5.67	6.64	7.02	13.96	25.50	50.47	57.6	83.1
ÉPARGNE NETTE	3.28	4.14	5.84	-0.73	-9.57	-7.70	-8.6	-30.7
Transferts nets en capital en provenance des autres agents économiques	0.41	-0.96	0.36	-0.29	-4.85	-9.76	-9.9	-15.0
Formation brute de capital fixe	2.60	3.43	3.50	5.07	6.48	9.30	18.7	21.3
EMPRUNTS NETS (—) OU PRÊTS NETS	1.09	-0.24	2.70	-6.09	-20.90	-26.76	-37.2	-67.0
Prêts	3.31	7.69	1.50	2.32	1.34	8.10	7.6	11.4
Emprunts intérieurs	-1.43	-6.12	-4.56	-9.37	-36.15	-46.46	-48.9	-50.0
Emprunts extérieurs	0.34	0.06	-0.07	0.02	0.38	0.96	-2.6	-20.7
Augmentation (+) ou diminution (—) de la situation de la trésorerie ²	-1.13	-1.75	+5.83	+0.94	+13.53	+12.57	6.7	-7.7
COMPTES CONSOLIDÉS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES								
Recettes courantes	46.60	54.00	63.78	77.86	93.17	131.41	168.0	210.8
Impôts et transferts courants en provenance des autres agents économiques	44.65	51.46	61.19	75.56	91.42	126.73	162.9	202.0
Revenu de la propriété et de l'entreprise	1.95	2.54	2.59	2.30	1.75	4.68	5.1	8.8
Dépenses courantes	37.94	46.13	54.81	76.65	102.46	144.45	180.6	239.3
Biens et services	27.65	31.84	37.11	49.14	57.98	66.12	88.2	
Transferts courants au profit des autres agents économiques	10.29	14.29	17.70	27.51	44.48	78.33	92.4	

ÉPARGNE BRUTE	8.66	7.87	8.98	1.20	-9.29	-13.04	-12.6	-28.5
Provisions pour amortissements		0.10	0.10	0.09	0.06	0.09	0.1	0.1
ÉPARGNE NETTE	8.66	7.97	9.08	1.29	-9.23	-12.95	-12.5	-28.4
Transferts nets en capital en provenance des autres agents économiques	0.71	-0.44	1.31	1.08	-1.11	5.33	5.1	5.8
Formation brute de capital fixe	5.13	5.91	6.43	7.87	10.28	14.57	25.1	33.9
EMPRUNTS NETS (—) OU PRÊTS NETS	4.24	1.61	3.96	-5.49	-20.63	-32.85	-42.8	-68.2
Prêts	3.86	7.90	1.88	2.50	-0.94	1.76	2.7	11.1
Emprunts intérieurs	-0.59	-5.63	-4.26	-9.91	-37.99	-50.61	-48.9	-51.0
Emprunts extérieurs	0.34	-0.06	-0.07	0.02	0.38	-0.96	-2.6	-20.7
Augmentation (+) ou diminution (—) de la situation de la trésorerie ²	+0.63	-0.60	+6.41	+1.90	+17.92	+16.95	6.0	-7.6

1 Estimations du Ministère des Finances en termes de comptabilité nationale.

2 Y compris les ajustements.

Source : Institut National de la Statistique.

Tableau J Masse monétaire et contreparties
Fin de période, en milliards d'escudos

	1974	1975	1976*	1977	1978
TOTAL DE LA MASSE MONÉTAIRE	342.3	385.4	460.8	567.4	726.6
Disponibilités monétaires	182.5	227.2	246.3	274.8	314.8
— Billets et monnaie en circulation	69.7	109.8	110.4	113.6	122.0
— Dépôts à vue des particuliers et entreprises	112.8	117.4	135.9	161.2	192.9
Disponibilités quasi-monétaires	159.8	158.2	214.5	292.6	411.7
CONTREPARTIES					
Avoirs extérieurs nets	63.3	38.9	6.5	-31.6	-16.1
Crédit net au secteur public	9.1	33.4	75.5	123.3	171.7
Crédit au secteur privé ¹	293.1	326.4	447.2	585.2	709.5
Divers, net	-23.3	-13.2	-68.4	-109.5	-138.5

* Rupture de série en 1976.

¹ Y compris les crédits douteux depuis 1976.

Sources: Rapports annuels de la Banque du Portugal et informations transmises par les Autorités portugaises.

Tableau K Structure des taux d'intérêt
En pourcentage

	19/12/75	1/7/76	26/2/77	29/8/77	6/5/78
TAUX D'ESCOMPTE	6.5	6.5	8.0-12.0	13.0-18.0	18.0-23.0
TAUX CRÉDITEURS					
Crédits à moins de 90 jours	4.50-7.75	4.50-8.75	5.25-10.25	9.75-14.75	11.50-18.25
Crédits entre 90 jours et un an	5.00-9.50	5.00-10.50	5.75-12.00	10.25-16.50	18.75-20.00
Crédits à plus d'un an	10.75-12.75	11.25-13.25	7.75-15.75	17.00-18.75	20.50-22.25
TAUX DÉBITEURS					
Dépôts à vue	0-4	0-4	0-4	0-4	0-4
Dépôts à terme de moins 90 jours	4.5	4.5	5.0	6.0	8.0
Dépôts à terme entre 90 jours et un an	6.5-9.5	6.5-9.5	7.5-11.0	9.0-15.0	12.0-19.0
Dépôts à terme de plus d'un an	10.5-11.5	10.5-11.5	12.0-13.0	16.0-17.0	20.0-21.0

Source: Banque du Portugal.

Tableau L Entrées de voyageurs étrangers, d'après le pays de nationalité
En milliers de personnes

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
TOTAL	2 785.4	3 342.9	3 867.0	3 925.3	4 079.7	2 621.8	1 966.4	2 175.4	3 055.4
Allemagne (RF)	113.2	133.1	170.3	186.8	209.7	167.2	143.8	150.1	204.2
Argentine	35.8	37.5	35.1	—	—	26.8	22.4	11.9	10.6
Belgique	32.2	32.8	39.6	39.3	46.3	30.4	27.2	32.1	50.7
Bésil	56.8	66.6	74.9	—	—	65.2	52.7	43.7	35.5
Canada	38.6	47.4	51.9	56.2	25.0	38.8	22.8	21.7	32.0
Espagne	1 374.2	1 712.6	2 055.9	2 012.9	2 109.3	1 169.4	856.4	1 049.3	1 599.5
États-Unis	304.1	354.7	366.1	386.5	345.7	217.6	96.1	82.1	141.5
France	168.1	203.8	215.4	233.2	248.6	152.9	119.1	134.4	172.4
Hollande	40.6	41.6	47.7	51.8	54.1	37.4	39.5	51.6	92.3
Italie	88.9	79.4	83.3	80.7	80.0	83.7	69.8	66.6	65.4
Royaume-Uni	339.5	406.2	457.3	492.8	511.6	383.0	284.6	244.6	292.8
Suède	20.2	26.8	35.4	41.6	42.8	31.6	27.3	49.2	61.0
Suisse	32.8	32.5	39.0	43.3	50.0	38.5	23.0	23.2	32.8
Autres pays	140.5	168.1	195.1	300.1	356.7	179.3	181.7	214.9	264.7

Source: Institut National de la Statistique, Statistiques du tourisme.

Tableau M Commerce extérieur par principaux groupes de produits
En millions de dollars

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
IMPORTATIONS, TOTAL	1 178.4	1 296.1	1 582.4	1 823.0	2 227.2	2 908.3	4 581.5	3 839.6	4 315.9	4 963.6
Produits alimentaires et boissons	147.4	150.6	180.2	232.9	306.9	402.0	777.2	765.6	742.6	733.5
Matières brutes et demi-produits	283.7	305.3	342.4	370.8	443.5	594.1	1 084.6	1 009.9	1 213.7	1 412.1
Produits manufacturés :										
Produits chimiques	111.7	134.3	158.9	177.8	216.2	312.2	458.8	348.8	507.2	560.5
Articles manufacturés classés d'après la matière première	237.1	266.5	353.8	374.8	392.5	511.4	861.2	583.6	598.7	789.3
Machines et matériel de transport	352.7	386.4	478.0	580.1	759.7	928.5	1 179.0	961.0	1 065.7	1 301.0
Articles manufacturés divers	45.6	52.8	68.7	86.2	108.8	159.5	220.0	170.4	186.8	165.7
Articles non classés par catégories	0.2	0.2	0.3	0.4	0.5	0.7	0.7	0.3	1.2	1.5
EXPORTATIONS, TOTAL	761.2	853.0	949.5	1 052.2	1 293.8	1 765.9	2 276.3	1 939.2	1 820	2 013.4
Produits alimentaires et boissons	174.8	169.9	177.0	182.3	229.5	303.3	333.4	300.4	291	303.7
Matières brutes et demi-produits	108.9	128.1	162.6	159.1	180.4	228.5	350.1	265.6	296	286.5
Produits manufacturés :										
Produits chimiques	45.7	51.9	69.5	75.0	84.2	103.1	188.4	125.5	95	102.7
Articles manufacturés classés d'après la matière première	294.6	337.8	335.1	381.8	458.2	632.3	780.7	664.5	594	666.9
Machines et matériel de transport	44.0	60.2	79.6	102.2	152.4	233.1	288.9	256.0	230	299.4
Articles manufacturés divers	83.4	93.1	112.2	139.0	179.3	251.1	323.0	312.8	282	319.7
Articles non classés par catégories	9.8	12.0	13.5	12.8	9.8	14.5	11.8	14.4	32	34.5

NOTE Par suite des arrondis, la somme des composantes ne correspond pas nécessairement au total.

Correspondance avec les sections de la CTCI :

Produits alimentaires et boissons : 0, 1
Matières brutes et demi-produits : 2, 3, 4
Produits manufacturés : 5, 6, 7, 8
Produits chimiques : 5

Articles classés d'après la matière première : 6
Machines et matériel de transport : 7
Articles manufacturés divers : 8
Articles non classés : 9

Source: OCDE, Statistiques du commerce extérieur, Série B.

Tableau N Evolution de la structure géographique du commerce extérieur
En milliards d'escudos

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
<i>Exportations</i>									
TOTAL	27.3	30.3	35.3	45.4	58.0	49.5	54.7	77.7	107.2
Pays de l'OCDE	18.3	21.4	27.5	35.8	45.8	39.4	44.0	61.3	84.4
États-Unis	2.4	2.9	3.8	4.4	5.8	3.6	3.7	5.2	7.5
AELE ¹	9.7	11.3	14.4	18.5	23.0	19.2	20.4	25.9	33.8
Royaume-Uni	5.6	6.8	8.0	10.8	13.2	10.5	10.0	14.2	19.4
Suède	1.5	1.7	2.3	2.6	3.6	3.4	4.3	4.9	5.0
Autres pays de l'AELE	2.7	2.8	4.1	5.1	6.2	5.3	6.1	6.8	9.4
CEE ²	5.0	5.7	7.2	9.7	13.1	12.9	16.4	23.8	37.5
Allemagne	1.7	1.9	2.6	3.4	4.6	5.0	5.9	9.2	14.0
France	1.2	1.4	1.8	2.4	3.5	3.3	4.6	6.2	9.6
Italie	0.8	0.8	1.1	1.4	1.9	1.6	2.1	2.9	6.1
Pays-Bas	0.8	0.9	0.9	1.2	1.5	1.4	1.9	2.7	4.4
Belgique-Luxembourg	0.4	0.8	0.9	1.3	1.6	1.6	1.9	2.8	3.4
Autres pays de l'OCDE	1.3	1.5	2.1	3.2	3.9	3.7	3.5	6.4	5.6
Pays Non-OCDE	9.0	8.9	7.8	9.6	12.2	10.1	10.7	16.4	20.2
<i>dont</i> : Ancienne zone Escudo	6.7	6.5	5.2	6.7	6.4	4.2	2.7	5.0	5.9
<i>Importations</i>									
TOTAL	45.5	52.4	60.7	74.8	118.1	97.7	127.4	190.7	227.9
Pays de l'OCDE	33.2	38.7	45.4	57.3	85.1	68.9	88.2	138.7	174.4
États-Unis	3.3	3.6	5.4	6.1	11.1	12.1	11.5	19.4	26.9
AELE ¹	11.0	13.0	14.5	17.8	23.6	18.3	26.1	37.3	44.8
Royaume-Uni	6.4	7.2	7.9	8.5	10.9	8.5	11.9	19.8	22.9
Suède	1.2	1.4	1.8	3.4	3.6	2.4	3.9	4.3	5.4
Autres pays de l'AELE	3.5	4.5	4.8	5.8	9.1	7.4	10.3	13.2	16.5
CEE ²	15.0	17.2	19.1	24.4	39.4	29.7	37.2	61.7	79.8
Allemagne	7.0	8.2	9.0	10.8	15.9	11.1	14.9	23.7	31.5
France	3.2	3.5	3.8	5.2	9.2	7.4	8.0	15.4	20.5
Italie	2.4	2.7	3.3	3.9	6.3	4.9	6.0	10.2	12.4
Pays-Bas	1.1	1.3	1.5	2.4	4.2	3.5	4.8	6.5	8.2
Belgique-Luxembourg	1.3	1.5	1.5	2.2	4.0	2.8	3.5	5.9	7.2
Autres pays de l'OCDE	3.9	4.8	6.4	9.0	11.0	8.8	13.4	20.3	22.9
Pays Non-OCDE	12.3	13.8	15.3	17.5	33.0	28.8	39.2	52.0	53.5
<i>dont</i> : Ancienne zone Escudo	6.7	6.9	6.7	7.4	12.4	5.1	3.3	2.5	1.5

1 Ancienne AELE.

2 Ancienne CEE.

Source: Institut National de la Statistique.

Tableau O Balance des paiements
En millions de dollars

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Exportations, fob	1 296	1 867	2 303	1 936	1 824	2 027	2 433
Importations, fob	2 023	2 780	4 305	3 606	3 925	4 533	4 748
Balance commerciale	-727	-914	-2 002	-1 670	-2 101	-2 506	-2 315
Solde des services	205	154	55	-184	-111	-127	-96
Voyages	263	324	259	101	182	268	431
Transports	-35	-72	-145	-128	-172	-134	-172
Revenus du capital	20	87	128	-14	-131	-179	-329
Opérations gouvernementales	-88	-180	-225	-173	47	-38	-31
Autres services	45	-5	37	30	-36	-44	5
Solde des transferts	872	1 111	1 118	1 037	963	1 134	1 635
Balance des opérations courantes	350	351	-829	-817	-1 249	-1 499	-776
Mouvements de capitaux à moyen et long terme	-129	-143	274	-107	26	95	758
Secteur privé	62	-38	357	-21	15	19	249
Secteur public	-191	-105	-83	-86	11	76	509
Mouvements de capitaux à court terme et opérations non recensées	56	137	-83	-89	98	-33	175
Balance des opérations non moné- taires	277	345	-638	-1 013	-1 125	-1 437	157
Opérations à court terme des institutions monétaires privées	-4	-24	59	-10	153	574	-193
Balance des règlements officiels	273	321	-579	-1 023	-972	-863	-41
Tirages sur le FMI	—	—	—	33	179	83	-53
Divers comptes officiels	79	23	-15	369	1 023	587	197
Variation des réserves de change (augmentation = +)	353	344	-594	-687	-128	-359	103

Sources : Mémoire statistique soumis par les Autorités portugaises à l'OCDE, Banque du Portugal et Statistiques financières internationales du FMI.

COMPARAISONS INTERNATIONALES

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galería Guemes)
1333 BUENOS-AIRES, Tel. 33-1787-2391 Y 30-7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Australia & New Zealand Book Company Pty Ltd.,
23 Cross Street, (P.O.B. 459)
BROOKVALE NSW 2100 Tel. 938-2244

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. Tel. 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

LCLS
44 rue Otlet, B1070 BRUXELLES .Tel. 02-521 28 13

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaiçá 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. Tel. 261-1920
Rua Senador Dantas 19 a/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
Tel. 232-07. 32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTREAL, Quebec H3H 1M7 Tel. (514) 937-3519

DENMARK - DANEMARK

Munksgaards Boghandel
Nørregade 6, 1165 KØBENHAVN K. Tel. (01) 12 85 70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. Tel. 625.901

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16. Tel. (1)524.81.67

Principal correspondant :
13602 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.
Tel. 26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

Alexander Horn,
D - 6200 WIESBADEN, Spiegelgasse 9
Tel. (6121) 37-42-12

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. Tel. 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Sales and Publications Office, Beaconfield House, 1st floor,
Queen's Road, Central. Tel. 5-233191

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK.
Tel. 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House. Tel. 45896
CALCUTTA, 17 Park Street. Tel.240832

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. Tel. 579721
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. Tel. 365083
Sub-depositari:
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA. Tel. 674628
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. Tel. 865446
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tel. 519274
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori
librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Center
Akasaka Park Building, 2-3-4 Akasaka, Minato-ku,
TOKYO 107. Tel. 586-2016

KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O.Box n° 101 Kwangwhamun, SÉOUL. Tel. 72-7369

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O.Box 5641, BEIRUT.
Tel. 354429-344425

MALAYSIA - MALAISIE

University of Malaya Co-operative Bookshop Ltd.
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru
Kuala Lumpur, Malaysia. Tel. 51425, 54058, 54361

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Chr. Plantijnstraat
S-GRAVENHAGE. Tel. 070-814511
Voor bestellingen: Tel. 070-624551

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

The Publications Manager,
Government Printing Office,
WELLINGTON: Mulgrave Street (Private Bag),
World Trade Centre, Cubacade, Cuba Street,
Rutherford House, Lambton Quay. Tel. 737-320
AUCKLAND: Rutland Street (P.O.Box 5344). Tel. 32.919
CHRISTCHURCH: 130 Oxford Terrace (Private Bag), Tel. 50.331
HAMILTON: Barton Street (P.O.Box 857), Tel. 80.103
DUNEDIN: T & G Building, Princes Street (P.O.Box 1104),
Tel. 78.294

NORWAY - NORVÈGE

J.G. Tanum A/S
P.O. Box 1177 Sentrum
Karl Johansgate 43
OSLO 1 Tel. (02)80 12 60

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
Tel. 66839

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,
1117 LISBOA CODEX.
Tel. 360582/3

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castelló 37, Apartado 1223, MADRID-I. Tel. 275.46.55
Libreria Bastinos, Pelayo, 52, BARCELONA 1. Tel. 222.06.00

SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. Tel. 08/23 89 00

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6 rue GENÈVE, 1211 GENÈVE 11. Tel. 022-31.89.50

TAIWAN - FORMOSE

National Book Company,
84-5 Sing Sung Rd., Sec. 3, TAIPEI 107. Tel. 321.0698

THAILAND - THAÏLANDE

Sukait Siam Co., Ltd.
1715 Rama IV Rd,
Samyan, Bangkok 5
Tel. 2511650

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9 NH. Tel. 01-928-6977, Ext. 410 or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications and Information Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON, D.C.20006.
Tel. (202)724-1857

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipán,
CARACAS 106. Tel. 32 23 01/33 26 04/33 24 73

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
Tel. 621-992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :
OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.
Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE

**2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16**

N° 41 280 1979.

(10 79 23 2) ISBN 92-64-21974-9
ISSN 0304-3363

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES
*Études détaillées du développement économique
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays F 12,00 £ 1.50 \$ 3.00

Abonnement pour la série F 200,00 £ 24.00 \$ 50.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique
récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives
au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.*

*En supplément, cette publication contient fréquemment
des études spéciales destinées à faciliter
l'interprétation des tendances économiques.*